

**LEUR CRI DE GUERRE DOIT ÊTRE :  
LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! MARX & ENGELS**

**Marcha**  
**por la victoria**  
**y la Dignidad**  
**Diciembre 10**  
10 hrs. Crucero de Viguera  
**Movilizaciones**  
**regionales**



**LIBERTAD A NUESTROS PRESOS**  
**PRESENTACION CON VIDA**  
**DE LOS DESAPARECIDOS**



**L'Amérique latine en effervescence**  
**Bolivie, Mexique, Pérou, Venezuela**

**L'Asie de l'Ouest aux prises avec**  
**l'impérialisme et le colonialisme sioniste**  
**Irak, Iran, Liban, Palestine**

**Discussion avec le GRA d'Autriche**

**n° 2 / septembre 2007 / CoReP / 2 €**

## 2 RÉVOLUTION PERMANENTE

## COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

ADRESSE DU 1<sup>ER</sup> MAI 2007

# POUR QUE LES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS VAINQUENT LEUR BOURGEOISIE ET OUVRENT LA VOIE DU SOCIALISME MONDIAL, IL FAUT UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

### Le capitalisme menace l'humanité

Le mode de production capitaliste a épuisé depuis longtemps son rôle progressiste, comme l'ont prouvé, en particulier, les deux guerres mondiales et les crises économiques mondiales de 1929 et de 1973. La bourgeoisie survit au prix de guerres et de crises économiques, qui détruisent périodiquement des forces productives à grande échelle.

La bourgeoisie a prolongé sa domination grâce aux trahisons des appareils réformistes du mouvement ouvrier. Ces sursis historiques répétés ne lui confèrent pas une nouvelle jeunesse. L'économie capitaliste contemporaine est stimulée par l'endettement et l'économie d'armements (plus de 1 100 milliards de dollars de dépenses militaires par an), ce qui entraîne la spéculation, l'hypertrophie de la finance et le militarisme. Elle ne s'en sort qu'en créant le terrain à de nouveaux conflits et à des déséquilibres économiques encore plus graves.

Les États se multiplient, divisant l'humanité par des frontières de plus en plus archaïques. Le capitalisme prend un caractère de plus en plus parasitaire. La production pour le profit entrave le développement économique et menace dangereusement l'environnement. La dévastation par un cyclone et l'évacuation militaire d'une ville entière des États-Unis, La Nouvelle Orléans, ont donné une idée des conséquences du réchauffement climatique et aussi du caractère raciste que prend le capitalisme en déclin.

### Ce siècle a commencé dans la réaction

Le maintien du capitalisme coûte cher aux travailleurs des villes et des campagnes. Les grandes puissances ont réaffirmé leur domination sur la planète : après avoir bombardé la Serbie, envahi l'Afghanistan et l'Irak, elles menacent l'Iran. Le capitalisme est restauré en Russie, en Europe de l'est et en Chine. Les anciens bastions ouvriers des pays capitalistes sont démantelés par les privatisations et les restructurations. Le taux d'exploitation a été accru par l'intensification du travail et la limi-

tation de la hausse des salaires réels, voire leur baisse. Ainsi, le taux de profit a temporairement remonté.

Les découvertes de la science et de la technique débouchent trop souvent sur le renforcement de l'exploitation et de l'oppression pour la majorité, le gaspillage d'une minorité. Au sein des pays qui affirment être les modèles de la démocratie, les libertés sont réduites au nom de la « lutte contre le terrorisme ». L'obscurantisme et le cléricisme font un retour en force. La barbarie menace : en Irak, l'armée américaine emploie la torture ; dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda, au Soudan, des génocides ont été commis ou sont en cours ; les dirigeants de la Chine condamnent à la peine de mort à grande échelle pour vendre des organes...

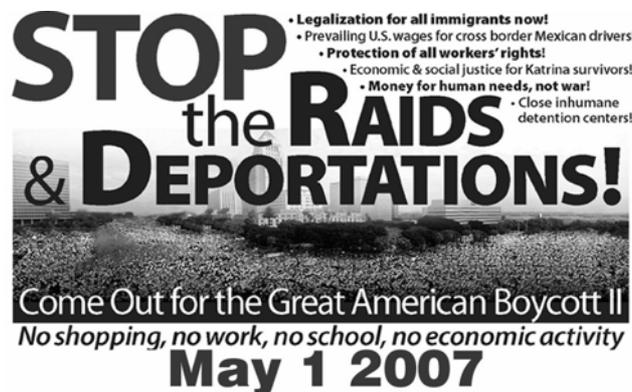
La population palestinienne vit dans l'oppression et l'humiliation. L'espérance de vie a diminué en Russie, 6 000 mineurs de charbon meurent chaque année en Chine, les nouveaux capitalistes chinois et russes vivent dans le luxe alors que la majorité de la population labo-

rireuse manque de tout. Chaque année, des millions de personnes sont contraintes par la guerre, la répression ou la pauvreté de quitter leur pays ; dans les pays où ils arrivent, ils sont souvent méprisés, surexploités et persécutés. Toutes les grandes métropoles hébergent une population surnuméraire qui subit la misère et l'insécurité. Même dans les pays présentés comme

des modèles en matière d'emploi, le chômage est massif ; partout, la précarité des travailleuses et des travailleurs s'accroît.

### Les exploités et les opprimés sont mystifiés et trahis

Les bureaucraties privilégiées et despotiques, qui dirigeaient les économies étatisées proclamées « socialistes », ont elles-mêmes rétabli le capitalisme. Les régimes nationalistes bourgeois, qui défiaient après la seconde guerre mondiale les impérialistes européens et américain ont généralement capitulé. Les directions nationalistes des peuples opprimés rendent les armes (ANC, FSLN, FMLN, IRA, ETA...) ou jouent la carte de l'impérialisme dominant (OLP, PDK, UPK...). Leur



#### 4 RÉVOLUTION PERMANENTE

faillite a renforcé des courants encore plus réactionnaires, racistes ou fondamentalistes.

Les grandes organisations créées par le prolétariat à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> ont protégé leur classe dominante et leur État bourgeois face à la dernière vague révolutionnaire mondiale, celle des années 1960 et 1970, ce qui a permis la contre-offensive de la bourgeoisie mondiale dans les années 1980 et 1990. Les appareils corrompus des syndicats ont préconisé l'intérêt national, ont cogéré, ont empêché les grèves générales, ont négocié les plans anti-ouvriers ; les partis réformistes, tant de type social-démocrate que stalinien, ont défendu leur bourgeoisie et, parfois, géré loyalement leur État bourgeois au détriment des travailleurs du pays et des pays dominés.

Durant les années 1960 et 1970, de multiples courants castristes, maoïstes et pseudo-trotskyistes avaient capté l'énergie révolutionnaire de la jeunesse en prétendant relever le drapeau de la révolution abandonné par l'Internationale « socialiste » et les partis « communistes ».

Avec le reflux de la classe ouvrière et en particulier la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, les organisations centristes ont disparu, ou ont rejoint les partis traditionnels, ou encore ont mis sur pied de nouveaux partis ouvriers bourgeois. Les anciennes organisations « gauchistes » ou « radicales » sont devenues pour la plupart réformistes, pacifistes, voire patriotiques. Elles travaillent la main dans la main avec des bureaucrates syndicaux, s'alignent sur Chavez, font passer le Forum social mondial pour « anticapitaliste », elles font confiance à l'ONU ou elles courtisent les mouvements écologistes et religieux. Presque toutes ont voté à un moment ou un autre pour des partis bourgeois (comme la LCR de France pour Chirac...) et même mettent en place des fronts populaires (Parti socialiste des travailleurs de Grande-Bretagne). Certaines ont réclamé plus de policiers (Lutte ouvrière de France). D'autres participent à des gouvernements bourgeois (Démocratie socialiste du Brésil, Parti communiste maoïste du Népal).

#### **La classe ouvrière a la capacité de résister aux attaques et de renverser le capitalisme**

Mais la classe ouvrière a crû à l'échelle mondiale. De nouvelles concentrations locales de travailleurs apparaissent, des générations qui n'ont pas connu de défaites renouvellent le prolétariat.

La jeunesse scolarisée a mené des luttes importantes en Grèce, au Chili, en Italie et en France. Les peuples d'Irak n'ont pas été soumis malgré les énormes moyens militaires britanniques et américains. Les conducteurs de bus et les enseignants ont fait grève en Iran, des étudiants et des femmes y ont manifesté. Le prolétariat chinois a commencé à lutter collectivement malgré une répression intense. Plusieurs présidents élus ont été chassés en Amérique latine, les masses du Venezuela ont résisté aux tentatives de coup appuyées par l'impérialisme, des organes soviétiques sont nés en Bolivie et au Mexique, sous la forme des Assemblées populaires d'El Alto-La Paz et d'Oaxaca. Aux États-Unis, le consensus patriotique de 2001 autour de Bush s'est effrité comme en témoignent les manifestations contre la

guerre, les grèves, les protestations contre les lois qui visent les immigrés. En Europe, les manifestants contre la guerre irakienne ont été gigantesques dans les États qui y participaient (Grande-Bretagne, État espagnol, Italie). Un véritable soulèvement, laissé sans perspective, a secoué les banlieues de la France. En Afrique, les travailleurs et les étudiants de la Guinée ont mené une grève générale contre le pouvoir de Conté.

La classe ouvrière (les ouvriers, les employés, les techniciens, etc.) est désormais majoritaire à l'échelle mondiale et crée l'essentiel des richesses de la société. Elle a le potentiel d'empêcher l'humanité de sombrer dans l'abîme où l'entraîne inexorablement la minorité des capitalistes. Si elle mène une lutte résolue contre sa bourgeoisie, elle saura entraîner une grande partie de la paysannerie pauvre, de la jeunesse en formation, des chômeurs et des déclassés des périphéries des mégapoles et même une fraction des cadres.

#### **Pour une internationale ouvrière, pour la révolution socialiste mondiale**

La ligne de conciliation et de capitulation envers les classes dominantes des directions bureaucratiques démoralise et divise les rangs ouvriers. L'unité des travailleurs se forge contre la bourgeoisie. La classe ouvrière, n'étant pas une classe exploiteuse, n'a d'autre moyen pour se défendre que l'organisation. Parce qu'il combat pour l'unité de ses organisations face aux patrons et aux gouvernements à leur service, le prolétariat exige des directions des syndicats, des partis, qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Il cherche à imposer la démocratie ouvrière dans ses syndicats et ses assemblées, à organiser sa défense face aux fascistes, aux islamistes et à tous les mercenaires du capital.

Si la classe ouvrière parvient à surmonter la politique de trahison des agents « réformistes » de la bourgeoisie, alors la défense des conquêtes sociales et des libertés, la lutte pour la réduction du temps de travail, l'indexation des salaires, contre l'oppression nationale, contre la guerre impérialiste, pour l'émancipation des femmes, le contrôle ouvrier... seront efficaces et se combineront en une force formidable. Alors, en une révolution permanente, le combat dans chaque pays pour le renversement de l'État bourgeois et pour un gouvernement des travailleurs basé sur des organismes de pouvoir ouvrier ouvrira la voie à l'expropriation du capital, à la planification par les producteurs, à la construction du socialisme et à la fédération socialiste mondiale.

Pour cela, les travailleuses et les travailleurs les plus avancés doivent se regrouper au sein d'un parti révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale. Car la classe ouvrière est la première classe qui, pour être révolutionnaire, doit être internationaliste. D'abord, elle comporte toujours des immigrés. Ensuite, elle est de plus en plus exploitée par des groupes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest et du Japon qui sont transnationaux. Surtout, seule la classe ouvrière est capable de renverser les frontières qui constituent des entraves au développement des forces productives : le socialisme ne pourra voir le jour qu'à l'échelle mondiale.

1<sup>er</sup> mai 2007

# COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

## POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE AU MEXIQUE

### EN DÉFENSE DE LA COMMUNE DE OAXACA

### POUR LA CRÉATION D'ASSEMBLÉES POPULAIRES ET LA

### CONSTITUTION DE COMMUNES DANS TOUT LE MEXIQUE

### POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Une agitation sociale et politique profonde agite plusieurs pays d'Amérique latine. Après les grands mouvements de masses au Venezuela, les soulèvements populaires en Argentine et Équateur, le début d'une nouvelle phase de luttes de classes en Bolivie, la grève générale d'un mois au Panama, les mobilisations des mineurs et des étudiants au Chili, c'est maintenant le Mexique qui est entré en action, avec la force que lui accorde son important poids économique et démographique dans l'ensemble de l'Amérique latine. Tout cela est nuancé par le fait que le développement de la lutte de classes dans cette région n'est pas un processus linéaire, mais inclut des périodes de combats offensifs des masses avec des périodes de reculs et y compris des défaites.

#### Les grèves ouvrières avec occupation, la victoire de Sicartsa

C'est une explosion le 19 février 2006, dans la mine de Pasta de Conchos - 65 mineurs morts - mettant en évidence la quasi absence de maintien et d'investissement de la sécurité au travail dans l'ensemble des mines du pays - qui a été le détonateur d'une vague de longues grèves dans l'industrie minière et dans la grande métallurgie. Les grèves se sont déclenchées en réaction à la tentative du Secrétariat de Travail de Fox d'écarter administrativement et de poursuivre judiciairement le Secrétaire Général du Syndicat des Mineurs et des Métallurgistes, Napoleón Gómez Urrutia. Contre l'intervention du gouvernement dans la vie syndicale et bien que convoquées de manière dislocatrice par la direction syndicale elle-même, 137 grèves « illégales » ont explosé durant la dernière année. Parmi celles-ci, la plupart l'ont été avec occupation ouvrière permanente des installations. Certaines ont été tellement dures et longues qu'elles se sont prolongées plus de quatre mois - comme dans la mine de la Charité, en Nacozari - et d'autres victorieuses comme celle qui a paralysé Sicartsa (la deuxième usine sidérurgique d'Amérique latine) pendant 142 jours jusqu'au 23

août, où ont été finalement satisfaites les revendications fondamentales et le paiement de 100% des salaires perdus. Il en a coûté la mort de 2 grévistes le 20 avril, pendant une tentative manquée de la police d'État pour récupérer par le sang et par le feu les installations occupées.

#### La grève des enseignants et l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO)

Parallèlement aux grèves minières et métallurgiques, a commencé à Oaxaca le 22 mai une grève illimitée des 70.000 enseignants de cet État. La convocation fut le fait - après un vaste processus de congrès et d'assemblée extraordinaire - de la Section 22 du syndicat d'enseignement SNTE-CNTE, qui a rompu dans les années 1980 avec le syndicalisme priiste (c'est-à-dire contrôlé par le Parti révolutionnaire institutionnel, PRI, parti bourgeois mexicain). La revendication centrale, la « rezonification » du corps enseignant d'Oaxaca, implique une augmentation salariale sensible qui est en lien avec la cherté de la vie dans cet État mexicain. Il y a aussi des revendications qui affectent les pères de famille, comme par exemple celle de livres gratuits pour les élèves et l'augmentation de 100% des frais de bourses et la gratuité de la restauration scolaire. Mais ce ne fut pas seulement une convocation à la grève. Les assemblées approuvèrent de se déplacer massivement dans la capitale de l'État, Oaxaca de Juárez, pour établir

Les grévistes de Sicartsa en août 2006





un rassemblement permanent dans le centre historique de la ville, dans et autour du Zócalo, la place principale. Des milliers d'enseignants établirent le rassemblement en occupant 59 rues sous des bâches et le syndicat organisa les émissions de « Radio Plantón », premier porte-parole de la grève.

Au fil des jours de rassemblement et de refus des autorités de l'Etat de négocier, les enseignants soudent une solidarité sociale très forte, qui est croissante dans chaque manifestation qu'ils convoquent pour l'amélioration de l'enseignement public. Le 2 juin, 80.000 personnes manifestent, le 7 juin, 200 000. Le 10 juin, l'assemblée de la section 22 du SNTE de l'Etat de Oaxaca approuve un appel au boycott des élections présidentielles du 2 juillet.

Le 14 juin, à 4 heures 30 du matin, Ulises Ruiz, gouverneur priiste de l'Etat, donne l'ordre d'expulsion par la force, « comme il se doit », du rassemblement du centre de la ville. Il envoie quelques 1500 policiers anti-émeutes armés de crosses, d'armes à feu, de chiens et de gaz lacrymogène et de poivre. La police prend d'assaut les installations de la Section 22 et de Radio Plantón. Un hélicoptère jette des bombes de gaz sur la foule. Il y a des dizaines de blessés, certains très gravement. On rend compte de morts sans confirmer. Mais la bataille est d'une telle force que la police doit se reti-

rer quatre heures après et les enseignants reprennent le Zócalo. Les manifestants capturent quatre officiers, dont le sous-directeur opérationnel de la Police d'Etat.

C'est la première des grandes batailles de Oaxaca et rien sera comme avant depuis ce mercredi noir. À partir de ce jour, toute la ville s'est soulevée et la revendication principale du mouvement sera la destitution d'Ulises Ruiz Ortiz (URO) et de son gouvernement. La grève générale spontanée explose dans la capitale de l'Etat et paralyse complètement d'autres villes, comme Pinotepa National. Ce jour-là et le suivant au moins 20 mairies sont assaillies et occupées par les manifestants constitués en assemblée permanente.

La direction syndicale cède devant un mouvement qui échappe à son contrôle et du cadre de respect de base de l'Etat bourgeois. Le 15 juin, Enrique Rueda Pacheco, dirigeant de la section 22 du SNTE-CNTE, annonce une trêve du sit-in dans le centre historique et le retrait du Zócalo de cette ville. En conférence de presse il explique que cette trêve a été décidée avec le Secrétariat de Gouvernement (« Segob », le Ministère de l'Intérieur), après la médiation de personnalités de l'Etat. Premier mouvement ouvertement traître pour désactiver la mobilisation. Inutilement. Il n'y a ni levée du rassemblement ni trêve.

« La troisième megamarche », le 16 juin a été interminable. 15 km de manifestants. Enseignants, travailleurs de tous les syndicats, pères, élèves, universitaires... Plus de 300 000 personnes. La plus grande manifestation, jusqu'à ce jour, de l'histoire de l'État d'Oaxaca.

Au feu de cette vague de solidarité et de rage contre les méthodes brutales de répression, le 17 juin « l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca » (APPO) se forme, à l'initiative des assemblées d'enseignants. Il s'agit initialement d'une convocation de front unique d'organisations populaires et politiques destinée à combattre pour la destitution d'Ulises Ruiz (URO).

### **Développement de l'APPO et crise du régime bourgeois**

Le compte-rendu de la première réunion de l'APPO rapporte la participation de représentants de 79 organisations sociales, de 5 syndicats, de 10 représentants d'écoles à divers niveaux et de pères de famille. Au sein de l'assemblée, il se décide que l'APPO est structurée organisationnellement à titre exécutif et non seulement délibératif. À partir de là le nombre de secteurs et de délégués qui s'incorporent à l'organisme augmente, dépasse dans certaines séances plénières les cinq cents. Dans la session suivante, le 20 juin, l'APPO prend déjà les décisions politiques et organisationnelles qui correspondent à la direction du mouvement dans son ensemble. L'Exécutif de la section 22 du SNTE-CNTE a perdu le monopole et combattra dorénavant maintes et maintes fois, comme nous verrons, pour séparer la base des enseignants de l'APPO et faire avorter le développement d'une rébellion qui prend un caractère révolutionnaire, avec des actions massives de blocus d'accès à la ville, les assauts des locaux de la police, la prise des moyens de communication, l'occupation et la fermeture de sièges officiels.

Pendant ce temps, le gouvernement d'État d'Ulises Ruiz agit par plusieurs menaces de lock-out, des manifestations réactionnaires et l'envoi nocturne d'hommes armés pour s'attaquer à des groupes dispersés ou pour essayer de récupérer les radios occupées. Il y a plus d'une dizaine de morts, mais sans réussir à récupérer le contrôle de la ville. Au contraire, cela échauffe encore plus les masses. D'autre part, durant cette période Fox ne s'occupe pas non plus des demandes du Gouverneur pour une intervention fédérale : ce n'est pas le moment approprié, dans une campagne électorale nationale qui se terminera le 2 juillet. Dans ces élections qui seront dénoncées comme frauduleuses, sera déclaré vainqueur le Président Felipe Calderón, le candidat du PAN (le parti de Fox), par une marge officielle de 0,56% contre le candidat bourgeois « de gauche » López Obrador, de la coalition « Pour le bien de tous », conduite par le PRD.

Sans doute, Fox et Calderón espéraient pouvoir intervenir « fermement » à Oaxaca après les élections. Mais la fraude en faveur du candidat de la droite cléricale a été l'étincelle qui a fait naître une fracture temporaire au sein de la bourgeoisie et a enragé les masses, qui avaient déjà montré partiellement leur méfiance envers

les candidats et leur détachement d'avec le système politique corrompu par une abstention de 41,5% (de 20 points supérieurs aux résultats des élections de 1994 et 8 points au-dessus de ceux de l'année 2000).

La pression de milliers de manifestants, décidés à ne pas accepter la fraude imposant Calderón comme Président, a obligé López Obrador à ouvrir une crise plus grande dans l'État bourgeois mexicain quand (après avoir assuré dans la campagne qu'il ne contesterait pas les résultats) il a été poussé à se déclarer « Président légitime du Mexique » et à se faire proclamer comme tel par « une Convention Nationale Démocratique » (en réalité un rassemblement massif de tous ceux qui voulaient s'y rendre) le 16 septembre, jour des festivités nationales, dans le Zócalo de Mexico, DF (« district fédéral », la capitale mexicaine).

Et la crise au sein de la bourgeoisie s'est montrée d'autant plus dangereuse pour le système quand aux convocations de López Obrador au Zócalo de la capitale se sont rendues des centaines de milliers de personnes, en bonne partie de la classe ouvrière, qui cherchaient à faire face au vieil État mexicain, à la misère galopante et à la subordination à l'impérialisme américain. Toutefois, López Obrador a obtenu de ces grandes concentrations qu'elles jouent objectivement un rôle pour détourner l'attention des masses du processus d'Oaxaca, en conduisant les manifestants à soutenir les consignes du PRD pour une « Nouvelle République » et un processus constitutionnel « pour que les institutions soient réellement au peuple et pour le peuple », après quoi les manifestants ont été invités à rentrer à la maison sans que rien ne change à leur situation réelle.

C'est dans ce Mexique bouillant, en crise sociale et politique, avec la bourgeoisie perturbée et momentanément divisée, l'État semi paralysé, le prolétariat se recomposant après des années de coups et de défaites, que le peuple d'Oaxaca a pu se soulever et résister, avec son Assemblée Populaire le dirigeant.

### **L'APPO comme organisme de pouvoir**

L'organisation des masses autour de l'APPO, a largement démontré dans les faits la supériorité des organismes de front unique qui constituent des organes de double de pouvoir, face aux organisations les plus élémentaires de la classe ouvrière, comme les syndicats, quand il s'agit de mener une lutte qui remet en question tout le système de pouvoir bourgeois. Cette supériorité est celle qui a permis, en outre, que l'APPO ait été un temps l'instrument des masses pour résister dans une grande mesure aux manœuvres traîtres des agents de la bourgeoisie dans le mouvement, spécialement contre les efforts de la fraction de la direction enseignante de Enrique Rueda Pacheco et compagnie pour mettre un terme à la radicalisation de sa base et à la grève elle-même.

Les manœuvres de cette direction syndicale (autoproclamée « démocratique ») pour liquider le mouvement insurrectionnel, ont été permanentes, publiques et cyniques. Au moins à quatre occasions, depuis début juillet, la bureaucratie syndicale a essayé de casser l'AP-

## 8 RÉVOLUTION PERMANENTE

PO et d'imposer le retour au travail. Dans un premier temps, elle est parvenue à faire voter par épuisement, après 11 heures d'assemblée, le retour des classes à partir du 10 juillet. Mais l'APPO (dont le pilier principal est formé des enseignants eux-mêmes) a obtenu que le rassemblement permanent soit maintenu par les travailleurs sans tâche enseignante et par le reste de composants de l'APPO, ce qui a garanti la continuité du mouvement jusqu'au 22 juillet, date de la fin officielle des classes.

Après ce premier échec, Enrique Rueda a imposé, contre les décisions des assemblées et à au moins trois occasions, des « consultations de la base » par le système de référendum, pour forcer la rupture des enseignants avec l'APPO, mettre date à la fin de la grève et accepter les conditions de reddition du Secrétariat du Gouvernement. La réponse massive était visible dans la rue et les manœuvres (qui ont inclus la falsification des résultats) ont échoué. L'APPO est devenue la chair et le sang des milliers d'enseignants campant dans la capitale, de toute la classe ouvrière, de tout le peuple dépossédé de l'État d'Oaxaca. En échange, Enrique Rueda et ses amis de direction ont dû abandonner la ville depuis le 25 octobre, poursuivis par des dizaines de milliers travailleurs et travailleurs de Oaxaca au cri de : « *Traître! Combien t'ont-ils acheté ? Avec Rueda ou sans Rueda, Ulises dehors !* »

L'APPO n'est pas née « révolutionnaire » avec une vocation consciente à se transformer en une organisation candidate à se substituer au pouvoir bourgeois. Ce fut la profondeur de la lutte qui l'a de fait poussé à cela. Les accords initiaux pris par l'APPO ont été des plus réformistes dans leurs objectifs politiques. La destitution « légale » d'Ulises Ruiz et de son gouvernement (ce qui a permis à la direction du syndicat d'enseignants de défendre maintes et maintes fois les « négociations » avec le Secrétariat du Gouvernement, avec des représentants du Sénat, etc..). Même par rapport aux élections présidentielles du 2 juillet, l'APPO est restée à droite de l'assemblée d'État du corps enseignant (qui s'est prononcé pour le boycottage), et a demandé « un vote de punition, ni pour le PRI ni pour le PAN ». Ce qui dans la pratique signifiait le vote au parti bourgeois « de gauche » : le PRD de López Obrador et aussi de Lázaro Cárdenas Batel, gouverneur de Michoacán, responsable du meurtre par la police et à sa demande, de deux grévistes de Sicartsa.

Dans un processus complexe qui a donné lieu des accords et des prises de décisions très contradictoires, la puissance et le haut niveau de combat et d'organisation du mouvement qui dirige l'Assemblée Populaire l'oblige à organiser son développement propre comme organisme de pouvoir des masses en lutte et à élever ses fonctions à celles d'un gouvernement :

*Nous appelons tout le peuple d'Oaxaca à renforcer cette Assemblée Populaire d'Oaxaca, en constituant des assemblées régionales, de district, municipales et par commune ou village, ainsi qu'à nommer les délégués qu'ils considèrent aptes pour assister à la prochaine réunion qui se tiendra le 5 juillet, au terme de l'installa-*

*tion du Gouvernement Populaire de l'Etat d'Oaxaca... Au peuple du Mexique : nous leur disons que dans cette partie du territoire mexicain se développe une lutte nationale des travailleurs, et qu'il est nécessaire de le renforcer avec des mobilisations dans ses Etats respectifs, ainsi que la présence de délégués à notre prochaine session de l'APPO, ainsi que la solidarité la plus diverse que chaque organisation, syndicat, etc., peuvent définir. Aux peuples et aux travailleurs du monde : nous les appelons à développer dans toute la planète, une grande solidarité avec la lutte du peuple d'Oaxaca. (Accords de l'APPO, 1<sup>er</sup> juillet)*

La lutte par la destitution du gouverneur Ulises Ruiz, pour laquelle quelques jours avant ils comptaient collecter « un million de signatures », s'écroulait dans les faits. Ainsi, l'APPO approuve « la prise indéfinie des trois pouvoirs » :

*Prendre pour une durée indéfinie la Chambre de Députés. Prendre pour une durée indéfinie le Tribunal Supérieur de Justice de l'État et la PGJE. Prendre pour une durée indéfinie la Maison Officielle. Prendre pour une durée indéfinie les Finances de l'État. Prendre pour une durée indéfinie les directions municipales de district, les délégations de transit, cours, collectes de revenus, et ministère publics. (Acte de la session de l'APPO, 25 juillet)*

Depuis les premiers août jusqu'aux premiers jours de novembre, avant l'occupation policière, tous ces sièges officiels ont été entre les mains de l'APPO, outre neuf moyens de communication, dont la télévision publique de l'Etat, Canal 9, occupée par des milliers de femmes. Radio APPO a émis de façon ininterrompue pendant des mois depuis plusieurs des stations émettrices commerciales prises et ensuite depuis la radio de l'Université. Elle a été un instrument central pour la coordination des barricades dans la ville d'Oaxaca et aussi entre celle-ci et le reste de l'Etat. Une page web officiel de l'Assemblée Populaire a publié sur Internet les accords de ses séances plénières et de sa direction provisoire. La presse a parlé de plus de trois cent organisations populaires et politiques avec des délégués dans l'APPO et d'au moins 29 communes où la population s'est constituée en assemblée populaire et a envoyé ses délégués à l'Assemblée de l'État. On a créé une police municipale propre (« el cuerpo de topiles »), comités d'auto-défense avec des détachements permanents dans les moyens de communication et les principaux bâtiments occupés, « brigades mobiles » qui ont utilisé des véhicules officiels expropriés. 56 autobus d'une des entreprises de transport urbain ont été pendant ces mois sous le contrôle de l'Assemblée Populaire...

Y compris un système de justice populaire a fonctionné :

*Devant les manquements des autorités, la population a choisi de rendre la justice elle-même. Un délinquant qui est capturé par la « police populaire » de l'APPO est emmené au Zócalo (place centrale) pour être jugé devant des dizaines de personnes. Après avoir été condamné, il reste attaché pendant quelques heures ou est obligé de balayer les rues du centre et plus tard est*

*remis en liberté. Généralement les délinquants ont été capturés par les voisins, qui appellent immédiatement la station de radio contrôlée par l'APPO pour que l'« honorable Corps des Topiles » (policiers du peuple) leur viennent en aide. (Agence EFE, 22 octobre 2006)*

Jusqu'à l'occupation par les forces de la PFP envoyées par Fox, l'administration « légale » de l'État d'Oaxaca a disparue. Ulises Ruiz dictait des ordres (plus que ne dirigeait) retranché discrètement dans ses étages », avec des téléphones mobiles. Il ne pouvait pas apparaître publiquement s'il n'était pas entouré par des dizaines de policiers armés jusqu'aux dents. On n'a pas pu non plus mener à bien la Guelaguetza, la grande festivité de l'État, organisée chaque année pour la plus grande gloire des autorités et au profit de l'hôtellerie et du tourisme. L'APPO a organisé sa Guelaguetza Populaire, gratuite, avec des dizaines de milliers de participants.

Dans sa session du 3 septembre, l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca, dans le même temps qu'elle appelait à « la construction d'assemblées populaires dans tous les États du Mexique et à une assemblée populaire des peuples du Mexique », a décidé de renforcer ses tâches de gouvernement dans tous les domaines de la vie civile :

*Lancer une annonce de bon gouvernement pour la ville d'Oaxaca, une proclamation pour les 570 communes et un manifeste à la nation, en déclarant le bannissement du gouvernement d'URO et annoncer que le pouvoir va être exercé depuis le centre historique de la ville d'Oaxaca... qui dans ses décisions va se charger de la réactivation de l'économie, de la sécurité des citoyens, de la propriété et de l'embellissement de la ville, d'une décision pour le transport urbain et suburbain, de directives pour attirer le tourisme et pour la coexistence harmonieuse.*



## Répression et occupation militaire d'Oaxaca

L'aube du 21 août verra se développer une nouvelle situation. Un commando de policiers d'État et municipaux, du style de ceux des groupes paramilitaires des années 1970, a attaqué Radio APPO installée dans les locaux d'une station privée en état d'occupation, en assassinant un travailleur de l'organisation d'auto-défense. À partir de ce moment-là, la presse locale publie que « Oaxaca brûle littéralement. Il y a des barricades et du feu dans la plus grande partie de la capitale de l'État. Circuler en voiture est pratiquement impossible ». L'Assemblée reconnaît cinq cents barricades actives la nuit. Radio APPO sert à les coordonner. Les barricades sont devenues permanentes, permettant un contrôle complet de la ville jusqu'à fin octobre.

C'est au cours de ces mêmes jours d'août que López Obrador annonce qu'il n'acceptera « en aucun cas » la légitimité de Calderón (propos radicaux qui tiendront peu de temps et qu'abandonnera immédiatement une grande partie du PRD) et que les travailleurs de Sicartsa cesseront leur grève avec occupation après des accords très favorables.

Le 23 août, la session Plénière de l'APPO accepte pour la première fois « de négocier » à Mexico, condition que leur impose le Secrétariat d'État (Ministère de l'Intérieur) de Fox. La tension avec la direction du syndicat des enseignants est telle qu'est envoyée une « délégation unique » mais composée paritairement de représentants de l'Assemblée Populaire et de ce syndicat. Le mandat est renouvelé maintes et maintes fois dans toutes les séances plénières avec « la condition non négociable de la sortie d'Ulises Ruiz », avec l'exigence de la libération immédiate de tous les prisonniers. Mais, maintes et maintes fois, Enrique Rueda Pacheco et Cie reviennent avec des pré-accords de reddition, qui en effet, bien qu'ils paraissent incluent la réalisation d'une bonne partie des revendications à caractère syndical, ne formulent jamais l'exigence de la chute du gouverneur Ulises Ruiz. Le conflit s'enlise. Oaxaca s'est transformée en une Commune, la bourgeoisie et l'appareil d'État ne savent pas comment agir. À cet instant, personne n'ose tenter la « solution » militaire de peur d'une contagion à l'ensemble du Mexique.

Une autre Assemblée s'est déjà alignée sur le mouvement Populaire, cette fois dans le Michoacán.

Vendredi 22 septembre, une manifestation de 4.000 travailleurs de l'enseignement est sortie d'Oaxaca, défiant ouvertement la direc-

tion fédérale du syndicat, qui à ce moment-là, voulait obliger à la reprise des cours le lundi suivant. 480 km à pied et 19 jours après, ils arrivent à la capitale du Mexique et ils s'installent de manière permanente à proximité du Sénat, après avoir soulevé d'authentiques vagues de solidarité de classe sur leur passage, dans les villes et les campagnes traversées. Jusqu'à leur retour le 5 novembre, pour renforcer le combat contre les forces policières d'occupation, ils sont l'épine dorsale de nombreuses manifestations dans la capitale.

Le 1<sup>er</sup> octobre, quand l'initiative d'Enrique Rueda pour casser la grève a échoué de nouveau, Fox envoie un important corps militaire opérationnel qui encercle la ville. Armée de terre, infanterie de marine, Police Fédérale, des hélicoptères et jusqu'à des avions Hercules. Tout le mois d'octobre a été une séquence d'ultimatum venant tant de l'extérieur du mouvement (du Secrétariat d'État) que de l'intérieur (la direction non révoquée de la Section 22 du SNTE) appelant à lever les barricades,

à faire taire les radios, à restituer les locaux des pouvoirs publics, à retourner à la « normalité ». De pseudo négociations Gouvernement-APPO se mènent qui ne posent jamais sur la table la destitution du gouverneur et sont complétées par la décision du Sénat de refuser de dissoudre légalement les pouvoirs de l'Etat d'Oaxaca, ce qui dans les faits signifierait la révocation du mandat d'Ulises Ruiz. Pendant ce temps se multipliaient les attaques armées contre les barricades, menées par des groupes de militaires habillés en civil et des milices du gouverneur. Attaques qui essayaient de créer un climat de terreur permanente et entraînaient un flot croissant de morts, de blessés, prisonniers et disparus (le décompte qui a été fait inclut des enfants de 12 et 15 ans). Parmi ces morts, le journaliste américain Bradley Roland Will, d'Indymedia, dont la nationalité a été la cause du décès et qui avec la situation de la ville insurgée ont donné lieu à un scandale international.

Le même 27 octobre, la énième assemblée au niveau de l'Etat de la Section 22 du syndicat des enseignants essaye de résister à l'obligation qu'on lui fait de reprendre les cours, consigne soit disant approuvée par deux référendums organisés au cours d'une même semaine par la direction ouvertement traître, et dont les résultats ne coïncident pas avec les informations qu'échangent entre eux les délégués locaux et régionaux. Après 6 heures et demie d'assemblée, à laquelle déjà n'a pas osé se présenter Enrique Rueda, les enseignants fixent leurs exigences qui sont au minimum : le gouvernement doit donner « *des garanties quant à la sécurité physique, du travail et administrative ; le paiement des salaires perdus ; la liberté pour les prisonniers politiques ; la suspension des ordres d'arrestation et création d'un fidéjuciaris pour aider les familles des morts durant ce conflit.* » (*El Universal*, Mexico, 27 octobre 2006).

La réponse de Fox le 28 est l'ordre d'occupation de la ville par presque 5 000 membres de la PFP, la police paramilitaire, armés de fusils d'assaut, de chars légers anti-émeutes et renforcés par des hélicoptères qui ont lancé des milliers de bombes lacrymogènes. Toutes les forces vives de l'ordre bourgeois mexicain ont donné leur bénédiction à l'attaque : le PRI, le PAN, le PRD par voie de son secrétaire général Guadalupe Acosta, les organisations patronales, jusqu'à l'Archevêque, primat du Mexique. Mais leur entrée n'a pas été la promenade qu'ils attendaient.

Dès le premier jour il y a eu quatre morts, des dizaines de blessés par balle et gaz, des dizaines de détenus et disparus. Des milliers de personnes ont défendu pendant des heures le « piquet » du Zócalo (le symbole de la Commune d'Oaxaca), des milliers d'hommes et de femmes des localités proches ont renforcé la résistance. Bien que la direction provisoire de l'APPO ait exigé d'eux « le pacifisme », face aux canons, les enseignants, les travailleurs urbains et de la région, les jeunes, les femmes, les paysans pauvres de l'Etat d'Oaxaca, armés seulement de bois, pierres, cocktails Molotov, lançant des pétards, ont fait face à l'occupation. Ils sont parvenus à se replier en ordre vers les quartiers, les

localités périphériques et la ville universitaire, où ils se sont maintenus retranchés dans la station émettrice occupée Radio Universidad, donc Radio APPO. Une féroce lutte de sept heures, le 2 novembre, s'est terminée par la défaite de la PFP qui était entrée dans l'enceinte universitaire et a dû se retirer sous le regard stupéfait de tout le pays. Le piquet des enseignants a été maintenu dans Saint-Domingue de Guzmán, dans seulement trois halls du Zócalo, et bien qu'aient dû être abandonnées toutes les occupations de locaux gouvernementaux et les stations de radiotélévision (à l'exception de Radio Universidad), nombreuses sont les zones de la ville et des localités de l'Etat qui sont restées sous le contrôle des barricades de l'Assemblée Populaire.

### **La direction réformatrice de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca et le centrisme**

Tout au long de ce processus, l'APPO a été dirigée par des fractions qui ont toujours visé à la conduire sur le chemin de la capitulation devant le régime bourgeois. L'exemple le plus flagrant en est le moment où la direction a clamé la nécessité du pacifisme, alors qu'il s'agissait de défendre la ville que le peuple avait administré pendant des mois. De cette manière, la direction a fait le jeu du gouvernement bourgeois de Fox, en désarmant moralement et physiquement les masses devant l'offensive de l'ennemi. De même, la défense de l'Université n'est pas imputable à la direction de l'APPO mais à la conscience et la combativité des bases étudiantes et des travailleurs d'Oaxaca.

Il est un fait que dans la direction de l'Assemblée sont présents des secteurs favorables à la direction du PRD et de López Obrador (AMLO), ou qui appartiennent au réformatisme traditionnel dans les rangs des travailleurs. Des dirigeants comme Flavio Sosa de Nueva Izquierda, ou Florentino López du Frente Popular Revolucionario, en sont l'expression. Ces organisations, comme le PCM (ML) stalinien qui a créé le FPR, et d'autres, sont ceux qui introduisent continuellement dans le mouvement de masses une ligne étagée et d'alliance avec la bourgeoisie « progressiste ». En pratique, c'est une ligne de conciliation et de défaite face à l'Etat de la bourgeoisie. Pour le FPR, la recherche d'un « gouvernement démocratique et populaire » en Oaxaca, produit d'une Assemblée Constituante dans cet Etat, ne signifie pas défendre ce que les travailleurs de la ville et de la campagne ont arraché pour parvenir à faire reconnaître leur pouvoir dans l'Etat, chercher la prise du pouvoir par les prolétaires et les paysans dans l'ensemble du pays, mais représente la prétention de soumettre les masses au pouvoir bourgeois, faire respecter son Etat et ses gouvernements au niveau des Etats et au plan national.

Ces directions ont fait approuver le 21 novembre, une Déclaration de l'APPO qui résume sa ligne avec clarté, où est revendiquée la convocation adressée « *aux chefs d'entreprise, pour propulser le forum « Construire la Démocratie et la Gouvernance en Oaxaca », et les « Dialogues pour la Paix », espaces à travers lesquels nous souhaitons obtenir un consensus et un agenda politique de réforme de l'Etat.* »

La politique de réforme de l'administration de l'Etat au Mexique sous la domination de la bourgeoisie, la politique pour une Assemblée Constituante qui révisé la Constitution mexicaine, sont la politique des portedrapeaux de l'aile gauche de la bourgeoisie que sont le PRD et López Obrador, défendue par leurs alliés dans le Grand Front Progressiste également bourgeois (PT et Convergences) qui essaient d'attirer les masses vers la Convention Nationale Démocratique (CND) créé par le PRD pour revendiquer le Présidence légitime d'AMLO. Dans la CND sont aussi entrés les différentes organisations réformistes issues mouvement ouvrier.

Au Mexique il existe en outre d'autres expressions du réformisme. Une de celle-ci est « la Campagne Alternative », propulsée par l'EZLN, mouvement dont la direction paysanne petite bourgeoise est connue. À l'intérieur de « la Campagne Alternative » il existe une alliance de groupes (COPAI) à laquelle participe aussi Uníos, section de la tendance pseudo-trotskyiste Movimiento.

L'EZLN a récemment abandonné ses illusions dans le PRD de Cárdenas et dans la possibilité de résoudre les misérables conditions de vie des masses de paysans indignés par la négociation avec le gouvernement de Fox... pour se mettre à s'opposer à « tous les politiciens », en évitant toujours de poser les problèmes en termes de lutte de classes, ce qui signifierait mettre au premier plan la nécessité d'organiser le camp du prolétariat dans la lutte pour renverser le pouvoir bourgeois. Par rapport à Oaxaca, les « zapatistes » se sont limités à solliciter du « peuple » du Mexique, de ceux du monde entier à l'exception de la classe ouvrière, des mobilisations réelles ou symboliques (sic) d'un jour (le 1<sup>er</sup> novembre) ou un arrêt de travail national également d'une seule journée, presque un mois après le début de l'occupation policière.

AU PEUPLE DU Mexique, AUX PEUPLES DU MONDE, À TOUS DEUX DU MEXIQUE ET AU NORD DU RIO BRAVO, À TOUTE LA SIXIÈME INTERNATIONALE :

...L'EZLN a entamé des contacts et des consultations avec d'autres organisations politiques et sociales, ainsi qu'avec des groupes et personnes de la Campagne Alternative, pour engager des journées de solidarité avec Oaxaca et convoquer en commun un arrêt de travail national le 20 novembre le 2006, à l'échelon du Mexique tout entier.

Tertio.- l'EZLN a appelé à « la Campagne Alternative » au Mexique et au nord du Río Bravo, pour l'organisation d'un premier novembre 2006 de mobilisation, partout où c'est possible, en fermant de manière totale, partielle ou intermittente, réellement ou symboliquement, les rues, chemins, routes, postes, gares, aéroports et tout moyen de communication. (Communiqué du 30 octobre 2006 du Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène - Commandement Général de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale. 6ème Commission de l'EZLN)

Dans cette même Déclaration du 21 novembre, l'APPO

affirmait : « Nous lançons un appel aux forces démocratiques à se débarrasser des attitudes sectaires pour construire l'Unité Nationale à travers l'Assemblée Populaire des Peuples du Mexique ». Quand, plusieurs jours plus tard, l'APPM a été constituée initialement comme un front d'organisations populaires et de partis réformistes, le Secrétaire Général du Syndicat de l'université métropolitaine UAM a appelé « la Campagne Alternative, l'EZLN, les conventionnalistes » à rejoindre l'APPM, c'est-à-dire à se joindre au reste du réformisme et à la CND de López Obrador. Ceci signifiait que l'APPM naissait avec l'intention de se transformer en le plus large organisme de conciliation de classes, comme une alliance entre les bureaucraties « indépendantes », les partis réformistes et le nationalisme bourgeois, comme expression de l'Unité Nationale pour une nouvelle Constitution bourgeoise.

Dans ce cadre, il y a des organisations pseudo-trotskyistes qui ont apporté leur soutien à l'aile gauche de la bourgeoisie, ainsi que des bureaucraties qui contrôlent les grands syndicats de masses et agissent de manière consciente et organisée pour éviter l'entrée en scène de la classe ouvrière de l'ensemble du pays. Ils éludent la responsabilité des directions syndicales par leur refus de convoquer la grève générale et subordonnent l'action de la classe ouvrière au candidat du PRD (parti qui a soutenu l'entrée des troupes), en le traitant comme à un dirigeant de la classe, comme un substitut de la direction ouvrière :

La TMI grantiste (TMM au Mexique) et l'EIT lamberliste (MPTDI au Mexique), qui font directement partie du PRD bourgeois, exprimaient ainsi leur position :

*Quelle politique doivent défendre tous les travailleurs du pays et l'APPO ? [...] appeler et faire pression pour que López Obrador convoque dans l'immédiat une mobilisation nationale contre la répression en Oaxaca pour la chute d'Ulises Ruiz. López Obrador doit aussi convoquer la grève nationale.* » (Manifeste aux ouvriers, aux paysans et soldats révolutionnaires de tout le Mexique, Tendance Marxiste Militante, Mexico, 24 octobre 2006)

Nous -délégués internationaux qui participons à la Convention Nationale Démocratique le 16 septembre dans le Zócalo de la ville du Mexique, en répondant à l'invitation internationale d'Andres Manuel López Obrador- nous avons été des témoins d'un événement au cours duquel plus d'un million de délégués, avec Andres Manuel López Obrador, ont proclamé ensemble dans une seule voix : [...] Il y a un seul président du Mexique : Andres Manuel López Obrador ! » (Appel à la Solidarité Internationale avec le Peuple mexicain, Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples)

Et la LIT moréniste :

Mais la lutte contre le régime ne peut pas seulement rester au niveau des déclarations et des dénonciations. López Obrador a une immense influence politique et c'est pourquoi, il a la possibilité et l'obligation d'appeler à une action massive contre les crimes d'Oaxaca. Les millions qui l'ont élu et les centaines de milliers qui se sont mobilisés contre la fraude doivent exiger de lui

*qu'il le fasse.* (Secrétariat International de la Ligue Internationale des Travailleurs - 4<sup>e</sup> Internationale, San Pablo, 30 octobre 2006)

La Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS - FTCI) pour sa part, s'est adaptée à « La Campagne Alternative » et en a fait l'éloge. Elle a aussi proposé un arrêt de travail national d'un seul jour pour faire pression sur le gouvernement. Elle s'est prononcée pour « *un gouvernement provisoire de l'APPO* » qui engagerait une réforme agraire, imposerait des impôts aux capitalistes, établirait le contrôle ouvrier et convoquerait « *une Assemblée Constituante Révolutionnaire* ». Cette politique signifie combattre pour un gouvernement qui n'est pas le produit du renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois, qui n'est pas l'expropriation de la classe dominante mais finalement une Assemblée Constituante qui laisserait ce gouvernement courir sa chance. Évidemment ceci n'est pas une politique révolutionnaire.

### **La question du pouvoir se pose dans tout le Mexique**

Le Mexique est en situation prérévolutionnaire. Et Oaxaca n'est pas un îlot social et politique au sein du Mexique. Son Assemblée Populaire a mis à l'ordre du jour, devant l'ensemble des travailleurs du pays, la question du pouvoir et de qui doit exercer celui-ci. Et chacun de ses actes l'a démontré : ni ce président de ce parti bourgeois ou d'un autre ne peut y prétendre. Ce sont les masses qui seules peuvent résoudre leurs propres problèmes, avec leurs propres organisations de délégués choisis et révocables, en détruisant les instruments du vieil Etat bourgeois, en créant leur propre Etat. C'est en cela que consiste l'APPO : l'embryon du possible Etat ouvrier. Mais l'APPO, comme nous l'avons maintes fois expliqué, a manifesté de grandes faiblesses tant politiques qu'organisationnelles. Comme l'a montré son congrès de novembre, seulement une partie des délégués était réellement élue par la base dans les usines, les comités dans les quartiers, les peuples etc., et était par conséquent révocable. Une partie non négligeable était envoyée par des organisations différentes qui représentaient un seul front de forces politiques hétérogènes. Évidemment, ils portaient l'idéologie de ces organisations aux assemblées mais non nécessairement le sentiment et les consignes des masses en lutte.

La même manière qui pour doter aux masses des perspectives révolutionnaires claires est indispensable un parti révolutionnaire, le développement complet d'un organisme de pouvoir de masses implique l'organisation politique de l'avant-garde des travailleurs qui combat pour cela, un parti de type bolchevique, seule manière d'assurer qu'un tel organisme se transforme finalement en une forme étatique soviétique.

Pour cette raison, chaque militant ouvrier, chaque révolutionnaire du Mexique et de tout pays, est obligé d'étudier et d'analyser son développement, ses mesures d'organisation, les faiblesses, les dangers, les ennemis internes, les contradictions qui parcourent les accords de

chacune des sessions, par rapport aux intérêts de chacune des classes en présence. Pour la même raison, il est de la responsabilité totale et urgente de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre mexicaines de mobiliser les masses de l'ensemble du Mexique pour la défense d'Oaxaca, de convoquer la Grève Générale illimitée pour le retrait de la PFP, la chute d'Ulises Ruiz et tout le pouvoir à l'APPO en Oaxaca. Et de le faire au moyen des méthodes propres d'organisation les plus évoluées du prolétariat : grâce à une Assemblée de délégués éligibles et révocables, qui soient la base d'une Assemblée Populaire des Peuples du Mexique, sans organisations bourgeoises ni domination des hautes sphères bureaucratiques.

Seulement ainsi, les forces qui dans l'APPO, dans toutes les organisations de la classe ouvrière et chez les masses cherchent sans cesse à collaborer avec la bourgeoisie et mettre un terme au soulèvement pourront être battues. Et sur ce chemin on pourra obtenir la convergence des forces de l'ensemble des secteurs disposés à lutter pour mettre un terme au système économique, social et politique capitaliste qui ruine le peuple du Mexique, poussé à la misère croissante dans son propre pays ou à l'émigration illégale aux Etats-Unis.

### **Pour un gouvernement ouvrier et paysan**

La consigne du gouvernement ouvrier et paysan s'appuie sur l'apparition de l'Assemblée Populaire d'Oaxaca et trace une voie politique face au pouvoir des classes dominantes mexicaines et la domination des impérialismes, principalement les Etats-Unis, et dans une moindre mesure, l'Espagne. Le gouvernement ouvrier et paysan est un pont vers la dictature du prolétariat et du reste des travailleurs des villes et des campagnes, vers le gouvernement des soviets, seul responsable devant les nouveaux organes de pouvoir et qui ne sera pas attaché aux besoins de la bourgeoisie. Mais il manque une importante condition préalable : l'existence suffisante de tels organes de pouvoir. La condition préalable est la création de soviets de délégués choisis et révocables à tout moment, une tâche primordiale dans cette situation prérévolutionnaire, qui doit avoir une place majeure dans l'agitation et la propagande des révolutionnaires.

### **La nécessité impérieuse du parti ouvrier révolutionnaire**

Il n'existe pas encore au Mexique de parti ouvrier révolutionnaire. S'il existait, il aurait adopté la stratégie de la révolution permanente, il aurait combattu et combattrait pour rassembler tout le mouvement ouvrier, toutes les organisations des opprimés autour de l'objectif visant à organiser la solidarité et la défense du soulèvement d'Oaxaca, en proposant la création d'organismes de front unique qui pourraient se transformer en de nouvelles Assemblées Populaires dans tout le pays. S'il existait un tel parti, il combattrait avec acharnement contre la subordination des travailleurs et de leurs organisations à l'Etat et aux partis de la bourgeoisie, que ce soient le PRI, le PRD ou d'autres ; il combattrait pour que le syndicalisme ouvrier rompe définitivement avec

l'emprise du PRI, mais aussi avec les nouvelles versions de dirigeants « démocratiques » comme ceux dans la section 22 du SNTE, qui sont terrorisés face à la révolution et courent demander pardon à l'ennemi, en trahissant leur classe. En définitive, il mettrait toutes ses forces, sa connaissance de l'expérience du prolétariat mondial, au service de l'organisation des masses du Mexique, pour transformer tout ce pays en une Oaxaca, pour créer l'auto-défense de masses et l'élever au niveau d'organisation de milices ouvrières et populaires, pour implanter un gouvernement des travailleurs et des paysans, pour jeter l'Etat bourgeois aux poubelles de l'histoire et détruire le système capitaliste, ouvrir la voie à la révolution dans tous les pays du continent américain, pour une Fédération des Républiques Socialistes de l'Amérique latine et les Etats-Unis Socialistes de l'Amérique.

Il n'existe pas de tel parti au Mexique, en Amérique ni dans le reste du monde, mais il y a bien des exemples et les programmes pour le construire : ceux de la Ligue des Communistes, du Parti bolchevique, de l'Internationale Communiste, de la 4<sup>e</sup> Internationale... Avec cela, des ressources humaines nécessaires. A Oaxaca, ce sont les hommes et les femmes qui ont construit l'APPO, qui se sont défendues héroïquement contre toutes les tentatives de trahison. Dans le reste du pays, ce sont les travailleurs, les jeunes, les travailleurs urbains et les paysans pauvres qui veillent et apprennent d'Oaxaca, qui attendent leur tour, qui cherchent à s'organiser pour lutter. C'est pourquoi, la tâche la plus urgente au Mexique est de regrouper toute l'avant-garde pour construire un parti révolutionnaire, œuvrant à un travail révolutionnaire international, capable de conduire les masses à la prise du pouvoir.

- Front unique ouvrier pour la défense de la Commune d'Oaxaca !
- Retrait de l'armée et de la police fédérale de l'Etat d'Oaxaca !
- Liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques ! Réapparition de tous les disparus !
- Jugement et condamnation maximale pour les responsables du meurtre de 20 combattants populaires !
- Ni Ulises Ruiz ni solution de rechange, tout le pouvoir à l'Assemblée populaire de peuples d'Oaxaca !
- Solidarité de la classe ouvrière internationale et défense de l'APPO !
- La terre à ceux qui la travaillent ! Bas les pattes devant les terres des Communautés indigènes ! Nationalisation sans indemnisation de toutes les grandes propriétés et leur attribution aux paysans !
- Pleins droits démocratiques pour tous les peuples indigènes !
- Rejet et ignorance de la dette extérieure !
- Contre les nouveaux plans de privatisations de l'électricité, de la Sécurité sociale...
- Nationalisation sans indemnisation de l'industrie minière, des banques, de la grande industrie, du

grand capital des services touristiques, des grands moyens de communication...

- Pour le contrôle ouvrier et populaire sur la production et la distribution !
- Pour la dissolution et le désarmement de tous les corps répressifs. Désarmement des hommes de main d'Ulises Ruiz et de la bourgeoisie. Pour la création de Milices armées pour l'auto-défense des travailleurs.
- Pour l'extension et la centralisation des assemblées de délégués choisis et révocables à tous les niveaux et dans tous les états du Mexique. Pour la construction de conseils ouvriers qui renouent avec l'expérience de la Russie soviétique !
- Gouvernement ouvrier et paysan au Mexique !
- Pour la Fédération des Etats-Unis socialistes d'Amérique !

6 février 2007

## REVOLUTION PERMANENTE

LEUR CRI DE GUERRE DOIT ÊTRE :  
LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! MARX & ENGELS



**Pour le rassemblement international  
des bolcheviks  
Contre les agressions impérialistes en Irak  
et en Côte d'Ivoire  
La séquestration des écoliers de Beslan et la  
question tchétchène  
Un programme pour le Pérou  
Polémique avec le GOI du Chili & la LOI-DO  
d'Argentine (FTICI)  
Discussion avec la FT du Brésil & le POR  
d'Argentine (TCI)**

n° 1 janvier 2005 CoReP 2 €

Site du Collectif révolution permanente :  
[revolucionpermanente.org](http://revolucionpermanente.org)

Courrier postal à la fraction du GRA : Der Neue Kurs  
Stiftgasse 8 / A-1070 WIEN

Courrier postal au GB : Re-So / AGECA service BP  
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du CRPP du Pérou : [luchamarxista.blogspot.com](http://luchamarxista.blogspot.com)

Site de la fraction du GRA d'Autriche : [grafraktion.net.tf](http://grafraktion.net.tf)

Site du Groupe bolchevik de France : [revolution-socialiste.info](http://revolution-socialiste.info)

# COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

## DÉCLARATION SUR LA « GUERRE DU GAZ »

### POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN EN BOLIVIE !

### POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'AMÉRIQUE LATINE !



En profitant de la trêve qu'Evo Morales, le MIP de Felipe Quispe et la direction de la Centrale Ouvrière bolivienne (COB) - les représentants en Bolivie du Forum Social Mondial - ont donné à Sánchez de Lozada depuis février 2003, les monopoles impérialistes et leurs alliés, les bourgeois boliviens et chiliens, ont voulu piller tout le gaz de la Bolivie - avec des réserves évaluées à 80 milliards de dollars. Pour cela, ils avaient décidé la construction d'un gazoduc pour sortir le gaz par le port Chilien de Patillos.

Le vol du gaz bolivien a commencé en 1997 avec la « capitalisation » - privatisation - de l'entreprise nationale des Gisements Pétrolifères Fiscaux de la Bolivie (YPFB), qui a été une escroquerie honteuse. En 1996, avant sa privatisation, la YPFB a versé aux caisses du Trésor bolivien à titre de profits, de privilèges et d'impôts, 360 millions de dollars, durant une année considérée comme « mauvaise ». Durant les cinq années qui vont de 1997 à 2003, entre les mains des entreprises impérialistes pétrolières, et avec la même production - puisque celles-ci n'ont pas exploité de nouveaux gisements mais se sont limitées à exploiter les puits déjà découverts et installés par la YPFB - ont seulement versé au Trésor de la Bolivie... 184 millions de dollars, la moitié du profit qui donnait YPFB durant une année ! Le reste de ces énormes profits est allé, pendant ces cinq années, dans les caisses des monopoles impérialistes.

En 2003, avec le projet d'un gazoduc pour exporter le gaz en passant par le Chili, les monopoles impérialistes et les gouvernements locaux, essayaient d'achever le pillage des énormes richesses gazières boliviennes.

Mais tout d'abord en février 2003, avec un soulèvement révolutionnaire, puis en septembre et octobre de la

même année, les travailleurs et les paysans boliviens, ont commencé avec ce qu'on a appelé la « guerre du gaz », à donner leur réponse à cette tentative de pillage du pays. Les monopoles impérialistes et la bourgeoisie, avec Sánchez de Lozada à sa tête, ont essayé d'écraser cette réponse dans le feu et le sang, en faisant occuper les rues par l'armée, commandée directement par des généraux US, en massacrant plus de 100 travailleurs et paysans. Mais ils se sont trouvés devant un soulèvement révolutionnaire des masses redoublé, qui ont rompu la trêve, ont fait irruption avec des actions indépendantes, qui ont débordé leurs directions, qui sont passés à l'offensive et ont renversé Goni, empêchant ainsi le pillage du gaz.

C'est une lutte révolutionnaire qui a été engagée par les travailleurs et les paysans pauvres au cri de « *Le gaz n'est pas vendre ; le gaz est pour les boliviens, pas pour les étrangers!* », elle a fait échouer le plan de pillage en montrant une fois de plus que la classe ouvrière est la seule classe véritablement intéressée et véritablement capable de défendre la richesse nationale du vol et de la spoliation par les voraces monopoles impérialistes.

**Le « corridor maritime » passant par le Chili exigé aujourd'hui par Mesa et la bourgeoisie bolivienne, avec l'appui d'Evo Morales : une manœuvre pour dévier la colère des masses de Bolivie vers le chauvinisme anti-chilien, un nouveau plan des monopoles impérialistes pour voler le gaz de la Bolivie**

Morales, Quispe et le MIP, la direction de l'organisation paysanne CSUTCB et la direction de la COB ont refusé de revendiquer le pouvoir en octobre 2003 et ils ont exproprié la lutte révolutionnaire des masses boliviennes, en accordant à Mesa, alors vice-président, le pouvoir nécessaire pour assumer et déclarer la trêve, sauvant ainsi l'ensemble de l'Etat, le régime et la propriété de la bourgeoisie.

Grâce à ceci, aujourd'hui la bourgeoisie bolivienne, avec Mesa à sa tête, cherche une issue pour livrer le gaz aux monopoles impérialistes. Pour cela, il a été mis de nouveau en avant l'exigence que la Bolivie récupère un accès à la mer qu'elle a perdue au profit du Chili lors de la Guerre du Pacifique (1879-1883) au moyen d'un « corridor maritime », pour que les patrons du pétrole puissent voler le gaz bolivien et sortir du « territoire bolivien », et que la bourgeoisie de ce pays puisse négocier une plus grande part des profits dans cette juive affaire de 80 milliards de dollars.

Le « corridor maritime » - une petite bande de territoire

de d'un ou de deux kilomètre de large, qui serait administré par les bourgeoisies latino-américaines - est le nouveau plan des monopoles pétroliers impérialistes pour voler le gaz de la Bolivie, il est soutenu par Jimmy Carter, par l'ONU, par l'OEA... et aussi par tous les porte-parole de l' « anti-néolibéralisme », comme Chávez, Castro, Lula et Kirchner qui a apporté son soutien lors du récent sommet de présidents latino-américains à Monterrey (Mexique). Kirchner propose que ce « corridor maritime » soit partagé par la Bolivie, le Chili et le Pérou et qu'il soit sous le contrôle des pays du Mercosur, pour qu'ainsi la bourgeoisie argentine, brésilienne et uruguayenne aient une sortie vers le Pacifique et tirent des bénéfices de cette affaire. À son tour la bourgeoisie péruvienne demande une part des profits si le Chili cède l'accès à la mer à la Bolivie par le port de Patillos (ancien territoire péruvien, perdu dans la Guerre du Pacifique).

De son côté, la bourgeoisie Chilienne qui vient de signer le Traité de Libre Commerce avec les Etats-Unis, est le plus petit partenaire des monopoles impérialistes mais ne se résigne pas à perdre cette affaire juteuse de l'exportation du gaz bolivien par l'intermédiaire des ports Chiliens - qui lui rapporterait 2,5 milliards de dollars - ni les autres affaires qu'elle avait avec la Bolivie comme l'exportation de sucre, d'eau, comme l'industrie minière, grâce à des accords effectués par Lagos, d'abord avec Banzer quand il était président de la Bolivie et ensuite avec Goni. Entretemps Lagos, le président (PS) du Chili, a présenté publiquement une position dure, contraire à donner ce couloir maritime à la Bolivie, preuve que la bourgeoisie Chilienne est divisée. Un secteur veut négocier avec la Bolivie, lui donner un accès, parce qu'ils voient cette option comme la meilleure alternative pour que les impérialistes sortent le gaz et pour qu'ils puissent récupérer des parts de marché perdues. Un autre secteur de la bourgeoisie Chilienne ne veut pas céder un centimètre de terre, incite au chauvinisme anti-bolivien et préfère attendre que la lutte révolutionnaire de masses soit étranglée ou écrasée dans le sang en Bolivie, et donc, attendre d'avoir un nouveau Banzer ou Goni pour récupérer ses parts de marché.

### **La subordination à la bourgeoisie qu'imposent les directions réformistes étrangle la lutte anti-impérialiste des masses boliviennes, incite la confrontation entre des travailleurs boliviens et Chiliens, pendant que les bourgeoisies pillent le gaz de la Bolivie**

Devant le projet de Goni de livrer le gaz bolivien à un consortium de groupes américains, britanniques et espagnols (Bechtel, Amoco, British Gaz, British Petroleum, Ypf-Repsol), les partis ouvriers, social démocrates et stalinien de l'Espagne et de la Grande-Bretagne (Labor Party, PSOE, PCE), les bureaucraties syndicales des Etats-Unis et de l'Europe (AFL-CIO, TUC, UGT, CCOO...) n'ont pas mobilisé les travailleurs de ces entreprises, ils n'ont pas alerté les prolétariats de ces pays. Ils n'ont pas levé non plus le petit doigt en solida-

rité avec les paysans et les travailleurs massacrés par l'armée et par la police boliviennes. Tous sont adaptés à l'aristocratie ouvrière, tous sont corrompus par leur propre bourgeoisie et tous sont pro-impérialistes.

Les organisations castristes et les partis « communistes », le Parti des Travailleurs du Brésil et les vieux partis « socialistes », les bureaucraties syndicales qui sont attachées ou qui sont directement soumises aux partis bourgeois : celles de la COB de la Bolivie, de la CUT et du MST du Brésil, des CGT, de la CTA et des organisations de piquetéros de l'Argentine, la CGTP et le SUTEP du Pérou... sont les directions ouvrières qui capitulent devant la bourgeoisie. Ce sont ces directions que les masses affrontent, ce sont elles qui empêchent que les masses se coordonnent et centralisent leur combat au niveau continental. C'est l'unique cause, aujourd'hui comme hier, parce que sinon rien n'empêcherait les travailleurs et les paysans d'Amérique latine en octobre dernier de manifester leur soutien à leurs frères boliviens quand plus de 100 travailleurs et paysans massacrés laissaient leur sang dans les rues d'El Alto et de La Paz. En dehors de l'action menée par ces directions, rien n'empêcherait que la classe ouvrière du Chili, du Pérou, de l'Argentine, interdisent avec sa lutte toute tentative de pillage du gaz et le pétrole boliviens par les monopoles impérialistes.

Les directions groupées dans le Forum Social Mondial sont au service des intérêts de leurs bourgeoisies propres, et pour ce biais, au service du nouveau plan des monopoles impérialistes pour piller le gaz de la Bolivie. Ainsi, le MAS bolivien avec le Parti Communiste du Chili (PCC), ont annoncé que l'ONU, l'OEA - ces bandes de bandits et de voleurs ! -, et Jimmy Carter (l'ancien président des Etats-Unis et le représentant des mêmes monopoles yanquis qui veulent voler le gaz bolivien) - sont ceux qui garantiront que la Bolivie « *récupère sa sortie à la mer* », avec un « couloir maritime ». Evo Morales approuve ouvertement Mesa, et annonce qu' « *il est important que le Pouvoir Exécutif et le Congrès demande une session extraordinaire de l'OEA en Bolivie pour traiter spécifiquement le sujet de la mer* » (*La nation*, Chili, 12 janvier 2004).

De cette manière, tant le MAS que le PCC, nomment cyniquement cela « *une solution de peuple à peuple* ». Ils soutiennent les intérêts de leurs bourgeoisies propres qui sont les partenaires et soutiens du nouveau plan des monopoles impérialistes pour piller le gaz bolivien.

Mais surtout, Morales mène cette politique pour étrangler la lutte révolutionnaire anti-impérialiste de la classe ouvrière et des paysans boliviens. Le MAS soutient la politique bourgeoise patriote du gouvernement de Mesa d' une « *sortie vers la mer pour la Bolivie* », et contribue à dévier sa haine anti-impérialiste juste et légitime vers un sentiment « anti-chilien », opposant ainsi la classe ouvrière bolivienne à la classe ouvrière du Chili. C'est une politique tellement ouverte, qu' Evo Morales a déjà dit, dans des déclarations à une radio argentine, qu'il n'écarte pas « *la possibilité d'une confrontation de guerre avec le Chili si la réclame d'une sortie à la mer n'est pas résolue par la voie diplomatique...* » (*La na-*

## 16 RÉVOLUTION PERMANENTE

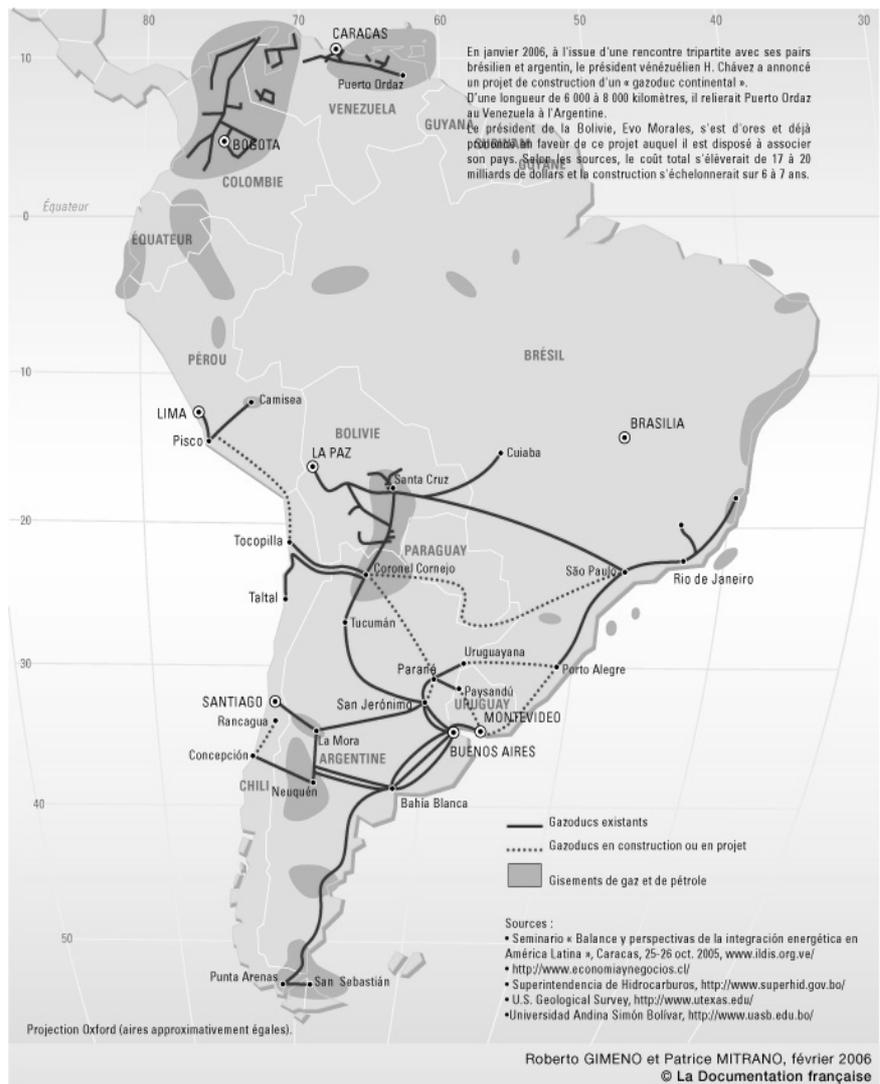
tion, Chili, 13 janvier 2004).

Le PC chilien, pour sa part, dit qu'il faut soutenir le « corridor maritime », puisque ce serait « une grande possibilité pour le Chili », c'est-à-dire, de profits importants pour sa bourgeoisie. Tous les partis ouvriers traditionnels chiliens sont au service de leur bourgeoisie : la social-démocratie au pouvoir avec le Parti Démocrate Chrétien, au service d'un secteur de la bourgeoisie chilienne qui rejette le « corridor » ; le stalinisme subordonne les intérêts de la classe ouvrière chilienne aux intérêts de l'une des factions de la bourgeoisie qui veut « le corridor maritime ». Ainsi, ils divisent la classe ouvrière chilienne, et ils lui font le jeu à la campagne chauvine de l'autre faction de la bourgeoisie, en lui laissant la voie libre pour qu'elle encourage les sentiments nationalistes « anti-boliviens » dans la classe ouvrière et chez les exploités du Chili.

Dans cette course pour défendre les intérêts de la bourgeoisie chilienne et les bourgeoisies compradores, le PC chilien dans un récent sommet des partis communistes européens et latino-américains effectué à Santiago du Chili, a coordonné avec les PC bolivien et péruvien une espèce de comité qui a comme première tâche d'effectuer une réunion d'organisations politiques, populaires et paysanne pour « trouver une solution, pacifique et accordée, au problème de l'accès à la mer de la Bolivie ». (*El Siglo*, 16 février 2004). Avec cela, le PC Chilien - en revendiquant comme certain le rôle de l'ONU, de l'OEA et de Jimmy Carter -, se dévoue entièrement à la défense des affaires juteuses que pourraient faire les bourgeoisies chilienne, péruvienne et bolivienne si le Chili accorde le « corridor maritime » à la Bolivie.

Jorge Inzunza, dirigeant international du PCC, résume en se référant au « corridor maritime » : « On produit ainsi, par conséquent, des conditions pour développer des processus d'industrialisation des deux côtés de la frontière sur la base de l'incorporation de valeur ajoutée aux richesses naturelles d'une part et d'une autre part, d'une manière très profitable on peut aussi inclure le Pérou. » (*El Siglo*, 23 janvier 2004).

Gazoduc proposé par Lagos et Goni ou corridor maritime de Mesa, de l'OEA et de l'ONU, ce sont deux politiques pour continuer à piller le gaz bolivien. C'est la conclusion à laquelle doit aboutir la classe ouvrière de Bolivie, de l'Amérique latine et du monde entier. Et



Amérique latine : gazoducs et gisements de gaz et pétrole Source : Questions internationales n°18, mars-avril 2006

il ne peut pas en être autrement : comment cela peut se résoudre favorablement au compte des intérêts des exploités boliviens sous la direction de cette bande de bandits qu'est l'OEA, qui a soutenu les pirates impérialistes anglais dans la guerre des Malouines ; qui soutient le blocus contre Cuba ; qui soutient la spoliation impérialiste sur l'Amérique latine ! Comment peut aboutir une solution pour les masses sous la direction de l'ONU, qui a porté la guerre contre la révolution chinoise et coréenne en 1950, qui a imposé la création de l'Etat de l'Israël en 1948, l'occupation de la Palestine et le massacre de son peuple ; c'est aussi l'ONU qui exigea la première guerre contre l'Irak, c'est à travers l'ONU aujourd'hui que les impérialistes français et allemands contestent aux Etats-Unis et au Royaume-Uni la dépouille de l'Irak écrasé et transformé en protectorat ! Ces politiques seront seulement un plus grand pillage des richesses de la nation, la spoliation, l'exploitation, la mort, la répression et de nouvelles pénuries sans précédent pour les travailleurs et les paysans. L'« autre monde possible » que prônent Evo Morales, le PC du Chili, Fidel Castro et le Forum Social Mondial: c'est le vieux monde de l'exploitation, de la faim, du massacre, de la catastrophe capitaliste impérialiste.

**La classe ouvrière de Bolivie doit se placer à la tête de la lutte anti-impérialiste, et s'allier aux paysans pauvres et à la jeunesse Rupture de toutes les organisations ouvrières et paysannes avec la bourgeoisie bolivienne et avec Mesa ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan !**

De la part de la bourgeoisie et de la politique de collaboration de classes des directions réformistes, la classe ouvrière et les paysans boliviens ne verront jamais la réalisation de leur revendication juste et légitime « *le gaz pour les boliviens* », que cette riche ressource naturelle soit renationalisée, qu'elle soit industrialisée en Bolivie au bénéfice des travailleurs et des paysans pauvres. La COB et toutes les organisations ouvrières de la Bolivie, doivent rompre toute subordination et toute trêve avec le gouvernement de Mesa et avec la bourgeoisie.

La direction élargie de la COB du 22 janvier a déjà arrêté la convocation prochaine d'une ASSEMBLÉE POPULAIRE. Celle-ci doit se transformer en un authentique organe de pouvoir ouvrier et populaire, en garantissant la représentation démocratique des masses, avec des délégués choisis et révocables en assemblée de bases, en appelant à la formation de comités d'auto-défense qui mettent sur pied des milices ouvrières, sur le chemin de l'insurrection et de la prise du pouvoir.

Mais nous ne confions pas à la direction de la COB la tâche de mettre en place une Assemblée Populaire. Comme en 1971, celle-ci serait alors transformée en un piège, à moins que les militants ouvriers et paysans n'en prennent déjà l'initiative.

La COB doit convoquer maintenant un congrès ouvrier, paysan de tous les organismes de lutte, pour coordonner et centraliser la milice ouvrière et paysanne et mettre en pied des comités de soldats, pour préparer le pouvoir ouvrier et paysan.

On doit mettre en tête de la lutte contre le plan d'austérité du gouvernement (et en particulier contre l'augmentation du prix du gaz), **le non-paiement de la dette extérieure, la renationalisation sans indemnités et sous contrôle ouvrier des entreprises étatiques, l'expropriation de la bourgeoisie** et la punition des assassins des travailleurs boliviens !

Pour la rupture avec Mesa ! Pour un gouvernement de la COB et des centrales paysannes, appuyé sur la démocratie directe et les milices armées !

Mais seul un authentique gouvernement ouvrier et paysan, impulsant la révolution socialiste, peut garantir que le peuple bolivien profite de la richesse qu'il produit sur la base de ses ressources naturelles. Le prolétariat de la Bolivie a eu une expérience tragique en 1952 et en 1971, par conséquent il ne peut avoir aucune confiance dans aucun fonctionnaire de l'armée meurtrière de la bourgeoisie, dans aucune fraction de la bourgeoisie nationale exploitante et lâche. Pour que la classe ouvrière soit libérée et puisse diriger la lutte anti-impérialiste du peuple, l'avant-garde ouvrière doit être regroupée dans un parti révolutionnaire sur la base des

*Thèses de Pulacayo* de 1946, avec l'appui de tous les révolutionnaires internationalistes de l'Amérique latine et du monde. Telle est la tâche du noyau bolchevik *Poder Obrero*.

**Pour un combat unifié de la classe ouvrière latino-américaine et de la classe ouvrière américaine ! Que toutes les organisations ouvrières du continent, les partis et les syndicats, se prononcent pour : ni un centimètre cube de gaz, ni un baril de pétrole ne doivent sortir de la Bolivie pour les monopoles impérialistes !**

La classe ouvrière de Californie et de tous les Etats-Unis a la capacité d'empêcher le pillage de la Bolivie et de l'Amérique latine, de bloquer les ports, les raffineries de pétrole, la distribution de gaz. La classe ouvrière du Chili, du Pérou, d'Argentine, du Brésil, a dans ses mains le pouvoir de le faire, avec les dockers en arrêtant et en bloquant les ports dans le Chili et au Pérou ; avec les travailleurs pétroliers en arrêtant et en fermant les gazoducs au Pérou, en Argentine, au Brésil, avec les piquetiers en bloquant les routes et les accès aux entreprises impérialistes installées en Argentine, qui sont les mêmes que celles qui veulent piller le gaz bolivien ; avec la grève générale qui paralyse chaque pays, de manière simultanée et coordonnée.

Récemment (décembre 2003) s'est tenu à Montevideo le 5<sup>e</sup> Sommet Syndical du Mercosur. Des milliers de dirigeants et délégués de tout le Continent ont proclamé la nécessité « *... de renforcer de la véritable intégration des travailleurs de toute l'Amérique du Sud.* » . Mais la politique des bureaucraties syndicales est « d'intégrer » les travailleurs aux projets bourgeois ! Délégués, cadres moyens, militants et agitateurs, nous devons y opposer une autre politique, en promouvant la lutte pour mettre en pied une alliance ouvrière et paysanne continentale pour faire face à l'impérialisme, à leurs gouvernements et aux régimes qui lui sont soumis et qui avance aujourd'hui la nécessité d'un plan de lutte continentale contre la spoliation impérialiste du gaz bolivien !

Au feu de cette lutte anti-impérialiste nous devons combattre pour nous dégager des bureaucraties réformistes de nos organisations de masses, et doter celles-ci d'une direction qui les libèrent de toute relation avec l'État bourgeois et les met au service des intérêts du combat de la classe ouvrière et des exploités contre l'impérialisme, contre les régimes et les gouvernements qui sont à ses ordres.

Pour empêcher le pillage du gaz et du pétrole boliviens ; pour empêcher que la lutte révolutionnaire et anti-impérialiste des masses boliviennes et du continent soient mise au service, par les directions réformistes du Forum Social Mondial, des intérêts de chacune des bourgeoisies, et par cette voie, de l'impérialisme, il y a une tâche centrale et immédiate pour la classe ouvrière Chilien, péruvien, argentin, Chilien et latino-américain : faire face à ses bourgeoisies propres qui sont associées aux monopoles impérialistes pour piller les richesses de

la Bolivie, et à leurs gouvernements dirigés par les Lagos, Kirchner, Toledo, Lula, Gutiérrez...en s'unifiant dans un même cri de combat : Ni un centimètre cube de gaz, ni une goutte de pétrole ne doivent sortir de Bolivie à travers nos pays pour l'impérialisme et les bourgeoisies compradore !

**Pour libérer le continent de la domination impérialiste et résoudre au bénéfice des exploités l'utilisation des richesses naturelles de la Bolivie et de l'Amérique latine, la solution est le triomphe de la révolution ouvrière et socialiste en Bolivie, au Chili, au Pérou, en Argentine, et la conquête d'une Fédération des Républiques ouvrières-paysannes de l'Amérique latine**

Les travailleurs et les autres exploités Chiliens, péruviens, argentins, brésiliens, paraguayens, de la toute l'Amérique latine, doivent exiger et imposer à toutes les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière et des paysans pauvres, qu'elles organisent déjà et centralisent une lutte unifiée pour empêcher que gaz et pétrole ne sortent pour les monopoles impérialistes, qu'elles affrontent l'impérialisme et les gouvernements qui sont ses valets, qu'elles rompent toute subordination à la bourgeoisie, qu'elles dénoncent déjà tous les accords et les trêves avec ceux qui soutiennent ces gouvernements et les régimes anti-ouvriers et assassins.

Les travailleurs latino-américains ne permettront la sortie du gaz et du pétrole de Bolivie seulement s'il s'agit de la décision souveraine des travailleurs et des paysans révolutionnaires au pouvoir dans ce pays.

C'est uniquement en renversant la bourgeoisie avec le triomphe de la révolution ouvrière et socialiste en Boli-

vie, au Chili, au Pérou, au Brésil, au Paraguay, en Argentine et dans toute l'Amérique latine, avec la constitution d'une Fédération des Républiques des ouvriers et paysans d'Amérique latine, que l'on pourra facilement résoudre tous les conflits régionaux provoqués entre pays par la domination impérialiste et les bourgeoisies. Dans cette fédération, par la coopération et la coordination des efforts, on pourra exploiter et profiter rationnellement des riches ressources naturelles de l'Amérique latine, et utiliser l'immense littoral des deux océans qui entourent le sous-continent, au service des vastes majorités de travailleurs et paysans pauvres.

**Pour la révolution socialiste mondiale !  
Pour un parti mondial de la révolution socialiste !**

Ceci est le plus court chemin pour que les travailleurs latino-américains s'unissent avec les travailleurs des pays impérialistes. Ce sont eux nos véritables alliés et non les bourgeoisies compradore comme le défendent les directions traîtres car ces bourgeoisies sont les supports de l'impérialisme. La classe ouvrière de ces pays est celle qui peut frapper au cœur même du monstre impérialiste, et elle est celle qui en dernier ressort définira, avec sa lutte révolutionnaire, dans les rues de New York, de Londres, de Paris, le destin de la révolution latino-américaine et mondiale.

Un parti mondial de la révolution socialiste est nécessaire pour conduire la lutte gigantesque qui émancipera l'humanité de l'exploitation, de l'oppression et de la misère. C'est pourquoi nous convoquons une conférence internationale de tous les révolutionnaires internationalistes.

26 février 2004



Travailleurs de la YPF, décembre 2005

## GRA / AUTRICHE

# THÈSES SUR LE VENEZUELA

### Remarque préliminaire sur le caractère des thèses

Les *Thèses du GRA sur le Venezuela* sont la synthèse des positions théoriques que le Gruppe für revolutionär-ArbeiterInnenpolitik (GRA) a développées depuis mai 2005 à propos du processus de lutte de classe dans ce pays. Des piliers de notre positionnement se trouvent dans l'article *Venezuela, révolution bolivarienne ou permanente* (*Sozialistische Perspektive* n° 5), de même que dans des discussions détaillées avec les positions d'Eduardo Piflate (*Sozialistische Perspektive* n° 6-7) et dans notre réponse à Funke (*Sozialistische Perspektive* n° 8).

Nous avons développé notre soutien critique envers les positions centristes de la direction du futur *Partido Revolucion y Socialismo* (PRS) dans le contexte des activités de la *Plate-forme pour un Venezuela socialiste* publiquement lors des manifestations et dans le n° 9 de *Sozialistische Perspektive*.

Dans le cadre du processus de discussion avec les camarades de Die Neu Kurs (DNK), ceux-ci développèrent une critique du soutien électoral du PRS à Chávez lors des élections présidentielles de 2006 qui fut reproduite dans notre premier tract commun de septembre 2006. La ligne de cet article appartient de même au fond théorique fécond sur lequel nous pouvons nous appuyer avec une certaine fierté.

Les *Thèses* doivent donc être en premier lieu ni une nouvelle collecte de faits sur le Venezuela, ni une polémique contre d'autres courants se réclamant du mouvement ouvrier. Elles doivent synthétiser plutôt notre position fondamentale à un niveau supérieur d'abstraction :

- sur les luttes de classe au Venezuela et l'étape actuelle de ces luttes
- sur le mouvement chaviste
- sur le caractère de « l'Etat bolivarien »
- sur les tâches des bolcheviks-léninistes vis à vis du mouvement chaviste et de la « révolution bolivarienne ».

### Thèse 1 : le chemin vers le chavisme

Avec le Caracazo (1989), le système traditionnel punto-fijiste par lequel l'élite de la bourgeoisie locale organisée avait réparti les fonctions dans l'appareil d'Etat et l'économie : la COPEI chrétienne-démocrate et l'Accion Democratica, un parti bourgeois orienté vers la social-démocratie européenne, se brisa.

Dans le Caracazo se déchargea la colère de cette couche exploitée et marginalisée de la population vénézuélienne qui avait eu à porter le fardeau principal de la politique d'austérité à la suite de la rupture des prix du pétrole à partir de 1983.

Les troubles quasi-insurrectionnels menèrent à une éro-

sion de la structure partidaria relativement stable, au surgissement de nouvelles formations politiques et à une augmentation des luttes de classe.

En février 1992, se produisit une tentative de putsch de jeunes officiers qui s'étaient rassemblés dans une société secrète, le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200. Les cibles des putschistes étaient la corruption et la gabegie. Ils étaient pénétrés par un anti-impérialisme inspiré par Simon Bolivar. Le putsch échoua parce que les conjurés organisés autour du lieutenant Hugo Chávez d'alors ne voulaient pas se fier au soutien de diverses forces petite-bourgeoises orientées à gauche qui préparaient une grève générale en soutien de cette révolution.

L'échec du putsch du MBR 200 est instructif en ce sens qu'il porte l'empreinte de quelques caractéristiques fondamentales du « bolivarianisme » :

- la méfiance envers les actions de masse,
- la conviction qu'une élite nationaliste – principalement des sous-officiers et des officiers des forces armées– puisse secouer le joug de l'impérialisme américain en lieu et place du « peuple »,
- le rôle éminent accordé à quelques personnalités dirigeantes.

Ces limitations du « bolivarianisme » d'obédience chaviste ont leur origine dans le rôle important que le stalinisme a joué lors de la formation théorique des éléments en voie de radicalisation de la société vénézuélienne. Sans difficulté, les buts limités de « rupture avec l'impérialisme américain » et de construction d'une économie originale « fière » portent la marque de la théorie étapistes du stalinisme, particulièrement de sa construction du « front populaire anti-impérialiste ». Voilà qui renforce la vision élitiste, militaires et putschistes du bolivarianisme chaviste.

### Thèse 2 : le caractère de classe du chavisme

Nous qualifions le caractère de classe du régime Chávez comme semi-bonapartiste, donc bourgeois. Nous nous rattachons ainsi à ces analyses que Trotsky a formulées dans les années 1930 lorsqu'il s'est occupé du PRI mexicain et qui, à notre avis, constituent une contribution essentielle à la théorie de la révolution permanente.

Les caractéristiques suivantes du « bonapartisme classique » se trouvent chez ce type de domination bourgeois. Sous l'impression d'affrontements de classes en forte aggravation dans des pays dans lesquels la paysannerie joue un rôle clairement plus important que dans des pays industriels développés, l'appareil d'Etat, voire son représentant, prend un rôle en apparence au-dessus des classes, devient en quelque sorte un arbitre au-dessus des classes. Les règles du jeu de la démocratie parlementaire bourgeoise sont mises partiellement hors jeu par des consultations populaires, des plébiscites,

des lois d'état d'urgence, des pleins pouvoirs exceptionnels. Une particularité des régimes semi-bonapartistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est leur inclination à s'appuyer plus fortement que des bonapartistes classiques sur les couches exploitées de la société, à leur faire des concessions plus significatives pour en faire des appuis au régime. Cela va ainsi de pair avec la *tendance à l'Etatisation des syndicats* qui devraient constituer la courroie de transmission de l'Etat, comme capitaliste global et idéal, au sein de la classe ouvrière. Le prolétariat doit ainsi être transformé en soutien des mouvements relatifs d'indépendance de couches nationalistes bourgeoises, face aux impérialismes dominants. L'histoire de l'Amérique latine connaît précisément toute une série de régimes de ce genre, le chavisme n'est donc pas un phénomène fondamentalement nouveau. Il suffit de mentionner :

- le péronisme (milieu et fin des années 1940)
- le gouvernement du MNR en Bolivie (début des années 1950)
- le gouvernement Vargas (Brésil, fin des années 1950)
- le gouvernement Velasco (Pérou, années 1960)
- le gouvernement sandiniste (Nicaragua, années 1980)

Le chavisme a manifesté, depuis le premier mandat d'Hugo Chávez Frias, ces caractéristiques de façon de plus en plus marquée. Par les lois d'exception, Chávez pouvait se constituer un espace de manœuvre considérable vis-à-vis de l'Assemblée nationale. Par la nouvelle constitution (1999) et les instances « supraclassistes » associées (le Conseil national consultatif), les mécanismes de contrôle (représentatif) de corps élus étaient largement écartés. Avec l'établissement de fronts « classistes », comme la Fuerza Bolivariana de Trabajadores de Venezuela (Force Ouvrière Bolivarienne, FBT), les « *Circolos Bolivarianos* », son mouvement MVR a créé des organes qui doivent servir à ancrer le régime dans les masses. On a ainsi imaginé que le Président reste, au bout du compte, la dernière instance de ces « organisations de masse ».

Même la terminologie pseudo-radical de Chávez s'intègre dans cette image. Toutes les directions des mouvements populistes, semi-bonapartistes citées plus haut ont utilisé sans cesse une rhétorique « gauche », parfois même socialiste, pour égarer les ouvriers et les paysans pauvres et se lier à eux. Spécialement dans un pays semi-colonial avec un prolétariat réellement important et un « secteur informel » massif qui se compose majoritairement de couches urbaines semi-prolétariennes, les promesses d'un « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle » ou des appels à la justice sociale sont peu originaux.

Pour des marxistes, la caractérisation d'un régime comme semi-bonapartiste n'est pas une question morale, contrairement à ce qu'affirment volontiers des centristes ou des opportunistes. Pas plus que nous présumons chez Chávez une tromperie consciente et malintentionnée des masses : ses actes évoluent dans un cadre de loin indépendant de sa volonté subjective.

Nous n'ignorons pas davantage les concessions réelles que des régimes semi-bonapartistes font aux masses exploitées et qui peuvent ponctuellement signifier une amélioration de leurs conditions de vie. De même que, dans les pays impérialistes, les réformistes dans la période de l'expansion d'après-guerre purent assurer leur emprise sur le prolétariat durant des décennies en obtenant pour le prolétariat une plus grande part la valeur qu'il créait, les régimes populistes utilisent une partie du profit retirée à l'oligarchie pro-impérialiste pour nourrir des illusions dans un « capitalisme social national » par des programmes sociaux étatiques, des investissements dans le secteur de la formation et de la santé.

L'exemple de l'Argentine et du péronisme montre cependant qu'une politique de ce genre peut être inversée à tout moment et être remplacée par des phases de surexploitation brutale quand il y va de l'intérêt de la bourgeoisie nationale.

### **Thèse 3 : le Venezuela confirme la théorie de la révolution permanente**

Une des contributions essentielles de Trotsky et du trotskysme au développement du marxisme au 20<sup>e</sup> siècle est la théorie de la révolution permanente. Elle s'inspire de la théorie de l'impérialisme de Lénine et des expériences de la révolution russe et de la première révolution chinoise.

Elle affirme que, dans les conditions du marché mondial impérialiste, la bourgeoisie (et encore moins la petite-bourgeoisie) des pays coloniaux et semi-coloniaux n'est pas en mesure d'accomplir les tâches de la révolution bourgeoise (réforme agraire, domination bourgeoise stable démocratiquement assurée, libertés démocratiques comme la liberté d'association, de presse et de rassemblement, autodétermination nationale) ; entre les meules du prolétariat local et des masses paysannes d'un côté et de l'impérialisme de l'autre, elle est finalement contrainte de se ranger du côté de la bourgeoisie impérialiste, de devenir son agent et de se tourner contre les masses. Les tâches de la révolution bourgeoise sont donc dévolues à la seule classe en état de transformer radicalement la société, la classe ouvrière qui, appuyée sur les paysans pauvres et les citoyens pauvres, doit prétendre au pouvoir et créer les conditions pour la chute du capitalisme.

Un enseignement central de la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe est qu'un tel processus ne peut triompher dans un seul pays ; la révolution permanente a par conséquent une dimension profondément internationale.

L'histoire de la lutte de classe a confirmé la justesse de la théorie de la révolution permanente à de nombreuses reprises, quoique de façon négative : toutes les tentatives de lier les intérêts des classes exploitées à celui de bourgeoisies prétendument « progressistes » ont fini dans des défaites sanglantes et dévastatrices (Bolivie 1953, Guatemala 1953-54, Indonésie 1965, Chili 1973...).

Ces défaites n'étaient pas le fait du hasard - elles étaient la preuve par la négation d'une autre vérité mar-

xiste fondamentale : sans direction révolutionnaire, sans parti révolutionnaire, sans organes de pouvoir conseiliste, le prolétariat ne peut pas s'opposer efficacement à son ennemi de classe, à plus forte raison prendre le pouvoir.

Les réformistes, qu'ils soient d'origine social-démocrate ou stalinienne, et les centristes ont tiré de fausses leçons du passé, quand ils en ont tiré. Chacun à sa manière, ils s'alignent sur la « révolution bolivarienne » et sur son guide Chávez.

L'utilisation acritique du concept de « révolution bolivarienne » dissimule consciemment la question du caractère de classe de cette prétendue révolution. Le bolivarianisme doit être l'idéologie d'un mouvement global, transclassiste et rassembler ainsi les masses derrière le programme de la fraction de la bourgeoisie nationale qui veut exploiter la classe ouvrière de la ville et de la campagne ainsi que les paysans pauvres à son propre compte.

### 3.1 le caractère bourgeois de l'Etat « bolivarien »

Nous voyons au Venezuela le même spectacle : tous les courants réformistes et centristes qui se présentent pour défendre le chavisme sont contraints de tenir compte sur un point de la réalité sociale, ils doivent tous reconnaître -en toute justice- que l'Etat vénézuélien est un Etat bourgeois.

Ils s'efforcent conjointement désespérément d'argumenter que l'Etat bolivarien à la Chávez n'est cependant pas tout à fait « bourgeois ». Ils renvoient à des éléments de la « démocratie participative », aux Misiones (Missions), aux *Circulos bolivarianos* (Cercles bolivariens), etc. comme des facteurs du « processus révolutionnaire » qui transgressent le cadre bourgeois.

Le GRA a indiqué, dans sa discussion avec le groupe *Der Funke* (L'Étincelle, adhérent à la TMI), que, précisément, ces manifestations apparemment radicales du chavisme sont une partie de son caractère semi-bonapartiste. En faisant à proprement parler des concessions authentiques ou apparentes aux masses, celles-ci sont intégrées à l'Etat bourgeois et transformées en son soutien.

Les réformistes et les centristes cherchent de façon impressionniste à propager de nouvelles variantes d'une « troisième voie » au socialisme : les manœuvres politiques et économiques de l'aile Chávez de la classe dominante vénézuélienne sont interprétées comme des indices d'une « mutation » graduelle de l'Etat bourgeois en Etat prolétarien.

La misère de cet impressionnisme est de ne pas pouvoir distinguer forme et contenu, voire de ne pas apprécier correctement même la forme.

Nous avons déjà souligné que nous voyons très bien les concessions du chavisme aux masses. Précisons que, sans la combativité potentielle des classes exploitées, ces concessions n'existeraient pas sous cette forme.

Les concessions aux masses sont « administrées » aux masses sous une forme précise, pour empêcher avec le

plus grand soin tous les risques d'une auto-organisation des masses ou leur éveil politique autonome. C'est une des raisons pour lesquelles les Misiones organisées dès l'origine comme modèle de la « politique progressiste » du chavisme sont tenues fermement en main par les militaires. Les concessions de la direction bolivarienne sont liées à une militarisation de la société.

En outre les Misiones sont justement un exemple du double visage de la « politique de providence » ordonnée par le caudillo semi-bonapartiste : durant les trois dernières années, selon l'institut Fernand Braudel d'économie mondiale, Chávez a dépensé 13 milliards de \$ pour les Misiones. En théorie, cela signifierait que chaque pauvre, ce laps de temps, a bénéficié de 1 000 \$ de la rente pétrolière. Il en va autrement dans la pratique : de manière purement comptable, le budget distribué n'a pas totalement bénéficié aux projets sociaux. Des observateurs complètement favorables à Chávez, comme la sociologue Yolanda d'Elia, relèvent le manque de transparence dans la répartition des moyens pour les programmes sociaux et l'existence de fonds spéciaux soumis directement au contrôle du président.

Les centristes (en tête desquels les grantistes de la TMI) tentent d'annuler cette contradiction de l'Etat-qui-ne-serait-déjà-plus-bourgeois au Venezuela avec l'hypothèse d'une coïncidence spécifique entre « le peuple » et « l'armée ». Leur argumentation n'en est pas pour autant meilleure, mais seulement plus confuse encore et entre en contradiction ouverte avec l'ABC du marxisme. Ils devraient dire de façon conséquente : oui, il est possible que la classe ouvrière dans un pays semi-colonial puisse changer, par le service militaire ou l'engagement volontaire dans l'armée et la police, le caractère de classe des organes bourgeois de répression. Mais ils devraient dire aussi de façon conséquente qu'un point central du programme marxiste est dépassé, à savoir la doctrine marxiste de l'Etat. Les défenseurs gradualistes du chavisme reculent (pour l'instant) devant cette démarche, conséquente, de révisionnisme ouvert.

Les défenseurs du soi-disant camp « anti-impérialiste » qui ont de toute façon jeté par dessus bord les critères de classe au profit d'une étrange théorie de bloc culturaliste argumentent de façon essentiellement plus simple. Pour eux, le prétendu « anti-américanisme » du mouvement bolivarien constitue la différence avec l'Etat bourgeois.

### 3.2 les mythes de la réforme agraire et des Etatisations

Comme ni les structures bourgeoises de l'appareil d'Etat, ni les mesures de répression contre les ouvriers et les paysans pauvres par des représentants de la bureaucratie chaviste (même si elles n'ont pas la même intensité que la plupart des répressions en Amérique latine) ne peuvent être niées, diverses mesures économiques du chavisme sont utilisées comme indice du caractère « révolutionnaire » ou même semi-prolétarien de l'Etat vénézuélien.

C'est un fait assuré : la réforme agraire, annoncée de-

puis la fin des années 1990 marque le pas. Le critère selon lequel uniquement la terre « non cultivée » des latifundistes peut être expropriée montre clairement que l'Etat vénézuélien s'attaque à la « réforme agraire » avec le souhait parfaitement compréhensible de remplacer les structures traditionnelles par d'autres, plus modernes, là où c'est nécessaire et possible. Mais ces structures plus modernes ne sont d'aucune façon socialistes : le secteur agraire doit plutôt être remodelé selon des points de vue capitalistes.

De même que la promotion de coopératives qui peuvent opérer largement en dehors du Droit du travail et qui sont la colonne vertébrale pour la formation d'une petite-bourgeoisie fortement capitalisée, on présente comme progressistes des mesures qui soit cimentent ou développent les rapports sociaux existants, soit deviennent de nouvelles sources de profit pour la classe dominante du Venezuela et le capital bancaire.

Peu avant les élections présidentielles de décembre 2006, l'édition allemande du *Financial Times*, un quotidien qui défend les intérêts des impérialismes allemand et britannique, rendait compte dans une série d'articles élogieux de la politique économique de Chávez. Seuls des révisionnistes et des centristes peuvent être surpris de ce que l'organe économique bourgeois en arrive à la conclusion que la « république bolivarienne » pratique une politique économique couronnée de succès et pleine de promesses pour le grand capital.

*« Tandis que la politique sociale stagne derrière les attentes, les banquiers et beaucoup de gens aisés se gagnent une mine d'or grâce à la politique économique de Chávez », se plaint l'économiste Orlando Ochoa. Dans la triste image urbaine de la ville de cinq millions d'habitants qu'est Caracas, les tours de bureaux modernes des banques surprennent aussi.*

*Elles sont les gagnants de la politique de Chávez de « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle ». Chávez vient juste de prêter à l'Argentine 1 milliard de \$. L'aide fraternelle socialiste devint pour les banquiers et les entrepreneurs vénézuéliens une des meilleures affaires depuis longtemps. Le contrat est aussi simple que lucratif : les souscripteurs des obligations argentines –les banques elles-mêmes, les entreprises et les riches du pays– acquièrent le titre au cours officiel du dollar, soit 2 150 bolivars, et le revendent tout de suite au taux de change du marché noir, soit 3 000 bolivars.*

*Dans les mois précédents, Chávez avait déjà fourni à son collègue en Argentine des prêts d'une valeur de 3 milliards. Il fit revendre aussi les obligations tout de suite sur le marché vénézuélien. Marge de gain pour les souscripteurs : + 30 %.*

*Les banques touchent la plus grande part de leurs profits directement de Chávez, sous forme d'intérêt sur les emprunts d'Etat. Actuellement, la Banque centrale en émet à profusion pour aspirer les liquidités en excédent sur le marché des capitaux et limiter ainsi le danger d'inflation. Leur part dans le portefeuille de placements des banques s'élève entretemps à presque 50 %.*

*« Chávez paye de cette manière plus aux banques que*

*les 2 milliards de \$ qu'il verse à la mission Mercal », détaille Ochoa. (Financial Times Deutschland, 29 novembre 2006)*

#### **Thèse 4 : apprendre de l'histoire pour conquérir le futur**

La position envers les luttes de classe au Venezuela et l'appréciation de la direction chaviste constituent aujourd'hui, au début du 21<sup>e</sup> siècle à peu près la même ligne de séparation que dans les années 1930 du 19<sup>e</sup> la position envers la révolution espagnole et le front populaire, même si au Venezuela ne se déroule pas (encore) un processus révolutionnaire comparable.

Comme dans la révolution espagnole, s'opposent des centristes et des opportunistes d'un côté et des bolcheviks-léninistes de l'autre, de manière irréconciliable lorsqu'il s'agit de déterminer les tâches du prolétariat et de son avant-garde dans la situation concrète.

Les prétendus « réalistes » qui cherchent leur salut dans l'adaptation à une direction « progressiste » vilipendent les révolutionnaires comme « sectaires » parce qu'ils nagent à contre-courant.

Nous avons exposé notre point de vue : le Venezuela confirme la théorie de la révolution permanente. Il en résulte pour nous une série de conclusions : si nous partons de l'incapacité de la bourgeoisie nationale à résoudre les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise, politiquement comme économiquement, nous devons défendre avec insistance la nécessité de l'organisation indépendante de l'avant-garde prolétarienne et de toute la classe.

Nous avons, voici un an, salué la fondation des comités pour la construction du Partido Revolución y Socialismo (Parti Révolution et Socialisme, PRS). De par sa base –la défense de l'indépendance de classe du prolétariat– cette initiative nous paraissait, en dépit de toutes ses faiblesses et déviations centristes, un pas important pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire indépendant.

Aujourd'hui, nous nous trouvons en contradiction claire avec la majorité de la direction du PRS centriste imprégnée des représentations du morénisme (voir « Le morénisme, un chemin vers l'impasse », *Sozialistische Perspektive* n° 9). Comme le morénisme classique des années 1950 cherchait un raccourci dans la construction du parti en s'adaptant au péronisme argentin, la direction du PRS, depuis le 2<sup>e</sup> congrès de l'Unión Nacional de Trabajadores (Union Nationale des Travailleurs, UNT) de mai 2006, montre clairement des tendances opportunistes et adaptatrices vis-à-vis du chavisme, ce qui s'exprime entre autre dans son soutien électoral à Chávez et son refus d'une candidature prolétarienne propre lors des élections présidentielles.

Au Venezuela, nous devons soutenir toutes les ébauches de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Cela signifie :

- aucune trêve dans notre critique du chavisme, aucun écart de l'exigence d'auto-organisation de la classe ouvrière ;

- un combat décidé contre tous les courants révisionnistes et centristes, envers toutes les organisations qui sont prêtes à participer à la constitution du parti d'unité chaviste, le Partido Socialista Unido de Venezuela (Parti Socialiste Unifié, PSU). Même si nous savons que les forces qui veulent entrer au PSUV se liquident et arriveront ainsi au but de leur trajet politique, nous ne devons pas oublier qu'elles ont une influence sur des couches ouvrières et sur la jeunesse, sous une forme ou sous une autre ;
- solidarité avec les ouvriers, les paysans sans-terre, les paysans pauvres et les exploités du so-disant « secteur informel » dans leur combat contre les capitalistes, les latifundistes, les escadrons de la mort et les bureaucrates chavistes ;
- solidarité avec les syndicalistes lutte de classe et les travailleurs d'entreprise qui combattent pour les droits de leur classe vers le contrôle ouvrier sur la production, quelle que soit leur appartenance syndicale ;
- propagande pour l'auto-défense ouvrière vers la construction de milices ouvrières ;
- propagande pour des formes d'auto-organisation conseillistes du prolétariat et de tous les exploités à tous les niveaux de même que leur centralisation sous la forme de comités exécutifs régionaux et nationaux élus ;
- rejet de toutes les tentatives de faire de la classe ouvrière la troupe auxiliaire de secteurs de la bourgeoisie nationale. rejet en particulier de la propagande selon laquelle les nationalisations dans des conditions bourgeoises signifient un pas en direction du socialisme.

### **Thèse 5 : la solidarité internationale signifie la lutte pour l'internationale ouvrière révolutionnaire**

Les impérialistes américains ont réagi à la victoire électorale de Chávez en décembre 2006 de façon relativement maîtrisée. Naturellement, un gouvernement explicitement pro-américain au Venezuela leur aurait été sensiblement plus agréable, mais ils sont tout à fait prêts à la rigueur à s'accommoder, en grinçant des dents, du nationaliste récalcitrant Chávez et de son « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle ».

Mais cela ne signifie cependant pas qu'une aile dure de l'impérialisme américain ou des fractions isolées de la bourgeoisie vénézuélienne ne seraient pas de nouveau prêts, le cas échéant à combattre le gouvernement Chávez par les armes et à attaquer à cette occasion les masses et leurs conquêtes.

Dans le cas d'une tentative de putsch soutenue par l'impérialisme ou « autonome », les révolutionnaires défendraient leurs conquêtes au côté des travailleurs boliviariens, mais sous leurs propres drapeaux rouges. Cela signifierait au plan militaire : en coordination avec les forces chavistes, mais pas sous leur commandement, sous leur propre commandement élu démocratiquement.

Pour tous les cadres révolutionnaires et les organisations dans tous les pays du monde, la solidarité avec la classe ouvrière vénézuélienne n'est pas seulement un devoir politique mais aussi une nécessité politique dans l'éducation d'un cadre bolchevik-léniniste internationaliste. La solidarité avec la classe ouvrière vénézuélienne englobe plusieurs niveaux : le soutien esquissé plus haut des forces révolutionnaires au Venezuela lui-même ; le

soutien matériel des luttes ouvrières au Venezuela. Au niveau politique, l'analyse et le positionnement par rapport aux problèmes de la lutte de classe au Venezuela pour apprendre de ces luttes et transmettre ces enseignements aux travailleurs avancés dans nos propres pays.

Mais la solidarité internationale signifie, en première lieu, avant tout dans les métropoles impérialistes : lutte contre sa propre bourgeoisie, affaiblissement de l'ennemi principal dans son propre pays. C'est une des idées révolutionnaires essentielles que nous devons transmettre à l'avant-garde ouvrière : chaque lutte que nous menons, chaque lutte par laquelle nous pouvons faire dérailler le

capitalisme et le rapprocher de sa fin est une lutte que nous menons non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour tous les exploités sur cette planète.

La solidarité avec la classe ouvrière vénézuélienne, la reconnaissance de la confirmation de la justesse de la théorie de la révolution permanente trouvent leur expression suprême dans la lutte pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire. Les révolutionnaires ne peuvent tirer vraiment les leçons du Venezuela que si beaucoup d'expériences et de points de vue différents convergent dans l'analyse. Plus il y aura de forces à l'échelle internationale partant d'une base programmatique commune pour entreprendre cette analyse et fusionner leurs forces pour soutenir la construction au Venezuela d'un parti ouvrier révolutionnaire, plus nous pourrons accomplir cette tâche en commun avec rapidité et succès.

Vienne, le 6 janvier 2007

Die Neu Kurs (Le Cours Nouveau) & Gruppe für revolutionär ArbeiterInnenpolitik (Groupe pour une Politique ouvrière révolutionnaire)



Alan Woods, chef de file d'un courant « trotskyste », la Tendance marxiste internationale, applique le front uni anti-impérialiste. Ici avec Chavez à Caracas en 2004.

## CRPP / PÉROU

**POUR CHASSER LE RÉGIME APRO-FUJI-LOURDISTA,  
IL FAUT L'ALLIANCE OUVRIÈRE ET POPULAIRE  
HALTE À LA RÉPRESSION POLICIÈRE ET MILITAIRE !  
GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE  
CONTRE LE TRAITÉ DE LIBRE ÉCHANGE !  
ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT POUR UNE ASSEMBLÉE  
POPULAIRE NATIONALE !**



Les travailleurs de la majeure partie du pays sont retournés au combat contre la classe dominante et son gouvernement. Comme il fallait s'y attendre, les mensonges électoraux de l'APRA concernant l'achèvement des Services, la suppression de la rente téléphonique de base, la

renégociation du TLC (-Traité de libre échange), la liquidation de la Constitution fujimoriste, etc, ont épuisé la patience des masses qui voient passer sous leurs nez les millions, accumulés par les capitalistes et les diverses instances centrales et régionales de l'État, sans pouvoir en bénéficier. Alors que ce sont elles qui les ont produites par leur labeur quotidien.

Le fait le plus grave est l'imminence de l'application du Traité de libre échange avec les Etats-Unis, laquelle jointe à la multiplication des privatisations et concessions initiées par Fujimori, continuées par Toledo et maintenues par Garcia, constitue la cession totale aux entreprises impérialistes, et au grand capital étranger et national, de toutes les ressources naturelles et industrielles qui devraient servir à résoudre la situation critique de chômage et de misère que vivent des millions de travailleurs et leurs familles.

Dans les derniers mois, l'avant-garde des travailleurs et en général la population des régions les plus frappées, a décidé de reprendre la lutte contre la bourgeoisie.

En réponse à la pression des masses, les dirigeants ont été contraints d'appeler à des débrayages et des grèves par secteurs ; Arrêts de travail de 24 ou 48 heures qui n'ont jamais réussi à repousser les mesures antipopulaires des gouvernements, et grèves sectorielles isolées faciles à étouffer pour les patrons et leur Etat. Pour cela nous avons les exemples de la grève minière d'avril et les dizaines de grèves régionales de ces dernières an-

nées ; luttes déclenchées et stoppées par les bureaucraties syndicales, actions symboliques, simples messages d'« avertissement », comme ils les nomment eux-mêmes, mais sans aucune intention de défaire politiquement l'ennemi de classe.

Alors que la lutte des classes s'aiguise, avec, pour objectif principal d'empêcher l'application du Traité de libre échange (qui menace en ce moment même les peuples de Colombie, Panama et Costa Rica), la seule action qui peut faire reculer l'impérialisme et le régime servile de l'APRA-fujimorisme-Unité nationale, est la **grève générale illimitée** pour les grandes revendications des masses, parmi lesquelles, l'expropriation des entreprises capitalistes spoliatrices, re-nationalisation sans indemnités des entreprises privées et annulation de la dette extérieure.

C'est seulement par une action d'une telle envergure que nous pourrons vaincre les multinationales, les gouvernements impérialistes nord-américains, européens et japonais, et la bourgeoisie péruvienne et ses partis.

Les luttes les plus récentes ont montré un fait de première importance. Le retour de secteurs fondamentaux de la classe ouvrière dans la bataille frontale, comme le prolétariat minier. Une grève générale illimitée doit impérieusement trouver dans la classe ouvrière sa direction la plus résolue, la classe qui est capable de briser la colonne vertébrale économique, politique et répressive de l'ordre bourgeois. Au cours de la lutte, la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs auront à résoudre au moins deux tâches inévitables :

- **démocratiser, dé-bureaucratiser la CGTP**, pour créer une grande **Centrale de masse** avec une direction révolutionnaire,
- convoquer des **Assemblées populaires** dans la perspective d'une **Assemblée populaire nationale** qui forgerait notre pouvoir, et construire un **parti révolutionnaire** pour arracher le pouvoir aux exploités.

Dans cette voie seulement nous pouvons aspirer à de réelles possibilités de victoire. Seulement ainsi nous pourrions conquérir une République des travailleurs.

11 juillet 2007

Colectivo Revolución Permanente en el Perú

ADRESSE DU 1<sup>ER</sup> MAI 2005

# LIBÉRATION DE L'IRAK ET DE LA PALESTINE ! RETRAIT IMMÉDIAT DE TOUTES LES TROUPES IMPÉRIALISTES D'IRAK ! ARRÊT DU TERRORISME DE L'ÉTAT COLONIAL SIONISTE !

Les organisations ouvrières et paysannes doivent combattre pour la défaite de l'impérialisme en Irak et pour briser la complicité de l'ONU et de toutes les classes dominantes du monde contre le peuple palestinien.

Sous prétexte de « lutte contre le terrorisme » et pour la « démocratie », l'impérialisme américain a décidé de reconfigurer le Proche-Orient, au détriment de ses concurrents et, surtout, des peuples de la région. En fait de terrorisme, on a vu la coalition de toutes les puissances impérialistes, dont la France et l'Allemagne, envahir l'Afghanistan en 2001, qui est depuis occupé par des troupes étrangères. L'armée américaine, appuyée par l'armée britannique, a envahi l'Irak en 2003. Les troupes étrangères occupent toujours l'Irak, n'hésitant pas à bombarder des villes entières, comme Fallouja fin 2004. En fait de démocratie, l'armée et les services secrets emprisonnent, torturent et exécutent les résistants.

L'administration Bush s'est mise à menacer la Syrie et l'Iran. La Syrie s'est engagée à évacuer le Liban, un Etat artificiel découpé par l'impérialisme français. Bush a accentué son appui diplomatique, militaire et économique à Israël, un Etat fondé en 1948, avec l'appui de l'ONU, sur la base de la terreur envers les masses arabes de la Palestine.

Le gouvernement israélien dirigé par Sharon a profité de l'occasion pour écraser une fois de plus le peuple palestinien. Depuis plus de quatre ans, au sein des frontières d'Israël, dans les territoires de l'Autorité palestinienne, dans les camps de réfugiés du Liban, les Arabes palestiniens ont subi un regain d'humiliations et de persécutions, l'accaparement de l'eau et les interdictions de se déplacer, des dizaines d'incursions militaires dans les villes et dans les camps, la destruction de multiples habitations, infrastructures et cultures, la construction d'un mur de ségrégation et l'extension des colonies des réactionnaires juifs.

Le mouvement des masses arabes palestiniennes de 2000 a reflué. Il a laissé place à des attentats contre les troupes sionistes, parfaitement légitimes quoique de portée limitée, et à des attentats-suicides contre les travailleurs juifs, qui témoignent du caractère réactionnaire de leurs inspireurs, essentiellement les bourgeois islamistes (Hamas), imités parfois par les courants nationalistes traditionnels laïcs (Fatah, FPLP). Partout, et en particulier au pouvoir comme en Iran, les courants islamistes ont montré qu'ils protégeaient la propriété privée, écrasaient le mouvement ouvrier, opprimaient les femmes et les jeunes et capitulaient finalement devant l'impérialisme. Le terrorisme contre les travailleurs juifs

sacrifie les jeunes combattants arabes et entrave la jonction entre le prolétariat juif et le prolétariat arabe, la seule force capable de supprimer l'oppression nationale des Palestiniens par l'Etat colonial sioniste.



L'Etat israélien et toutes les puissances impérialistes ont accru leur pression sur la bourgeoisie palestinienne et son expression politique traditionnelle, l'OLP, pour que l'Autorité palestinienne applique les accords d'Oslo de 1994 et la « feuille de route » de l'ONU de 2003. Ils exigent qu'elle désarme la résistance et mette au pas la population des ghettos de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Pour cela, Abbas a été élu en janvier 2005 avec le soutien des Etats-Unis, de la France et de tous les autres bandits impérialistes. Il a aussi reçu l'appui des bourgeoisies arabes voisines qui ont toutes, à un moment ou à un autre, réprimé la résistance palestinienne. Aussitôt élu, Mahmoud Abbas a accepté de rencontrer le bourreau Sharon et son maître Bush.

Les travailleurs et la jeunesse de Palestine ont besoin d'une autre direction que le Parti travailliste qui participe au gouvernement Sharon, que l'OLP corrompue et capitularde, que le Hamas réactionnaire et impuissant : il leur faut un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste. Le prolétariat juif est voué à l'insécurité et à subir les coups de sa propre bourgeoisie s'il ne rompt avec elle pour reconnaître les droits nationaux des Arabes. La jeunesse, les ouvriers et les paysans arabes sont voués à la botte israélienne ou à l'exil, s'ils ne s'allient pas au prolétariat de toute la région contre les Etats bourgeois juif, arabes, turc et perse.

**À bas la terreur sioniste ! Destruction du mur d'apartheid ! Libération de tous les résistants emprisonnés !**

**Droit au retour de tous les réfugiés ! Liquidation de l'Etat colonial d'Israël et des ghettos de l'autorité palestinienne par une révolution sociale et une assemblée constituante de tous ceux qui veulent vivre en Palestine, quelque soit leur ethnie, leur langue et leurs croyances ! Pour une Palestine laïque et démocratique !**

**Gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Fédération socialiste du Proche-Orient !**

1<sup>er</sup> mai 2005

Devrimci Parti Gücleri (France), Groupe Bolchevik (France), Grupo Germinal (Etat espagnol), Lucha Marxista (Pérou), Poder Obrero (Bolivie)

## COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

## DÉCLARATION SUR L'INVASION DU LIBAN

**ASSEZ DE BARBARIE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN****SPOLIÉ, HUMILIÉ ET MASSACRÉ ! FRONT UNIQUE OUVRIER POUR LA CESSATION IMMÉDIATE DE L'OFFENSIVE MILITAIRE D'ISRAËL CONTRE LES TERRITOIRES PALESTINIENS ET LE LIBAN !****La bourgeoisie israélienne déchaîne une nouvelle fois le terrorisme à grande échelle avec le feu vert de l'Union européenne et des Etats-Unis**

Le gouvernement israélien Olmert-Peres a déclenché une guerre dans les Territoires de l'Autorité palestinienne le 28 juin et au Liban le 12 juillet. Cette politique belliciste a été justifiée par toutes les puissances impérialistes qui ont appuyé la fondation de l'Etat colonial sioniste.

L'armée israélienne a déclenché des opérations militaires au Liban après l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah le 12 juillet. À partir du 13, des commandos de l'armée de terre sont intervenus au sud du pays, la marine israélienne a bloqué l'accès maritime, l'aviation, la marine et l'armée de terre ont bombardé dans tout le pays des villages, les routes, les réservoirs de carburants, les ponts, les ports, les aéroports, les banlieues chiïtes (c'est-à-dire les plus pauvres), les camps de réfugiés palestiniens... Les médias en oublient l'agression parallèle dans les territoires de l'Autorité palestinienne.

L'armée israélienne s'était retirée de la Bande de Gaza voici un an. 1,5 million de Palestiniens y sont enfermés dans un gigantesque ghetto, la plus dense population de la planète, réduits à la dépendance envers les ONG occidentales et les officines cléricales financées par l'Iran et l'Arabie saoudite. Depuis janvier 2006, quand les électeurs des Territoires ont élu une majorité de députés du Hamas, l'Etat israélien bloque la Bande de Gaza. Le 9 juin, un obus tiré par la marine israélienne a tué 7 civils et blessé 35 autres sur une plage. Après l'enlèvement d'un soldat israélien par le Hamas le 25 juin, l'armée sioniste est intervenue à grande échelle à Gaza. Elle a détruit la plupart des ministères de l'Autorité palestinienne, elle s'est permis d'arrêter 8 ministres, soit un tiers du gouvernement, et 23 députés. Sa cible est surtout la population arabe de la Bande de Gaza, humiliée, paupérisée, étranglée. L'armée israélienne a détruit l'unique centrale électrique le 28 juin, ce qui prive les hôpitaux et une grande partie de la population d'électricité et d'eau potable ; elle a aussi bombardé des ponts, des routes et une université. Elle a étendu ses opérations à la Cisjordanie qu'elle a bouclée totalement le 20 juillet.



La prise en otage de 3 soldats israéliens, opérée dans le but d'obtenir des libérations de prisonniers palestiniens, sert de prétexte au gouvernement israélien qui poursuit des buts définis bien avant. Lui-même enlève et assassine quotidiennement les militants et les cadres du mouvement palestinien. À son échelle, Israël, armé et subventionné par les Etats-Unis, fait la même chose que son maître impérialiste en Afghanistan avec l'appui de la France et de l'Allemagne et en Irak en alliance avec la Grande-Bretagne. Il prend prétexte d'actes désespérés des opprimés pour réduire la lutte de classes dans le pays, pour consolider sa domination, mettre au pas les régimes qui le défient et installer des gouvernements à sa solde. Le gouvernement Olmert-Peres pense d'autant plus avoir les mains libres que l'administration Bush menace ouvertement depuis plusieurs mois l'Iran et la Syrie. L'offensive militaire d'Israël s'inscrit dans le plan de remaniement du « grand Proche Orient » de Bush-Rice, qui inclut un Liban à la botte de l'impérialisme.

L'administration Bush-Rice soutient ouvertement les opérations israéliennes. L'Union européenne met sur le même plan la puissance militaire qui détruit le Liban et Gaza avec quelques centaines de combattants mal armés. Chirac approuve lui aussi la liquidation du Hezbollah.

Les travailleuses et les travailleurs du monde entier ne peuvent être neutres dans un tel conflit. Leur contribution

la plus efficace serait d'affronter leurs propres gouvernements quand ils sont complices de l'agression sioniste.

**Front unique de toutes les organisations ouvrières pour la fin immédiate des bombardements, des incursions militaires et du blocus de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du Liban ! Dans chaque pays, manifestation unie des syndicats et des partis ouvriers devant les ambassades d'Israël et surtout contre les gouvernements qui approuvent l'agression criminelle contre le peuple palestinien et le peuple libanais ! Suppression des listes noires des Etats-Unis et de l'Union Européenne et fin de toute criminalisation de la solidarité avec les organisations palestiniennes !**

**Libération des militants du FPLP enlevés en mars en Cisjordanie, des responsables du Hamas enlevés en juin à Gaza et de tous les combattants palestiniens détenus dans les geôles d'Israël ! Fin des exactions militaires et du blocus des Territoires de l'Autorité**

palestinienne et du Liban! Retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes (américaines, britanniques, françaises, allemandes, espagnoles, etc.) d'Irak, d'Afghanistan et de tout le bassin méditerranéen ! Bas les pattes devant la Syrie et l'Iran !

### **Pour défendre ses intérêts et pour détruire l'Etat sioniste, le prolétariat doit rompre avec les bourgeoisies arabes et perse**

Les opérations de guérilla contre l'armée coloniale sont légitimes. Israël est le résultat du projet des nationalistes bourgeois juifs, ceux qui négociaient après 1933 avec le régime d'Hitler et refusaient d'appeler les Juifs d'Europe à la résistance contre les nazis. Israël est né de la spoliation des Arabes de Palestine par les sionistes, avec le soutien de l'impérialisme américain, des impérialismes européens et de la bureaucratie du Kremlin. L'armée d'Israël est l'héritière des mouvements terroristes sionistes et de l'expulsion, par une minuscule minorité des Juifs du monde, des habitants arabes de la Palestine. C'est une armée coloniale qui a la même nature et qui emploie les mêmes méthodes que tout autre armée coloniale, quelle que soit la nation qui opprime : menaces, corruption, destruction des habitations et des infrastructures, punitions collectives, exécutions sommaires, tortures... Elle est dotée —réellement— d'armes de destruction massive, dont l'arme atomique.

N'en déplaise aux sionistes, il n'y a aucun avenir pour les Juifs qui veulent vivre en Palestine, sans la levée de l'hypothèque de l'Etat colonial et raciste. N'en déplaise à toutes les bourgeoisies impérialistes, à leurs agents réformistes dans le mouvement ouvrier, à tous les fossoyeurs arabes de la cause palestinienne, il n'y aura pas de solution à l'oppression des Palestiniens sans la destruction de l'Etat sioniste.

La logique coloniale du nationalisme juif (le sionisme) et les interventions impérialistes plongent le Proche-Orient dans la guerre. La confiance des directions nationalistes bourgeoisies du mouvement palestinien, tant du Fatah que du Hamas, dans les régimes arabes ou perse de la région, leur volonté de faire pression sur l'ONU et sur les Etats-Unis se révèlent une impasse pour le peuple opprimé. Israël a frappé le gouvernement bourgeois du Hamas au moment où il a commencé, sous le chantage de l'Union européenne et des Etats-Unis, sous la pression de la présidence Abbas et de ses forces policières Fatah à reconnaître Israël, comme l'OLP avant lui.

Le Fatah était la principale expression de la bourgeoisie palestinienne, mais ses capitulations répétées conduisant aux accords de Dayton et sa corruption notoire l'ont considérablement affaibli. Une partie de la bourgeoisie palestinienne mise désormais sur le Hamas pour faire régner l'ordre. Le Hamas est un parti réactionnaire, clérical, antisémite, défenseur acharné de la propriété privée, propulsé au départ par Israël et toujours financé par le régime des mollahs iraniens et par la monarchie saoudienne vendue aux Etats-Unis, qui étouffe la culture et l'enseignement, qui renforce l'oppression des homosexuels, des jeunes et des femmes,

qui menace l'existence des militants laïques et des militants ouvriers.

La stratégie stalinienne de la « révolution par étapes » (d'abord l'émancipation nationale, plus tard la lutte sociale) et du « front uni anti-impérialiste » (la subordination à la bourgeoisie nationale) s'est révélée pour les masses laborieuses palestiniennes un piège. Toutes les forces

politiques bourgeoisies palestiniennes ont capitulé ou capituleront devant l'ONU et l'impérialisme dominant, en acceptant un Etat croupion à la merci d'Israël. Toutes les bourgeoisies voisines ont massacré elles-mêmes les Palestiniens dans le passé (Jordanie, Syrie, Liban) ou répriment les nationalités opprimées, les femmes et les travailleurs (Iran, Turquie). Le Hezbollah fait partie, aux côtés des massacreurs des Palestiniens, du gouvernement du Liban mis en place par la bourgeoisie libanaise avec l'aide des impérialismes français et américain.

Les travailleurs palestiniens doivent rompre avec leur propre bourgeoisie, avec tous ses représentants (OLP, Hamas), rejeter le nationalisme petit-bourgeois (FPLP, FDPLP...) pour s'engager dans la voie de la révolution permanente. Tout en gardant leur indépendance politique et organisationnelle, les travailleurs du Liban et des Territoires doivent combattre les armes à la main l'agression sioniste et s'efforcer de prendre la tête de la résistance. Pour s'ouvrir une issue ainsi qu'aux femmes travailleuses, à la jeunesse, aux petits paysans, aux travailleurs indépendants des villes, le prolétariat arabe d'origine palestinienne (en Israël, dans les Territoires et en exil) doit en appeler à la solidarité des prolétariats dont les prolétaires palestiniens sont une composante (Liban, Syrie, Jordanie, Irak, Egypte...) et à tous les travailleurs des pays dominés, en appeler aux travailleurs juifs eux-mêmes ainsi qu'aux travailleurs des Etats-Unis et des autres pays impérialistes.

**Droit au retour des réfugiés palestiniens ! Pour une Palestine où puissent vivre les Arabes comme les Juifs, où puissent coexister les musulmans, les israélites, les chrétiens, les athées ! Pour des syndicats ouvriers unissant les travailleurs salariés juifs et les travailleurs salariés arabes, les travailleurs palestiniens et les travailleurs libanais, syriens, jordaniens... !**

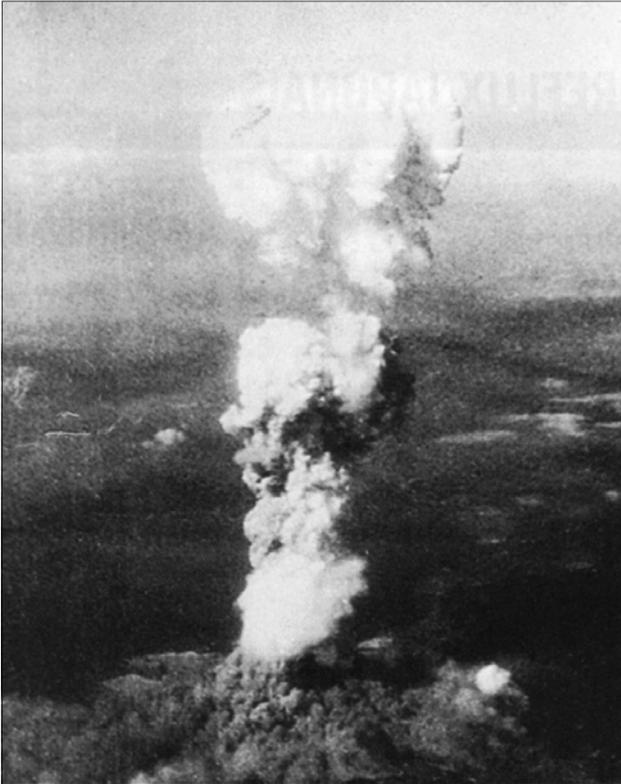
**Pour une révolution conduite par le prolétariat qui renverse l'Etat sioniste et aussi les Etats croupions comme la Jordanie ! Pour des conseils de travailleurs et des milices armées sous leur contrôle ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire de toute la Palestine ! Pour une internationale ouvrière révolutionnaire ! Pour une Palestine socialiste au sein d'une Fédération socialiste du Proche-Orient !**

21 juillet 2006



## COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE DÉCLARATION SUR L'IRAN

### AUCUNE SANCTION, AUCUNE MENACE CONTRE L'IRAN ! FRONT UNIQUE DE TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES DU PROCHE-ORIENT, DES ÉTATS-UNIS ET DU MONDE ENTIER POUR EMPÊCHER TOUTE INTERVENTION MILITAIRE !



Le 6 août 1945, le président démocrate Truman et l'armée américaine emploient la bombe atomique contre la ville de Hiroshima

Depuis août 2005, quand le gouvernement iranien a repris la conversion de l'uranium, les puissances impérialistes, par le biais de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'ONU, font pression sur l'Iran, le menacent de sanctions. La diplomatie des États-Unis, de la France et de l'Allemagne sont d'accord sur ce point, malgré des réticences de la Russie et de la Chine. La même équipe qui avait accusé l'Irak de complicité avec Al Qaida et de détenir des armes de destruction massive, à savoir George Bush, Condoleezza Rice et Donald Rumsfeld, accusent l'Iran de soutenir les terroristes et de vouloir se doter de l'arme atomique.

Le pouvoir exécutif américain envisage même une intervention militaire, sans exclure l'utilisation de l'arme atomique. Le danger est d'autant plus grand qu'un bombardement sur un site d'enrichissement d'uranium, s'il causerait des milliers de victimes en Iran et s'il dégraderait probablement l'environnement de toute la population du Proche-Orient, présente pour certains

stratégues de l'impérialisme dominant l'avantage de ne pas avoir à occuper le pays, avec tous les inconvénients du Vietnam hier et de l'Irak aujourd'hui.

De son côté, la bourgeoisie iranienne tente de desserrer l'étreinte de l'impérialisme hégémonique en misant sur les impérialismes rivaux des États-Unis et sur la Russie capitaliste. Celle-ci apprécie peu le soutien des impérialismes américain et européens aux partis et gouvernements d'Europe centrale hostiles à la Russie et encore moins l'installation de bases militaires américaines tout autour de son territoire, en Bulgarie, en Roumanie, en Irak, en Afghanistan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan. En outre, le pouvoir iranien compte sur la paralysie de l'armée américaine dans l'Irak voisin. Elle y mène son propre jeu, au détriment des occupants américain et britannique, en s'appuyant sur les classes possédantes chiïtes. Enfin, le régime tente de détourner le mécontentement grandissant des et des travailleurs salariés en recourant au nationalisme, à l'antisémitisme et à l'anti-impérialisme, jusqu'à tomber dans l'antisémitisme.

Les peuples d'Iran ne doivent avoir aucune illusion dans les postures anti-impérialistes du régime clérical qui est resté neutre lors des agressions impérialistes contre l'Irak en 1991, contre l'Afghanistan en 1997 et de nouveau contre l'Irak en 2003. Le pouvoir iranien cherche en même temps un accord avec Washington :

Le secrétaire du Conseil Supérieur de la Sécurité Nationale d'Iran Ali Larijani a multiplié les propositions de discussion. Sur quoi ? Une histoire des ouvertures ira-

#### Publications du Groupe bolchevik

OCI : Octobre 1956, Pologne et Hongrie, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

Naville, Trotsky : Programme révolutionnaire contre programme bourgeois, 1934-1936, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

Trotsky : La France à un tournant, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

Trotsky : Encore une fois, où va la France ? 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

Trotsky : Où va la France ? 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

Collectif Révolution Permanente : Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible aussi en turc, en anglais, en espagnol, en allemand)

niennes montre l'Iran ferait des concessions sur son programme nucléaire, son soutien aux groupes arabes qui rejettent le droit à l'existence d'Israël et chercherait un terrain d'entente sur l'Irak, en contrepartie de la cessation des efforts américains pour déstabiliser la république islamique et d'un plan de rétablissement des échanges économiques. (The Economist, 6 mai 2006)

Les travailleurs d'Iran ne peuvent faire aucune confiance au président Mahmoud Ahmadinejad et au guide suprême Ali Khamenei qui répriment les grèves, qui oppriment les minorités non-perses, les femmes et la jeunesse, qui arrêtent, emprisonnent, torturent et exécutent les militants ouvriers. L'Iran a le droit imprescriptible à l'énergie nucléaire, comme dit le pouvoir, mais il a tout autant le droit aux libertés d'expression, de réunion et d'organisation que lui dénie les mollahs.

Il revient aux masses iraniennes elles-mêmes de renverser le pouvoir théocratique, de mettre sur pied un gouvernement ouvrier et paysan, d'ouvrir la voie à la fédération socialiste du Proche-Orient. Pour cela, comme le prolétariat américain, les Noirs et les Latins opprimés des Etats-Unis, comme les classes ouvrières d'Europe et les immigrés en Europe, elles ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire et d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

L'émancipation des peuples d'Iran, d'Irak et de Palestine ne peut venir des puissances impérialistes. Toutes sont d'accord entre elles pour piller les richesses naturelles de la région, pour exploiter leurs travailleurs et pour soutenir l'Etat colonisateur Israël ou les régimes les plus autoritaires et les plus réactionnaires, à condition qu'ils leur restent soumis. Le but de la bourgeoisie américaine est d'abord de mettre au pas tous les pays dominés (particulièrement ceux qui détiennent du gaz et du pétrole, comme l'Iran) et tous les régimes qui la défient, dont la Chine qui mise sur le pétrole de l'Iran. Elle cherche également à utiliser son écrasante supériorité militaire pour compenser son affaiblissement économique face aux autres bourgeoisies impérialistes et les évincer du Proche-Orient. Les autres, en particulier la bourgeoisie française, tentent de profiter des diffi-



Rassemblement d'étudiants contre le régime clérical à Babol le 16 avril 2007

cultés des Etats-Unis en Irak pour garder une influence en Afrique du Nord et en reconquérir une au Proche-Orient. Tant les Etats-Unis que l'Union européenne avaient poussé l'Irak à déclarer la guerre à l'Iran, un conflit qui a causé entre 1980 et 1988 entre 600 000 et 1 200 000 victimes

Seul le renversement révolutionnaire des bourgeoisies les plus puissantes assurera la paix entre les peuples et l'avenir de l'humanité. Jusqu'à présent, le seul Etat qui a avoir utilisé l'arme atomique est l'impérialisme américain, détruisant deux villes du Japon et massacrant ainsi 200 000 civils en 1945. Les puissances impérialistes n'ont pas empêché les régimes qui leur sont liés, comme le Pakistan ou Israël, de se doter de l'arme nucléaire. L'armée japonaise et l'armée allemande interviennent de nouveau en dehors de leurs frontières. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne continuent à développer leur parc de bombes, de missiles, de sous-marins, de porte-avions. Par exemple, le 18 janvier, Jacques Chirac a affirmé que l'impérialisme français développerait son potentiel de destruction nucléaire.

Face aux menaces des bourgeoisies surarmées, détenant de quoi détruire toute l'espèce humaine, qui s'immiscent économiquement, politiquement et diplomatiquement dans la vie des autres peuples, qui montent des expéditions néocoloniales et qui occupent tout ou partie d'autres pays (Haïti, Côte d'Ivoire, Kosovo, Afghanistan, Irak), les travailleurs et les opprimés du monde entier, leurs organisations, doivent se situer clairement dans le camp des pays dominés : l'Iran a le droit de s'équiper en centrales électriques et de se doter de l'arme atomique.

Bas les pattes devant l'Iran ! Rupture des travailleurs avec leur propre bourgeoisie : Front unique ouvrier pour empêcher toute sanction et toute intervention militaire contre l'Iran !

Retrait immédiat des troupes impérialistes d'Irak et d'Afghanistan ! Libération de tous les combattants faits prisonniers en Afghanistan et en Irak !

Pour la Fédération des Républiques socialistes du Proche-Orient !

**Just : Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro**

**La République et le foulard, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro**

**Marx : Salaire, prix et profit, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro**

**Révolutions et contre-révolutions en Chine, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro**

**Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro**

**Just : Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro**

**Trotsky : Les Leçons d'Octobre, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro**

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

28 mai 2006

## GROUPE BOLCHEVIK / FRANCE

### DÉCLARATION SUR LE SOULÈVEMENT DES JEUNES DE BANLIEUE

# IL Y A URGENCE À EN FINIR AVEC LE CAPITALISME FAUTEUR DE MISÈRE, AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC-VILLEPIN-SARKOZY À SA BOTTE

#### Levée immédiate de l'état d'urgence !

Le gouvernement a plongé dans les inépuisables ressources de l'État, il a sorti du tiroir la loi du 3 avril 1955 qui servit d'abord contre les combattants indépendantistes et les civils arabes en Algérie occupée. La continuité de l'État colonial français n'est plus à démontrer. Les Chirac, Sarkozy, Villepin dressent la violence de l'État bourgeois, organisée, expérimentée, face à la colère désorganisée d'une jeunesse écrasée par les conséquences de sa politique antiouvrière. Des hélicoptères, des milliers de CRS et de gendarmes sont déployés dans les cités pauvres ; des milliers d'arrestations ; les comparutions immédiates pleuvent avec déjà 364 condamnations à des peines de prison ferme. Le couvre-feu, les perquisitions de jour et de nuit, l'interdiction de se réunir donnent tout son éclat au « modèle social français » : il vaut quand les pauvres se taisent.

#### À bas l'union nationale !

Les organisations d'origine ouvrière, partis et syndicats, ont montré une fois encore leur faillite. Aucune n'a appelé la population laborieuse à manifester contre le gouvernement et sa police, après la mort de Zied Benna et de Bouna Traoré qui fuyaient un énième contrôle au faciès. Deux adolescents de 14 et 17 ans électrocutés, aussitôt accusés par le ministre de l'Intérieur d'avoir participé à un cambriolage, ce qui est un mensonge. Ni le PS, ni le PCF, ni les organisations syndicales n'ont décidé d'organiser la légitime exaspération des jeunes des quartiers populaires de Clichy, leur révolte spontanée en apprenant la mort de Zied et Bouna. Ils les ont laissés seuls face à la police.

Pire, PS et PCF ont communiqué dans la demande de « rétablissement de l'ordre républicain », dès que la contagion de la colère s'est propagée dans les cités de la banlieue parisienne, puis en province :

*Le gouvernement se montre incapable de rétablir l'ordre public.* (CEN du PCF, 4 novembre 2005)

Le jour où Villepin annonçait l'application des lois d'exception, d'agression contre les banlieues ouvrières, Ayrault, à l'Assemblée nationale, a déclaré « *s'imposer un pacte de non agression à l'égard du gouvernement* ». Le président du groupe des députés PS s'est dit « *pas hostile par principe au couvre-feu* ».

*Avant toute chose, il est impératif de rétablir l'ordre et la sécurité.* (Hollande, premier secrétaire du PS, 8 novembre)

*L'Humanité* du 8 novembre se contente de citer les mesures annoncées par Villepin la veille, sans réclamer la levée immédiate de l'état d'urgence ; les communi-

qués CGT et FO sont également muets sur cette exigence minimum, comme le PT qui « *exprime sa plus vive préoccupation* » !

À l'unisson, PS, PCF, LCR, LO réclament le renforcement des dispositifs anti-explosion chargés de contenir la misère sociale :

*Mise en place immédiate de dispositifs de police de proximité, de partenariats entre tous les acteurs concernés : police, gendarmerie, justice, élus locaux...* (CEN du PCF, 4 novembre 2005)

*Il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents.* (Lutte Ouvrière, éditorial, 4 novembre 2005)

*Que demandent les maires ? Ils demandent des services publics immédiats, une présence de la police, pas simplement quand il y a des incidents, une police permanente.* (Hollande, France 2, 7 novembre)

Les partis réformistes et leurs acolytes se retrouvent systématiquement du côté de la défense de l'ordre bourgeois. Ils ont, entre autres, appelé à voter Chirac, accepté Vigipirate, soutenu la loi discriminatoire contre le voile. Les bureaucraties syndicales qui leur sont liées isolent les grèves (comme à la RTM) quand elles ne les trahissent pas directement (SNCF), égrènent les journées d'action impuissantes, dévoient le mécontentement du prolétariat dans une demande incessante de « *négociations* » avec le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, comme si ce dernier avait la moindre intention de changer sa politique, de cesser de porter des coups et de répondre favorablement aux revendications ouvrières. En relais des réformistes qui n'ont plus l'oreille de la jeunesse, les curés et les imams prônent la résignation et les manifestations silencieuses quand les pauvres crient vengeance.

#### Violence du mode de production capitaliste...

Il y a au moins 5 millions de chômeurs et de travailleurs en très grande précarité en France. Les entreprises d'intérim sont devenues les plus gros employeurs de main d'œuvre. 25 % de la population, 50 % des jeunes de moins de 26 ans, sont totalement privés d'emploi dans les cités les plus pauvres d'Île de France, de Picardie, du Nord-Pas de Calais. Seul un travailleur sur deux est indemnisé alors qu'il est exclu du travail. Des dizaines de milliers de prolétaires, terrorisés par la menace d'une arrestation, sont contraints de travailler sans couverture sociale, pour de très bas salaires, parce qu'ils ont fui la répression ou la misère dans leur pays d'origine. 759 980 accidents du travail ont été recensés pour une année dont une augmentation de 3,8 % des accidents

graves entraînant une incapacité permanente. 1 950 cancers ont été déclarés par des ouvriers exposés à l'amiante.

Une discrimination féroce sévit à l'embauche contre les jeunes diplômés ou non, dès qu'ils portent un nom à consonance arabe ou africaine. Les mêmes essuient les contrôles policiers, les insultes du premier flic de France, Sarkozy. Dans les ZEP, le taux d'échec à l'école est deux fois supérieur à la moyenne nationale : Villepin annonce la mise en apprentissage dès 14 ans. Des familles sont à la rue, privées de logement parce que l'État leur refuse des papiers, les expulse ou parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer des loyers en hausse permanente. D'année en année, des quartiers entiers sont laissés à l'abandon, logements et immeubles dégradés, transports insuffisants, infrastructures de services à la population réduites : on compte deux fois moins d'établissements de santé qu'ailleurs, avec cinq fois plus de personnes affiliés à la CMU.

Cette violence-là ne fait pas la une des médias, pourtant elle assaille quotidiennement des millions de travailleurs et de jeunes. Elle résulte du maintien du mode de production basé sur le profit pour une minorité. Ce désordre permanent pour la majorité de la population découle des lois capitalistes. Aucune « *politique de la ville* » avec les démolitions de logements sociaux qui rejettent les pauvres plus loin encore, les « zones franches » où ils devraient travailler à pas cher pour des patrons exonérés, ne le résoudra. Seule une révolution prolétarienne, expropriant les capitalistes pour avoir le pouvoir de répartir le travail entre toutes les mains, pour produire et distribuer en fonction des besoins de la population laborieuse, liquidera les injustices sociales.

### ...et violence de l'État qui le garantit

C'est avant tout contre cette possibilité que la police, de proximité ou pas, détient avec l'armée le monopole de la détention d'armes ; c'est avant tout contre la classe ouvrière qui a la puissance sociale potentielle de renverser le système capitaliste que les corps répressifs sont organisés : intervention du GIPN contre les postiers grévistes de Bègles, du GIGN contre les marins



Le 27 octobre 2005, deux jeunes qui revenaient d'un match de football sont électrocutés à Clichy en fuyant la police. La jeunesse de cette ville affronte la police durant les heures suivantes.

Le 28, le ministre de l'Intérieur Sarkozy déclare mensongèrement à la presse que les deux victimes venaient de commettre un cambriolage. Pendant plusieurs semaines, en France et en Belgique, des jeunes incendient chaque nuit des locaux et des moyens de transport.

grévistes de la SNCM, des CRS contre les mal-logés, contre les travailleurs qui essaient d'empêcher leurs licenciements ; juges du tribunal d'instance déclarant « *illégal* » la grève des tramonts de Marseille ; menace de réquisition des grévistes ; condamnations d'étudiants et de lycéens après les manifestations contre la loi Fillon ; annonce de l'expulsion des étrangers même en situation régulière s'ils ont été condamnés... La dissolution de l'ensemble des forces de répression, des tribunaux de la « justice » bourgeoise qui condamnent les manifestants et amnistient les patrons et les ministres, sera une des tâches de salubrité publique que remplira la révolution ouvrière. Rien n'est plus urgent que de s'organiser pour aider à sa victoire.

### Construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse, construire le parti ouvrier révolutionnaire

La trahison des organisations qui dirigent le prolétariat laisse les travailleurs et les jeunes dans l'impuissance face au gouvernement du capital. Les défaites subies (deuxième guerre impérialiste déclenchée contre l'Irak, vague de licenciements massifs, retraites amputées et retardées, atteinte au droit de se soigner et de s'instruire, privatisations...) à cause de leur politique de collaboration permanente avec le capital et ses agents lamentent le niveau de conscience politique du prolétariat et de la jeunesse, en particulier d'une fraction qui n'entrevoit aucun avenir. Des exemples de ce débousolage sont donnés par les incendies de voitures des travailleurs des quartiers populaires par leurs enfants et leurs voisins, par les destructions d'écoles, de gymnases ou d'autobus, par l'assimilation des pompiers aux flics... Ces actes qui se trompent d'ennemis font oublier les vrais responsables : la classe capitaliste, les Chirac-Sarkozy-Villepin et tous les gouvernements qui les ont précédés. Ils ont pour conséquence un renforcement du dispositif répressif avec l'aval d'une grande fraction de la population. Les réformistes portent la responsabilité de cette division des rangs des prolétaires.

À tous les jeunes justement révoltés par l'ordre bourgeois, le chômage, les ségrégations, le racisme, le Groupe bolchevik propose la tâche de construire une organisation révolutionnaire capable de combattre pour leurs légitimes revendications, levant le drapeau rouge des humiliés et des opprimés, renouant avec les luttes ouvrières menées par leurs parents et grands-parents, de toutes origines, de toutes couleurs.

À tous les jeunes, tous les prolétaires justement dégoûtés par les trahisons des organisations réformistes, des phraseurs « d'extrême gauche », le Groupe bolchevik déclare : il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire dont le programme est la dictature du prolétariat, la liquidation de l'État bourgeois et de ses institutions, l'expropriation des capitalistes, le contrôle ouvrier pour organiser la satisfaction des immenses besoins de la population, la collaboration entre les prolétariats de tous les pays.

13 novembre 2005

## COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

### DÉCLARATION CONTRE LE PLAN DE LICENCIEMENTS À AIRBUS

# LA DIRECTION FRANCO-ALLEMANDE D'EADS VEUT LA SUPPRESSION DE 10 000 POSTES À TRAVERS L'EUROPE RETRAIT DU PLAN GALLOIS ! AUCUN LICENCIEMENT À AIRBUS !



#### La solution des capitalistes d'un groupe capitaliste

Après plusieurs semaines de concertations des dirigeants allemands et français d'EADS et un ultime maquignonnage entre Jacques Chirac et Angela Merkel le 23 février, le président d'Airbus et vice-président d'EADS, Louis Gallois a présenté le « plan Power 8 » adopté à l'unanimité par le conseil d'administration d'EADS, qui produit aussi des lanceurs et du matériel militaire et dont Airbus est la principale filiale.

Le plan de restructuration prévoit la cession ou la fermeture de plusieurs usines, le repartage des activités entre les sites qui seront maintenus et la suppression de 10 000 postes en Europe en quatre ans, pour moitié des salariés d'Airbus, pour moitié des travailleurs de la sous-traitance ou de l'intérim. Autrement dit, contrairement à ce que prétend Gallois, 5 000 travailleuses et travailleurs seront licenciés, sans parler des pressions de toutes sortes sur 5 000 autres et l'intensification du travail pour celles et ceux qui garderont leur emploi.

Voici deux ans, lors du lancement de l'A380, Airbus était présenté comme une réussite de l'Union européenne par Gerhard Schröder, chancelier fédéral allemand, Jacques Chirac, président de la République française, Tony Blair, premier ministre britannique, et José Luis Rodríguez Zapatero, premier ministre de l'Etat espagnol.

Mais, comme tout groupe capitaliste, quelle que soit la nationalité des actionnaires et quelque soit leur caractère « privé » ou « public », EADS obéit à la logique du capital, à la recherche du profit, à la recherche de gains de productivité face à la concurrence, en aggravant l'exploitation de ses propres travailleurs. Le groupe améri-

cain Boeing a recouru exactement aux mêmes méthodes contre ses salariés après l'absorption de McDonnell Douglas et quand les ventes d'Airbus ont dépassé ses ventes d'avions civiles : 42 % des effectifs supprimés depuis 1998, augmentation des cadences pour ceux qui restaient. Ainsi, Boeing a retrouvé la première place.

#### Les dirigeants des partis réformistes et des syndicats d'accord pour... restructurer

Les partis communistes qui subsistent en Allemagne (PDS), en France (PCF) et en Espagne (PCE) défendent chacun « l'intérêt national », alors qu'aucun des pays capitalistes d'Europe ne saurait faire face, à lui seul, à la concurrence de Boeing et qu'une telle tentative aboutirait à encore plus de sacrifices des travailleurs salariés de l'aéronautique. Chacun d'entre eux en appelle à son gouvernement bourgeois, alors que tous ceux-ci sont complices du plan Gallois.

Quant aux partis sociaux-démocrates, ils dirigent ces gouvernements en Grande-Bretagne et dans l'Etat espagnol (LP, PSOE) ou y participent en Allemagne (SPD). Celui qui est dans l'opposition (PS) avait confié, quand il était



Le 27 avril 2007, les travailleurs des sites Airbus de St Nazaire et de Nantes déclenchent la déclaration du Collectif

au pouvoir en France, le groupe EADS à la codirection du groupe capitaliste français Lagardère et il refuse aujourd'hui de se prononcer contre les licenciements. La solution de Ségolène Royal, sa candidate à l'élection présidentielle, est d'impliquer les régions dans le capital, alors que la présence des Länder dans le capital d'Airbus n'a visiblement pas protégé les travailleurs. Comme Royal, la candidate du PCF Marie-George Buffet se prononce pour « un moratoire », c'est-à-dire une simple suspension du plan.

Comme la direction actuelle d'EADS, tous les dirigeants syndicaux (IGMetall, FO, CGT, UGT...) invoquent des « erreurs de gestion » de la précédente direction, pour camoufler que toutes les entreprises capitalistes procèdent périodiquement à des licenciements. Tous partagent les propositions mystificatrices des partis « socialistes » ou « communistes » : recapitalisation, un peu plus d'Etat national, un peu plus de régions ou un peu plus de bureaucrates syndicaux grassement rétribués dans les conseils d'administration... Les chefs syndicaux invoquent tous l'intérêt national, qui serait commun aux exploités et aux exploités, aux licenciés et aux licenciés. Par exemple, Jean-François Knepper, dirigeant de FO (le principal syndicat d'Airbus en France) ne met pas en cause la restructuration, mais la part de l'Allemagne :

*Pour le dirigeant syndical, Louis Gallois a trop cédé aux Allemands, « qui rêvent depuis trente ans d'acquiescer une position dominante chez l'avionneur européen ». (Sud-Ouest, 2 mars 2007)*

Les dirigeants syndicaux se proposent de négocier la restructuration, ils veulent reporter sur les travailleurs des autres pays le poids de la « restructuration » et ils se bor-

nent à des actes symboliques : « journée d'action » en Allemagne et en France le 6 mars, « journée d'action » européenne le 16 mars.

### **Pas un seul licenciement ! Grève illimitée de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs d'EADS jusqu'au retrait du plan Gallois !**

Spontanément, quand le plan de la direction franco-allemande a été connu, les travailleuses et les travailleurs de plusieurs sites allemands et français ont débrayé et manifesté. Ils avaient raison : assez de divisions entre nationalités, entre types de poste ou entre statuts ! La solidarité de classe peut vaincre l'adversaire de classe. C'est pourquoi les travailleuses et les travailleurs d'Airbus et d'EADS doivent imposer que les syndicats appellent à la grève générale illimitée de toute l'entreprise, de tous ses sous-traitants et de tout le groupe l'organisation d'assemblées générales sur chaque site, l'élection de leurs représentants, la centralisation des comités élus de chaque site à l'échelle européenne afin d'obtenir :

- le retrait du plan Gallois et le maintien de tous les postes de travail en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France,
- l'intégration en contrat à durée indéterminée de tous les travailleurs sous-traitants et intérimaires.

Une telle manifestation de force pourrait faire reculer la direction franco-allemande, d'autant plus vulnérable que le carnet de commandes d'Airbus est plein et qu'un arrêt de travail de toutes les usines entraînerait des retards de livraison. Elle ouvrirait la voie à d'autres victoires contre les plans de licenciements, contre les attaques visant les retraites et les allocations des chômeurs, contre les capitalistes patrons et contre tous les gouvernements à leur service.

En effet, toute victoire partielle reste fragile dans le cadre du capitalisme. Seuls le contrôle des ouvriers, techniciens, employés, ingénieurs d'Airbus sur l'entreprise, et l'expropriation des capitalistes actionnaires à commencer par DaimlerChrysler et Lagardère, peut garantir durablement l'emploi. Seule la création des Etats-Unis socialistes d'Europe permettra aux producteurs d'échapper à l'exploitation ou au chômage puisqu'ils dirigeront l'économie collectivisée et planifiée en supprimant les vieilles frontières depuis longtemps caduques de l'Europe.

Seuls de nouveaux partis permettront aux prolétariats d'Europe d'exproprier les licenciés et de renverser les vieux Etats impérialistes.

11 mars 2007



ent une grève sauvage. Les militants du Groupe Bolchevik avaient diffusé auparavant la  
if à l'usine de Nantes.

## GROUPE BOLCHEVIK / FRANCE

## TROUPES FRANÇAISES, HORS D'AFRIQUE !



Du 24 novembre au 10 décembre 2006, l'armée française est intervenue avec une escadrille de Mirages F1 en soutien à l'armée centrafricaine. Durant la même période, elle a aidé maté-

riellement (carburant, renseignement, munitions) le pouvoir tchadien confronté lui aussi à des rebellions issues de son armée nationale.

Les soldats et les avions de l'État français, accompagnés de la FOMUC (Force multinationale en Centrafrique), ont fait au moins 72 morts dans les rangs de la faction militaire centrafricaine. Les affrontements au Tchad ont causé aussi des dizaines de morts et des centaines de blessés. Le 14 décembre, les armées des deux « amis de la France », le président de Centre-Afrique François Bozizé et le président du Tchad Idriss Déby, reprenaient les positions qu'ils avaient perdues, repoussant leurs rivaux.

Les dissidents centrafricains se sont réfugiés à la frontière du Soudan, non loin du Darfour. Au Tchad, une partie des anciens militaires a signé un accord de paix le 26 décembre en présence du président libyen, Mouammar Kadhafi, avec la bénédiction de Chirac et de Villepin. Comme les opposants du nord de la Côte d'Ivoire face au président Gbagbo, les officiers insurgés de la République Centrafricaine et du Tchad suivent l'exemple des chefs d'Etat en place. Idriss Déby est arrivé au pouvoir en chassant le dictateur Issen Habré en 1990 ; François Bozizé a renversé le tyran centrafricain Ange-Félix Patassé en 2003. Tous deux avaient eu pour base arrière le Soudan voisin et tous deux avaient reçu l'aval des gouvernements français d'alors, à savoir Mitterrand-Rocard et Chirac-Raffarin.

En visite à N'Djamena, le premier ministre Villepin a rappelé que l'impérialisme français ne comptait pas laisser la place à ses concurrents :

*C'est toute une région où la France est militairement présente et où nous avons une responsabilité historique, et donc nous souhaitons apporter toute notre contribution à la stabilité de ces pays.* (Dominique de Villepin, RFI, 30 novembre 2006)

Le Tchad accueille 1 200 militaires français, la République centrafricaine 300 et au total le continent près de 10 000 (Djibouti, Sénégal, RD du Congo, Gabon, Côte d'Ivoire...). Pour garantir ses positions économiques et stratégiques, la 5<sup>e</sup> République a noué avec les anciennes colonies de multiples « accords de défense », de « coopération militaire » qui livrent des bases à l'armée française. Que ce soit De Gaulle, Giscard, Mitterrand ou Chirac n'y change rien. L'Etat français a plus d'une fois soutenu des dictateurs, quand il ne les a pas mis en place. L'armée française a instruit et couvert les artisans du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994. L'armée française a fait récemment une démonstration de sa force en détruisant l'aviation ivoirienne en 2004 à cause des prétentions du président Laurent Gbagbo.

La découverte de pétrole et la production annuelle de

200 000 barils de brut depuis 2004 au Tchad est source de convoitises, tout comme les réserves pétrolières du Soudan au Darfour. Les compagnies américaines se partagent l'essentiel des puits tchadiens, mais Total a réussi à extorquer à Exxon et Shell une participation de 20 % dans le consortium créé pour exploiter le plus grand champ de pétrole jamais découvert en Afrique centrale, grâce à l'intervention de Deby.

Au moment où l'armée de Chirac intervenait au Centre-Afrique, l'administration Bush a soutenu ouvertement l'invasion par l'Ethiopie de son voisin la Somalie. L'Afrique reste sous-développée, malgré ses ressources naturelles. Les pouvoirs politiques corrompus de la région restent soumis aux pressions économiques, politiques et militaires des impérialismes, au premier chef la France et les Etats-Unis. Le pillage et les rivalités entre les puissances capitalistes exacerbent la répression du mouvement ouvrier, l'oppression des femmes, l'instabilité politique, le militarisme, les affrontements ethniques, les déplacements de population, les génocides... La charité, les ONG et l'ingérence humanitaire sont le complément de la domination européenne et américaine.

Tout progrès passe par la fin des immixtions étrangères, une véritable indépendance et une collaboration entre les peuples du monde entier. Or, les confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO...) et les vieux partis ouvriers (PS, PCF) couvrent de fait les interventions militaires du président Chirac et du gouvernement de Villepin, Alliot-Marie, Sarkozy. Contre les services secrets et l'armée française, qui sont leurs pires ennemis, il faut que les travailleurs et la jeunesse de France brisent cette complicité honteuse, qu'ils imposent aux chefs du mouvement ouvrier un front unique aux côtés des prolétariats d'Afrique. L'avant-garde d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs doit se rassembler dans une internationale ouvrière révolutionnaire.

La lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse françaises contre les ingérences impérialistes contribuera au renversement par les prolétaires et les paysans pauvres d'Afrique des représentants des classes exploiteuses locales, tout relais de la domination étrangère, au profit de gouvernements ouvriers et paysans dans chaque pays, premier pas vers les Etats-Unis socialistes de toute l'Afrique. La lutte de la classe ouvrière française contre sa propre bourgeoisie aidera aussi à l'unité des travailleurs français, dont des centaines de milliers viennent d'Afrique, pour qu'ils en finissent avec la 5<sup>e</sup> République, imposent un gouvernement ouvrier dans ce pays et ouvrent la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe.

**À bas l'intervention de l'armée française en Centrafrique et au Tchad ! Dénonciation de tous les « traités de défense » ! Retrait des troupes françaises d'Afrique ! Fermeture de toutes les bases militaires françaises ! Droit d'entrée et de séjour pour tous les étudiants et travailleurs africains !**

5 janvier 2006

## GRA / AUTRICHE

## LETTRE AU COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

Vienne, le 16 février 2006

Cher(e)s camarades du COREP !

Nous sommes un groupe très jeune mais nous avons depuis quelque temps déjà discuté de vos publications. Sur bien des points nous voyons une proximité politique entre nos courants : l'intransigeance envers l'ennemi de classe aussi bien sous sa forme impérialiste que vis à vis des régimes réactionnaires du monde impérialiste. Nous saluons particulièrement votre effort de lier dès le début la construction d'une organisation nationale avec une orientation internationaliste. Ainsi que d'effectuer une démarche pratique en direction d'une organisation et d'une discussion internationales. Nous entreprendrions volontiers une discussion systématique. Comme entrée dans la discussion nous proposons nos thèses sur la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Internationale ainsi que les 21 thèses du COREP. Nous vous avons déjà envoyé nos thèses et nous avons synthétisé par écrit ci-dessous nos différences, points de critique et questions par rapport à vos 21 thèses. Le but de la discussion est de vérifier quels points communs ou différences existent entre nos organisations pour évaluer ensuite dans un deuxième temps quelle importance ont ces différences et établir enfin quelles formes de collaboration correspondent à notre éloignement ou à notre proximité politique.

Notre problème est qu'un seul camarade parle français et que nous ne connaissons donc - comme groupe - que partiellement vos positions. Nous désirons donc vous proposer de conduire la discussion en anglais - nous sommes parfaitement conscients que cela peut conduire à des flous langagiers mais cela accélérera peut-être le processus de clarification. Par la suite, nous vous enverrons nos remarques sur les « accords programmatiques pour une conférence internationale » ultérieurement caractérisés comme les 21 thèses. Nous nous référons en priorité dans cette lettre à ce document, nous glissons cependant des formulations d'autres documents accessibles.

A côté de l'accord mentionné plus haut il y a quelques points que nous voudrions volontiers discuter avec vous pour établir s'il s'agit de différences politiques, de formulations déficient es ou de malentendus. Nous avons rangé les questions en fonction de l'importance que nous leur accordons et laissé auparavant de côté des différences mineures.

### Programme révolutionnaire

Vous parlez sans cesse de « votre programme ». Dans votre « appel pour une conférence internationale » vous dites que « le programme vous unit » (4<sup>e</sup> et dernier paragraphe) ou : « Nous proposons aux organisations de combat de la classe ouvrière ce programme révolutionnaire » (3<sup>e</sup> et dernier paragraphe). Dans la charte, nous lisons « maintenir vivant le programme

» (2<sup>e</sup> et dernier paragraphe). De quel programme voulez-vous parler : le programme de transition de Trotsky de 1938 vos « accords programmatiques » ou un autre programme ?

Nous avons déjà pris position dans nos thèses sur le programme de transition de 1938 :

*La logique transitoire élaborée dans le programme de transition est pour nous la méthode centrale pour la constitution d'un nouveau programme révolutionnaire. Mais ce n'est pas seulement une collection de vérités révolutionnaires éternelles mais doit donner aussi une appréciation de la période passée et future et des tâches centrales qui en ressortent. Le programme de transition de 1938 parlait d'une période révolutionnaire et de l'agonie du capital. Avec l'amorce de l'essor économique et la diminution de la situation révolutionnaire d'après-guerre, le programme entrait de plus en plus en contradiction avec la réalité, les revendications transitoires étaient de moins en moins un pont de la conscience actuelle des masses vers la prise du pouvoir. Mais elles continuaient à être la direction nécessaire pour toute politique révolutionnaire et avant tout pour la propagande révolutionnaire.*

*En plus du caractère incomplet constaté par Trotsky Il manquait désormais nécessairement au programme de transition une analyse des développements en Europe de l'est, une appréciation correcte du stade de l'impérialisme et de la situation mondiale et en découlant les réponses centrales pour la nouvelle période. Le programme de transition de 1938, aussi importante que continue à être la méthode de ses revendications transitoires, n'était plus actuel comme programme d'action et aurait dû être remplacé au plus tard dès 1948 par un nouveau. Chaque courant qui se réclame du trotskisme doit prendre une position claire sur les déviations centristes de la IV<sup>e</sup> Internationale entre 1948 et 1951. Il ne suffit pas de désigner et de critiquer quelques positions de la politique de l'Internationale, il doit être établi clairement où se situaient les fautes méthodiques et programmatiques de la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale. (Thèses du GRA sur la fondation, la construction et la destruction de la IV<sup>e</sup>)*

Si, par la mention « notre programme », devait être entendu le programme de transition de 1938, nous avons un problème dont nous devrions discuter sérieusement. Si on mentionnait par là vos 21 thèses, nous avons aussi un problème, mais probablement seulement de terminologie. Car ces « accords programmatiques » ne remplissent pas selon notre opinion les exigences d'un programme. Certes, on y concentre de nombreux points essentiels, mais pour servir de programme révo-



lutionnaire - dans le sens d'un programme de transition - il lui manque selon notre conception des points essentiels comme l'élaboration de la situation mondiale et des événements centraux de la lutte de classe depuis la rupture de la continuité révolutionnaire comme les réponses aux questions importantes comme : revendications économiques et démocratiques, question agraire ( celle-ci manquait aussi dans votre appel au pays agraire la Bolivie). Il manque une analyse de l'instauration et de l'extinction (partielle ?) des Etats ouvriers dégénérés en Europe de l'Est, en Chine, à Cuba. De même qu'une réponse à la question de savoir pourquoi certains d'entre eux sont restés selon vous des Etats ouvriers.

Pour ne pas éveiller de fausses impressions, nous voulons ajouter tout de suite à cet endroit que le GRA n'a pas encore de position collective élaborée sur la situation mondiale et les « États ouvriers dégénérés ». Nous ne faisons le reproche à aucun groupe qui n'aurait pas encore résolu ces questions. Naturellement, cela doit être le but déclaré d'un groupe révolutionnaire d'élaborer des réponses correspondantes. Ce sur quoi nous voulons insister est notre compréhension selon laquelle il serait faux de parler d'un « programme révolutionnaire » qui serait à la hauteur du temps sans solution satisfaisante de ces questions importantes.

### Forces productives

Vos 21 thèses sont équivoques dans la question du développement des forces productives après 1945. Certes vous critiquez de façon justifiée les fausses théories « *que le capitalisme déclinant pourrait trouver des issues pour surmonter ses crises et développer les forces productives* » (thèse 1) juste, ces fausses théories doivent être écartées. Nous sommes aussi d'avis que le capitalisme - vu historiquement - n'est pas en situation de surmonter ses crises.

Nous ne trouvons cependant en aucun endroit une indication que les forces productives aient pu continuer à se développer après 1945 - à l'encontre des attentes de Trotsky - dans les conditions impérialistes d'après-guerre. Il est par contre très souvent parlé de crise et dans votre représentation se laisse très bien suggérer une position : comme Trotsky l'estimait dans le programme de transition, le capitalisme se dirige continuellement vers sa crise finale depuis l'entre deux guerres et est absolument incapable de poursuivre le développement de ses forces productives. Nous ne voyons pas les choses ainsi, cette attente de Trotsky s'est révélée fautive.

Comme vous ne représentez pas dans vos thèses le développement des forces productives et l'évolution de l'économie mondiale après la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, nous voulons nous informer si notre interprétation de votre position est exacte.

Une polémique entre le Groupe Bolchevik et le groupe français CRI (dont se réclamait un de nos contacts éloigné en Allemagne) a éveillé l'intérêt de certains d'entre nous. Le GB y constate à l'encontre du CRI :

*Le groupe CRI contredit de façon conséquente les fon-*

*dateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale qui, commençant par la troisième phrase de « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » confirment que les forces productives de l'humanité stagnent ». Toute ambiguïté relative à une analyse conjoncturelle est balayée par le titre même : « Le programme de transition, l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » par lequel l'agonie n'est rien d'autre qu'un déclin, un déclin avant la mort.*

Voyez-vous cela encore ainsi aujourd'hui ? Selon notre opinion, le problème réside précisément en ce que la IV<sup>e</sup> Internationale estimait que le capitalisme se trouve dans une agonie immédiate et qu'il ne s'agissait pas d'une perspective d'évolution à long terme.

La crise du capitalisme est mentionnée dans les thèses très souvent et de façon très indifférenciée. De quelle sorte de crise s'agit-il ? Nous voulons encore une fois indiquer que nous n'avons pas d'appréciation actuelle de la situation mondiale et que nous nous trouvons à ce propos encore dans un processus de discussion. Bien sûr, nous voulons clarifier s'il s'agit dans vos déclarations sur la crise dans vos thèses d'une perspective d'évolution à long terme du capitalisme -en ce sens nous n'aurions aucun problème- ou d'une appréciation actuelle. Comme d'autre part les thèses traitent de la situation actuelle, le caractère de la description des crises est selon notre avis équivoque. Sans une appréciation économique correcte il manque à toute organisation révolutionnaire une dimension importante pour évaluer justement les perspectives de la lutte de classes. Quiconque prend comme point de départ que le capitalisme a été incapable depuis 1945 de poursuivre le développement des forces productives et est donc constamment en crise devrait conclure de cette évaluation l'effondrement du capitalisme, sa crise mortelle voire à chaque instant la possibilité immédiate de la révolution. Nous ne savons pas encore à quoi ressemble votre position.

Nous croyons qu'il est nécessaire d'obtenir la clarté dans la question du développement des forces productives et du caractère de la crise. Il nous serait très utile de nous faire parvenir des documents dans lesquels cette question nous est représentée de façon compréhensible. Le GRA a déjà conduit une discussion sur cette question mais n'est pas encore parvenu à une conclusion qui aille au-delà de notre position dans les thèses sur la 4<sup>e</sup>. Nous sommes volontiers prêts à mettre à votre disposition -pour votre usage interne- après conclusion provisoire de la discussion nos papiers de discussion interne.

### Quatrième internationale

Nous considérons comme central pour des organisations révolutionnaires de prendre une position claire sur la 4<sup>e</sup> Internationale et sa dégénérescence. C'est pourquoi nous avons résumé notre position dans des thèses relativement courtes pour conduire à leur sujet des discussions avec d'autres groupes intéressés. Nous vous les avons envoyées et nous réjouissons que vous ayez accepté de les traduire et ensuite de discuter avec nous.

Nous considérons comme positif que vous voyiez - tout comme nous - la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Internatio-

nale dans l'espace entre 1950 et 1953 et que cela représente aussi pour vous une rupture de la continuité révolutionnaire. Nous devrions ici présenter des positions passablement identiques. Ce qui nous est inconnu est votre prise de position concernant les estimations - selon nous fausses - de la situation mondiale de la 4<sup>e</sup> I. de 1944 à 1953 et en rapport avec cela les possibilités de développement des forces productives.

Incompréhensible est pour nous la formulation dans « l'appel » :

*L'appel direct au regroupement des forces saines du mouvement ouvrier et particulièrement de ceux qui se réfèrent à la continuité du trotskysme et de la IV<sup>e</sup> Internationale (est) indispensable.*

Nous trouvons également dans les 21 thèses une formulation semblable :

*Nous confirmons la validité du léninisme et du trotskysme, du programme de la 4<sup>e</sup> Internationale comme prolongement et actualisation de celui de la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine et de Trotsky, de « l'école de stratégie révolutionnaire.*

De ces passages, nous déduisons que jusqu'à aujourd'hui la continuité révolutionnaire continue d'exister pour vous et que vous procédez de l'actualité du programme de transition de 1938. Ces formulations nous ont occasionné pendant longtemps de grandes migraines puisqu'elles sont en contradiction flagrante avec la position exposée plus haut. Visiblement elles sont encore à attribuer à l'influence de la LOI/ GOI. Rétrospectivement, vous avez ensuite estimé faux ce compromis politique de manière autocritique.

Nous utilisons -de même que vous- la formule algébrique « Pour une nouvelle internationale ouvrière révolutionnaire ! » sans nous voir aujourd'hui déjà dans la situation d'établir quel chiffre elle aura. Il ne nous est pas très compréhensible ce que vous voulez exprimer par la phrase suivante de la charte: « *Quelque soit son nom, ce sera la cinquième Internationale Ouvrière* » (Charte).

### **Front uni anti-impérialiste**

Dans la thèse 5, nous pouvons lire :

*Nous confirmons la validité du programme de révolution permanente contre la politique de « front uni anti-impérialiste » avec la bourgeoisie nationale, une orientation qui fut contredite par la tragédie de la révolution chinoise de 1927.*

Sur cette question nous n'avons pas encore pu clore nos discussions. Un point commun à nous tous : seule la théorie de Trotsky de la révolution permanente surmonte de nombreuses faiblesses qu'il y avait encore dans la position sur le FUA au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> congrès mondial de l'Internationale Communiste et qui constituent des zones glissantes dans les thèses adoptées sur la question coloniale. Nous sommes d'accord avec vous que la 4<sup>e</sup> I. et ses épigones ont passé de très nombreuses alliances sans principe avec des parties de la bourgeoisie nationale dans le monde impérialiste en se référant en cela à la tactique de FUA de Lénine. Mais ce n'est encore

pour nous aucune preuve que le FUA était absolument faux. Nous n'avons jusqu'ici trouvé aucun passage où Trotsky après 1927 se réfère en positif ou en négatif à la tactique de FUA. Que cette tactique ait eu dès le tout début déjà une fausse trajectoire et doive donc être rétrospectivement rejetée ou qu'elle demeure fondamentalement juste même si sa réalisation était hautement improbable et sera de plus en plus invraisemblable demeure une question ouverte pour nous.

Dans le cas où vous auriez une position écrite plus détaillée sur le FUA nous vous prions de nous la communiquer. Il serait certainement sensé d'inclure celle-ci dans notre processus de discussion.

### **La Palestine**

Dans la thèse 7 vous écrivez :

*Nous combattons pour la destruction de l'État d'Israël et pour un État palestinien non raciste, démocratique et laïque.*

Nous approuvons cette formulation dans la mesure où nous prenons position pour la destruction de chaque Etat bourgeois et particulièrement de l'Etat israélien ouvertement raciste. Mais nous trouvons absolument nécessaire d'ajouter que nous préconisons conjointement les pleins droits des travailleurs israéliens-juifs et que les travailleurs israéliens-juifs et palestiniens doivent combattre en commun contre leurs régimes réactionnaires respectifs et contre l'impérialisme mondial.

### **Les Etats ouvriers dégénérés**

Nous ne pouvons pas jusqu'ici discuter systématiquement d'une position commune sur les Etats ouvriers dégénérés et la développer ni sur leur constitution ni sur leur disparition. Dans « l'accord programmatique », nous lisons que pour vous la Corée du nord, Cuba et la Chine sont toujours des Etats ouvriers bureaucratiques. Il nous intéresserait de connaître la justification de cette position.

### **Les syndicats**

Dans vos thèses, nous lisons :

*Nous combattons pour instaurer la démocratie ouvrière par les comités d'usine et les comités de grève et pour renouveler les directions syndicales en proposant aux moments critiques des dirigeants combattifs et imposer ainsi une direction révolutionnaire des syndicats.*

Naturellement, nous sommes aussi pour des comités d'usine et de grève pour unifier démocratiquement les luttes d'entreprise mais aussi comme points de départ pour de futurs conseils ouvriers. A l'intérieur des syndicats nous luttons pour une fraction syndicale révolutionnaire pour donner aux syndicats aussi bien une direction révolutionnaire qu'un programme révolutionnaire. Ceci s'appuyant sur la méthode du Minority movement dans les syndicats britanniques du temps de Lénine. Voyez-vous cela ainsi ?

### **La conscience de la classe ouvrière**

Nous partons du fait que dans les pays impérialistes durant les années de l'essor économique s'est établie une conscience réformiste profondément enracinée

dans les têtes de la classe ouvrière. Dans quelques pays comme par exemple l'Autriche, on peut à peine parler depuis des années d'un véritable mouvement ouvrier, il n'y a que des militants ouvriers passablement isolés. La masse des travailleurs s'est déshabituée du besoin d'informations, les réunions politiques ou syndicales sont - malheureusement - hors de leur horizon politique. A l'exception de l'année 2003, il y a eu chez nous peu de grèves dans les dernières décennies. Dans d'autres pays, particulièrement en France, il y a un mouvement ouvrier mais aussi une conscience réformiste profondément ancrée et des tendances réactionnaires (racisme, chauvinisme) dans la masse de la classe ouvrière. Ces faits, objectifs pour des révolutionnaires, ne sont pas pris en considération dans votre document.

### Assemblée constituante

Faisant pendant -selon nous- au thème de la conscience de la classe ouvrière votre position sur l'Assemblée constituante. Naturellement, nous la repoussons comme stratégie mais dans certaines situations elle est une tactique bonne et nécessaire. En Bolivie, vous l'avez repoussée parce que visiblement vous partiez de ce que la grande majorité des masses boliviennes avaient déjà rompu avec le réformisme et que la revendication d'assemblée constituante ne pourrait que les éloigner de la lutte pour le pouvoir. Quelques camarades du GRA ne voient pas les choses ainsi. Selon leur estimation les masses opprimées et exploitées de Bolivie qui vivent de façon isolée et extrêmement dispersée ont certes fait preuve d'énergie révolutionnaire mais n'ont pas encore rompu avec des illusions réformistes essentielles. La tactique de la constituante révolutionnaire aurait été pour ces camarades une possibilité de guérir les masses de leurs illusions réformistes.

### L'offensive colonisatrice momentanée

Il nous intéresserait de savoir si vous pensez que l'impérialisme aspire de façon générale à une politique néocoloniale ou bien - comme nous le pensons - s'il envisage une politique d'occupation coloniale dans quelques Etats stratégiquement centraux, avant tout autour des gisements de pétrole au Moyen Orient, au Caucase et pour des positions militaro-stratégiques (Afghanistan, Caucase).

### Méthode de construction d'une fraction trotskyste

Autant que nous puissions connaître votre concept de construction d'une fraction trotskyste, nous l'estimons fondamentalement juste. La base programmatique encore insuffisante et l'unification politique d'une part et les forces réduites d'autre part justifient un regroupement international souple avec une coordination et des décisions unanimes par les groupes isolés.

Comme but prioritaire d'un courant international souple, nous voyons l'élaboration progressive de documents programmatiques comme base d'une uniformisation politique croissante. Des résolutions actuelles et politiques communes ne viendraient par contre qu'en second rang. Cela signifie, pour nous, petit groupe nou-

vement fondé, que nous voulons clarifier dans la discussion internationale avec vous d'abord des questions programmatiques et que nous ne serions prêts qu'à partir d'un certain accord politique à élaborer des résolutions politiques actuelles.

Nous espérons que vous trouvez juste cette échelle de priorité. Comme préparation à une discussion orale nous trouvons sensée une discussion écrite sur nos thèses sur la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Internationale et vos 21 thèses. Comme annoncé, nous vous envoyons avec cette lettre notre critique et nos questions sur vos 21 thèses. Nous devrions en conclusion établir en commun la procédure suivante. Pour venir vous visiter, nous préférons la période fin mai/début juin. Donnez nous svp une réponse courte si cette manière est pour vous possible et acceptable.

Salutations révolutionnaires.



Der Neue Kurs Nr.1 erschienen, die Nummer hat einen Umfang von 40 Seiten und kostet 2,50 Euro  
Die Fraktion zur Rettung der GRA



Le Manifeste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe est disponible en allemand, en espagnol, en anglais, en turc et en français auprès des militants de la GRA-Fraktion et du Groupe Bolchevik. Le prix est de 2 euros pour un envoi par la poste.

# COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

## RÉPONSE AU GRA / AUTRICHE

Le 28 juillet 2006

Chères camarades et chers camarades du Gruppe für revolutionäre arbeiterinnenpolitik,

### Les 21 points de 2003 ne sont pas le dernier mot du Collectif

Le 16 février, le GRA a adressé au Collectif révolution permanente une lettre détaillée qui porte en grande partie sur l'Appel d'août 2003 du Collectif à une conférence internationale. Vous nous aviez communiqué auparavant vos thèses sur la 4<sup>e</sup> Internationale. Veuillez excuser notre lenteur à vous répondre, qui tient à l'extrême faiblesse de l'appareil du Collectif et aussi à nos insuffisances linguistiques.

Comme vous le savez, notre regroupement international est issu d'un rapprochement, sous l'impact de la crise révolutionnaire argentine, de fragments venant de trois traditions différentes : le Comité international de la 4<sup>e</sup> Internationale trotskyste de 1953 (GB France), le SIQI révisionniste pabliste de la même époque via sa branche moréniste (GOI-CI Chili, LOI-CI Argentine) et le courant cliffiste via la LICR proclamée en 1989 à partir du travail international d'un groupe britannique qui s'était dégagé du révisionnisme cliffiste (CWG Nouvelle-Zélande, LM Pérou). Le travail commun a abouti à une déclaration sur l'Irak (janvier 2003) et à un « Appel aux trotskystes principaux et aux organisations ouvrières révolutionnaires » (août 2003).

À peine le Collectif était-il apparu sur la scène politique que la direction Munzer-Novak de sa plus grosse composante, la LOI-CI, a entrepris de détruire le groupe du Pérou, traité de polpotiste, puis de liquider le Collectif lui-même. La LOI a entraîné ses satellites du Chili et de Bolivie, ainsi que le CWG, dans un « Comité de liaison » qui abandonnait les 21 points. Le CL, constitué sans programme avec des groupes du Brésil, d'Argentine et de France partisans du front uni anti-impérialiste (qui avait été explicitement répudié dans l'Appel), vient de disparaître sans gloire, comme nous l'avions prédit à sa constitution (*Révolution Permanente* n° 1).

Face à la mise sur pied d'un « bureau de Buenos Aires » contre le Collectif, à l'adaptation au nationalisme panlatino et aux calomnies morénistes, nous avons su tirer quelques leçons pour l'avant-garde : polémique de LM contre la LOI-CI sur la perspective de regroupements de type Zimmerwald délibérément centristes, thèses du GG sur la bureaucratie ouvrière et l'aristocratie ouvrière, réponse du GB au POR Argentine et à la FT Brésil sur le Comité de liaison sans programme.

Le Collectif a survécu à cette première crise. D'abord, il s'est délimité plus précisément (charte de *Révolution Permanente*), il a élaboré des documents sur plusieurs aspects de la lutte des classes mondiales : attentats de

Londres, émergence de formes soviétiques en Bolivie, émeutes dans les quartiers pauvres de la France, multiplication des Etats en Europe et tentative de doter l'UE d'une constitution, défense de l'Iran contre les menaces d'intervention militaire... Ensuite, les groupes qui le composent sont tous intervenus, à la mesure de leurs moyens, dans la lutte des classes à l'échelle locale. Enfin, il a noué des liens avec des révolutionnaires grecs qui déboucheront, nous l'espérons, sur l'intervention du Collectif révolution permanente dans ce pays.

Nous laissons à l'histoire les instructifs débats entre le Groupe bolchevik et la LOI-CI qui ont débouché sur l'adoption des 21 points et de leur préambule. Le Grupo Germinal Etat espagnol, qui est issu comme le GB du CI de la 4<sup>e</sup> Internationale constitué par James Cannon, Marcel Bleibtreu, Gerry Healy and Peng Shuzhi (puis du combat de Stéphane Just), a adhéré ultérieurement au Collectif avec sa propre appréciation. Trois ans après son adoption, toutes les composantes du Collectif font une analyse critique de l'Appel. Par conséquent, le BP du Collectif considère l'Appel de 2003 et ses 21 points de délimitation comme partiellement dépassés. Cependant, nous acceptons volontiers d'en discuter avec le GRA, afin d'établir une base de principe qui nous permettra de combattre ensemble, dans la même organisation, révolutionnaire et démocratique.

Pour cela, nous répondrons au problème que vous placez en premier, comme le plus important, celui du programme (I), avant d'examiner les divergences que vous soulevez sur la période (II) et de traiter des questions de stratégie et de tactique que vous énumérez (III).

### I / Le programme du communisme et les programmes des communistes

Vous posez la question de savoir si le programme du Collectif est son Appel de 2003 *ou* le programme de 1938 :

*Vous parlez sans cesse de « votre programme »... Si, par la mention « notre programme », devait être entendu le programme de transition de 1938, nous avons un problème dont nous devrions discuter sérieusement. Si on mentionnait par là vos 21 thèses, nous avons aussi un problème, mais probablement seulement de terminologie. Car ces « accords programmatiques » ne remplissent pas selon notre opinion les exigences d'un programme.*

Nous ne savons pas ce que la direction de la LOI-CI entendait par « notre programme » ; en ce qui concerne le Collectif, quand nous parlons de « notre programme », nous désignons le programme *historique* du prolétariat, pas seulement les 21 points de 2003, pas seulement *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale* de 1938.

### 1. Notre discussion sera facilitée si nous distinguons le programme historique et les documents programmatiques formels

La méthode de Marx, qui est dialectique, le conduit souvent à employer des concepts de manière souple et mobile. En effet, il travaille des *rappports*, passant d'une contradiction à l'autre en fonction de l'objet de son étude et de la progression de l'analyse. Il en est ainsi de la plupart des catégories qu'il emploie : mode de production, forces productives, classe, parti, programme... Par exemple, quand Marx parle de parti, tantôt il l'entend au sens historique, comme l'expression consciente des travailleurs, tantôt il s'agit d'une organisation concrète existant à un moment donné. De même, le programme peut désigner quelque chose de plus large qu'un programme.

La théorie communiste, communément appelée « marxisme », obéit elle-même aux lois de la dialectique. Elle n'est pas invariante, apparue d'emblée sous sa forme parfaite et définitive, telle la déesse Aphrodite. La théorie communiste est née avec la lutte des classes moderne, elle se développe avec le renforcement numérique du prolétariat et avec l'actualité de la révolution socialiste qui découle lui-même du déclin historique du capitalisme, elle disparaîtra avec l'extinction des classes. S'il y a bien une unité du programme communiste au fil du temps, le programme formel de la 3<sup>e</sup> Internationale était plus avancé que celui de la 2<sup>e</sup> Internationale ; celui de la 4<sup>e</sup> Internationale représente un progrès (développement des revendications transitoires, défense de l'Etat ouvrier et nécessité d'une révolution politique en URSS, refus de tout bloc politique avec la bourgeoisie, adoption de la stratégie de la révolution permanente...). Le marxisme s'affirme sur un mode contradictoire, incorporant tel ou tel élément scientifique produit par d'autres corpus, retrouvant un élément oublié ou mal compris, combattant sans cesse ceux qui veulent l'édulcorer, le réviser.

Tout en sentant le problème (quand vous relevez à juste titre qu'il est incomplet et qu'il faut aussi le mettre à jour), vous avez tendance à réduire le programme au modèle du *Programme de transition* adopté à la conférence de fondation de la 4<sup>e</sup> Internationale. Il suffirait de garder la « méthode », c'est-à-dire la transition :

*La logique transitoire élaborée dans le programme de transition est pour nous la méthode centrale pour la constitution d'un nouveau programme révolutionnaire.*

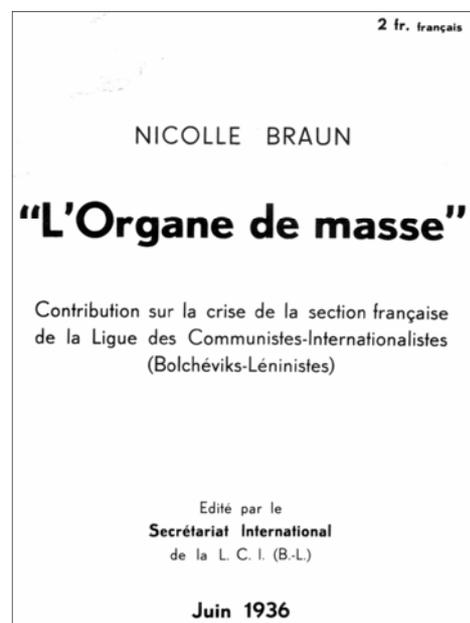
Le Collectif ne nie pas l'avancée qu'a représentée l'élaboration d'un programme de revendications pour passer de la situation objective du prolétariat au sein du capitalisme en déclin à la nécessité pour lui de prendre le pouvoir. Il ne nie pas non plus la nécessité de l'actualiser, 70 ans après son adoption. Mais il faut insister : *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale*, dit *Programme de transition*, n'était pas le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale, contrairement à une idée répandue dans le « mouvement trotskyste ».

### 2. Le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale (1933-1953) ne se bornait pas au « Programme de transition »

La 4<sup>e</sup> Internationale n'était pas dépourvue de tout programme avant 1938. En 1935, une fraction du GBL lança, après l'expulsion des bolcheviks-léninistes du PS-FIO, des « groupes d'action révolutionnaires » autour d'un prétendu « journal de masse » intitulé *La Commune*, sur une plateforme minimale, malgré la décision de la majorité de la section française et contre l'avis du Secrétariat international de la LCI (voir Nicolle Braun, *L'Organe de masse*, 1935, reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI* n° 53). Autrement dit, Raymond Molinier & Pierre Frank jetaient le programme par-dessus bord, ils refusaient de défendre l'entière du programme, dans l'espoir de gains rapides, une politique qui sera souvent imitée par les épigones de Trotsky. Dans une polémique avec les scissionnistes, Trotsky expliqua :

*Est-ce que nous nous sommes jamais préoccupés de la « prépondérance » d'organisation ? Il s'agit pour nous d'un programme, qui correspond à la situation objective. Si une autre organisation plus large que la nôtre accepte ce programme (non en paroles, mais dans les actes), nous sommes prêts à fusionner sans la moindre prétention de prépondérance. Voyez les Etats-Unis et la Hollande. Mais dans la lettre de P. Frank, dans toute sa pensée (comme dans le fameux appel de La Commune) il n'y a aucune mention du programme, et non sans raison : le programme, c'est un obstacle sérieux pour la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels, des pessimistes, des sceptiques et des aventuriers, et nous autres croyons que le programme détermine tout. (Léon Trotsky, *Lettre au comité central du Groupe bolchevik-léniniste*, 1935, in *Œuvres* t. 7, EDI, p. 197)*

Bien que Trotsky mentionne à plusieurs reprises dans sa lettre « le programme », il ne s'agit pas du *Programme de transition*, qui a été adopté trois ans plus tard ;



quand il dit : « le programme détermine tout », il fait allusion, à notre avis, au programme au sens large, au programme historique, à la substance de tous les documents formels adoptés par l'Opposition de gauche internationale puis la LCI (BL). Par exemple, le manifeste de la conférence d'alarme de la 4<sup>e</sup> Internationale tenue en 1940 mentionne bien que le programme était constitué de plusieurs documents :

*Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. (La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, GB, p. 33)*

Cette « série de documents » comprend à notre avis, outre le programme de transition, les autres résolutions issues de la conférence de fondation de la 4<sup>e</sup> Internationale en 1938 (*Manifeste aux travailleurs du monde entier, Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient, Appel pour la classe ouvrière espagnole...*), mais aussi les textes adoptés précédemment. Sans parler de l'Opposition de gauche russe, ceux de la réunion internationale de l'OGI de 1930 ; la *Déclaration des 4* (OGI, SAP, RSP et OSP) de 1933 et la *Lettre ouverte* de 1935 ; les documents adoptés par la conférence de 1936 ; ceux de la conférence internationale de la jeunesse de 1938 et ceux de la conférence d'alarme de 1940.

Enfin, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale*, dit *Programme de transition*, n'est pas même pas un véritable programme... si on se réfère à d'autres propos du rédacteur du projet lui-même :

*Il ne s'agit pas encore du programme de la 4<sup>e</sup> Internationale. Le texte ne contient ni la partie théorique, c'est-à-dire l'analyse de la société capitaliste et de son stade impérialiste, ni le programme la révolution socialiste proprement dite... Le vrai programme de la 4<sup>e</sup> Internationale devrait être élaboré par une commission spéciale créée par la conférence. (Léon Trotsky, Lettre à Rudolf Klement, 1938, Œuvres t. 17, ILT, p. 135)*

Le manifeste de 1940 était plus adapté à la nouvelle situation car il traçait un programme pour la guerre mondiale, en lien avec le programme historique du prolétariat. Il présente un autre mérite, celui de résumer ce programme historique en quelques mots seulement :

*Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (Léon Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, GB, p. 33)*

Les épigones ont souvent cité tel ou tel passage du programme de 1938 pour couvrir leur révision et leur opportunisme ; ils ne se réfèrent presque jamais au dernier texte programmatique adopté par la 4<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky.

### 3. Aucune internationale communiste révolutionnaire ne peut émerger du mouvement antimondialisation

Nous nous accordons sur un point décisif, la 4<sup>e</sup> Interna-

tionale est morte. Mais vous évoquez deux problèmes dans votre lettre qui sont, croyons-nous, des malentendus. Un au sujet d'un passage de la charte de *Révolution Permanente*.

*Il ne nous est pas très compréhensible ce que vous voulez exprimer par la phrase suivante de la charte : « Quel que soit son nom, ce sera la cinquième Internationale Ouvrière. »*

Le Collectif estime, comme vous, que la meilleure formulation est actuellement « Internationale ouvrière révolutionnaire » et non « 5<sup>e</sup> Internationale » pour deux raisons au moins : le nom de « 4<sup>e</sup> Internationale » ne satisfaisait pas Trotsky (il préconisait « *Parti mondial de la révolution socialiste* ») ; le Collectif estime que la nature des forces qui constitueront l'IOR est une question ouverte.

La remarque de la Charte n'a pour fonction que d'affirmer l'héritage et la filiation du Collectif, une façon de nous délimiter de l'anarchisme, de la social-démocratie et du stalinisme. Le principal reproche que nous faisons à Workers power Grande-Bretagne et à l'ex-LICR n'est pas qu'ils affichent leur volonté de créer une « 5<sup>e</sup> Internationale », mais de régresser vers le cliffisme et d'entretenir la confusion et l'opportunisme quand ils prétendent fonder une nouvelle internationale ouvrière sur la base... du Forum social !

*Des larges mobilisations contre les institutions financières internationales, les contre-sommets continentaux, les actions transfrontalières et les journées d'action simultanées appelés par les Forums sociaux, avec de dizaines de milliers de participants, ont changé les formes de la lutte des classes. (L5I, Forward to the Fifth International! 2003)*

La L5I devient totalement ridicule quand elle explique que la solution à la question basque passe, non par un parti révolutionnaire et des soviets, mais par le Forum social présentée comme une nouvelle organisation ouvrière (sic) :

*De nouvelles organisations de la classe ouvrière et de la jeunesse anticapitaliste sont nécessaires pour mener ensemble les luttes nationales, démocratiques et sociales. De telles organisations sont déjà construites dans toute l'Europe et en Espagne, ce sont les forums sociaux. (Fifth International n° 2, mai 2004, p. 70)*

Malgré l'étiquette différente, la L5I converge avec la 4<sup>e</sup> Internationale pabliste version Mandel. Le trait commun est l'apologie d'une sorte de front unique anti-impérialiste, le « Forum social mondial ». En fait, le FSM est une coalition aussi bavarde qu'impuissante entre la bureaucratie castriste, les partis et les syndicats réformistes d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe d'une part, les partis écologistes, l'Église catholique, des ONG financées par les États impérialistes d'autre part. Le but du FSM est l'aménagement du capitalisme et en particulier la réforme des institutions capitalistes internationales (OMC, FMI, BM). Cette orientation a conduit le groupe WP à signer avec le SWP Grande-Bretagne, la LCR France et le PRC Italie un appel... aux gouvernements impérialistes européens :

LÉON TROTSKY



LA GUERRE IMPÉRIALISTE  
ET LA RÉVOLUTION  
PROLÉTARIENNE  
MONDIALE  
1940

À tous les citoyens d'Europe et à leurs représentants... Les voix qui se solidarisent avec le peuple irakien n'ont aucune chance d'être entendues par la Maison-Blanche. Mais nous avons encore la possibilité d'influencer les gouvernements européens puisque beaucoup sont oppo-

sés à cette guerre. Nous lançons donc un appel en direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre. (Rouge, 19 septembre 2002)

Comme les réformistes, WP s'adresse aux « citoyens » et leur affirme que l'ennemi principal n'est pas n'est pas dans leur propre pays. Voilà ce qui sépare le Collectif révolution permanente de la Ligue pour la 5<sup>e</sup> Internationale.

La perspective d'une 5<sup>e</sup> Internationale basée sur les « forums sociaux » vient de s'achever sans gloire par l'explosion récente de WP Grande-Bretagne et de tout son courant international. Le Collectif s'est adressée à la fraction qui tente de s'extirper de cette impasse pour aider le maximum de militants en tirer les leçons et leur offrir une perspective bolchevik.

L'autre problème que vous soulevez concerne deux passages de l'Appel de 2003 :

*Incompréhensible est pour nous la formulation dans « l'appel » : « le regroupement des forces saines du mouvement ouvrier et particulièrement de celles qui se revendiquent de la continuité du trotskysme et de la IV<sup>e</sup> Internationale est indispensable ». Nous trouvons également dans les 21 thèses une formulation semblable: « Nous réaffirmons la pertinence du léninisme et du trotskysme, du programme de la 4<sup>e</sup> Internationale comme prolongement et actualisation de celui de la 3<sup>e</sup> Internationale de Lénine et de Trotsky, cette école de stratégie révolutionnaire. »*

La première phrase, qui figure dans le préambule (supplément à *Révolution Socialiste*, septembre 2003, p. 3) est en effet fautive sous un angle. Il n'y a pas, pour le Collectif, de continuité *organisationnelle* avec la 4<sup>e</sup> Internationale : elle est morte comme centre international et aucune section n'a survécu à l'adoption de positions révisionnistes par sa direction Pablo-Mandel en 1951 et à l'éclatement consécutif de 1952-1953.

Par contre, nous ne voyons rien à redire à la seconde phrase, tirée du point 16 (*Révolution Permanente* n° 1,

p. 10). L'expression « l'école de la stratégie révolutionnaire » est une appréciation –à notre avis pertinente– qui est reprise de Trotsky. Par contre, le « léninisme » et « trotskysme » sont des termes approximatifs ; d'ailleurs, le Collectif d'aujourd'hui se réclame précisément de la Ligue des communistes, du « parti Marx » de l'AIT, de l'aile gauche de l'Internationale ouvrière, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, de l'OGI de l'IC et de la 4<sup>e</sup> Internationale de 1933 à 1940 (Charte de 2005). Le « programme » de la 4<sup>e</sup> Internationale inclut donc pour nous le *Manifeste d'alarme*, autant que le *Programme de transition*.

La tâche est d'élaborer, sur la base de la théorie communiste, une plateforme capable de rendre compte des événements et des tâches d'aujourd'hui.

## II / Notre programme procède de la décadence du capitalisme

Vous demandez un éclaircissement :

*La crise du capitalisme est mentionnée dans les thèses très souvent et de façon très indifférenciée. De quelle sorte de crise s'agit-il ?*

En lien avec cette question, vous vous souciez de savoir si le Collectif reconnaît le développement des forces productives.

*Nous ne trouvons cependant en aucun endroit une indication que les forces productives aient pu continuer à se développer après 1945 –à l'encontre des attentes de Trotsky– dans les conditions impérialistes d'après-guerre. Il est par contre très souvent parlé de crise et dans votre représentation se laisse très bien suggérer une position : comme Trotsky l'estimait dans le programme de transition, le capitalisme se dirige continuellement vers sa crise finale depuis l'entre deux guerres et est absolument incapable de poursuivre le développement de ses forces productives. Nous ne voyons pas les choses ainsi, cette attente de Trotsky s'est révélée fautive.*

### 4. Le CRI France dénonce « les mythes et les fantasmes sur la décadence du capitalisme »

À ce propos, vous vous référez à des textes en français : *Une polémique entre le Groupe Bolchevik et le groupe français CRI a éveillé l'intérêt de certains d'entre nous.*

Les discussions politiques sérieuses, soit établissent une base programmatique pour le travail en commun et la fusion, soit démontrent à l'avant-garde que le refus de la part des centristes d'avancer avec les bolcheviks tient à leur dépendance à l'égard des courants nationalistes ou des bureaucraties ouvrières. Le GB France a tenté de travailler en commun pour fusionner avec le CRI France sur la base des 21 points. Celui-ci a refusé, non pour une question de « forces productives », mais à cause de ses petites affaires syndicales, de ses liens avec des staliniens et, en dernière analyse, avec l'Etat bourgeois.

Le CRI est un petit groupe prétentieux, malgré (ou à cause de) sa composition sociale totalement petite-

bourgeoise. Quelques élèves en histoire et en philosophie d'une des « grandes écoles » françaises (l'ENS) ont adhéré à la fin des années 1990 à l'aile droite du prétendu « mouvement trotskyste » français, qui n'est pas réputée pour attirer beaucoup de jeunes qui cherchent la voie de la révolution. Au sein du CCI-PT, ces jeunes intellectuels n'ont nullement mené une bataille contre le réformisme et le social-patriotisme, contre l'adaptation à la bureaucratie syndicale de FO et contre les liens avec des partis bourgeois, à savoir les alliances avec le MRC (sans parler de relations plus douteuses encore : un fondateur du PT, Alexandre Hébert, a donné à cette époque une entrevue à un journal du Front national). Ils ont rompu avec le CCI et le PT *sur la droite*, à partir d'une discussion académique sur... les forces productives.

Quand il est apparu sur la scène politique, le CRI a arboré des positions verbalement radicales, à gauche de la maison-mère lambertiste. Pour ces raisons, le GB a manifesté une grande souplesse à l'égard du CRI. En 2003, il a invité le CRI à sa 2<sup>e</sup> conférence et a mis en contact ce groupe, qui menait une existence étroitement nationale, avec les représentants de LM Pérou et de la LOI Argentine qui participaient à la conférence.

Mais le CRI a refusé le travail en commun avec le Groupe bolchevik sur les mots d'ordre de front unique ouvrier lors du mouvement contre la diminution des pensions de retraite (comme en Autriche et en Allemagne au même moment) qui a éclaté aussitôt après la conférence, en mai et juin 2003. Il a refusé de cosigner l'Appel en 21 points, en recourant contre l'Appel à toute une série d'arguments puisés dans toute la gamme des révisionnismes, y compris la reprise des positions de la fraction Burnham-Shachtman de la section américaine (contre qui Trotsky avait mené son dernier combat politique). La polémique du GB, dont vous isolez un aspect, était une *défense du programme* contre ce courant centriste.

Au plan international, après avoir rallié le Comité de liaison mis en place par la LOI contre le Collectif, le CRI n'a en 2006 de relation qu'avec le POR Argentine, un groupe loriste qui, tout en ayant rompu avec le POR Bolivie, défend toujours le legs opportuniste de cette variante du pablisme (front uni anti-impérialiste, syndicalisme des policiers...).

Trotsky a expliqué le centrisme de Sneevliet par le versement de subventions de l'Etat néerlandais au syndicat « rouge » qu'il dirigeait. Les erreurs du CRI ne sont pas seulement idéologiques, elles ont des racines syndicales et financières que le GB n'a découvertes que progressivement. Rétrospectivement, le refus du CRI de travailler avec le Collectif et le groupe français vient qu'il lui aurait fallu rompre d'autres liens auxquels il était bien plus attaché, avec une fraction du PCF et, au-delà, avec l'appareil d'Etat. Au moment où le groupe français du Collectif lui ouvrait sa conférence, en avril 2003, le CRI préparait, sans rien en dire au Groupe bolchevik ni aux autres constituants du Collectif, le lancement d'un syndicat étudiant supplémentaire. Ce petit syndicat, la Fé-

dération syndicale étudiante (FSE), proclamé en septembre 2003, résulte d'un bloc entre le CRI et la fraction de l'UEC et du PCF hostile à l'adhésion à l'UNEF, le syndicat traditionnel étudiant qui est contrôlée par le PS. La FSE est subventionnée par la 5<sup>e</sup> République, comme tous les autres syndicats étudiants (l'UNEF, SUD Etudiants, Confédération étudiante), grâce à sa participation aux organes de gestion de l'université.

Voilà pour le Groupe bolchevik l'explication de la campagne enthousiaste du groupe CRI pour le Non au référendum aux côtés du PCF en 2005 ; voilà pour le Collectif la source du fantasme du CRI d'un développement des forces productives « *dans des proportions gigantesques* » qu'il partage avec le PCF et qui débouche sur le mythe de l'éternelle jeunesse du capitalisme : *Il est indispensable, pour qui veut progresser dans la construction du parti marxiste, de rompre définitivement avec les mythes et les fantasmes sur la « décadence du capitalisme »...* (CRI, Contribution, 2003, point 2.A.a)

## 5. Si la possibilité du socialisme réside dans le développement préalable des forces productives, sa nécessité procède de leur contradiction avec les rapports de production existants

La cellule centrale du GB avait fait disparaître du premier point du projet d'Appel de 2003 l'antienne : « *les forces productives ont cessé de croître* » pour la remplacer par le passage que vous approuvez dans votre lettre.

La formulation adoptée dénonce à juste titre les idéologues sociaux-démocrates, staliniens et centristes qui prêtaient la capacité à l'Etat capitaliste de réguler l'économie. Les prédécesseurs du CRI (Max Shachtman & Felix Morrow, Tony Cliff & Michael Kidron, Ernest Mandel & Henri Weber...) révisèrent ainsi le marxisme dans un de ses aspects essentiels.

*Les contradictions des rapports de production capitalistes : valeur d'usage et valeur d'échange, marchandise et argent, achat et vente, production et consommation, capital et travail salarié, etc. prennent des dimensions d'autant plus grandes que se développe davantage la force productive.* (Karl Marx, *Théories sur la plus-value*, 1861-1863, Editions sociales, t. 3, p. 58)

Si les rapports de production désignent les relations des humains pour produire ce qui leur est nécessaire (ces rapports étant devenus, depuis la préhistoire, des rapports *de classe*) et si les forces productives décrivent le rapport de l'humanité à la nature (dont le niveau mesure la capacité de l'espèce à créer elle-même de quoi satisfaire ses besoins), ils sont eux-mêmes en relation, puisqu'ils sont deux formes du travail social. Les forces productives et les rapports de production d'une formation sociale ne sont pas séparées, ni arbitraires. Ils interagissent, tantôt en conjonction, en correspondance, tantôt en contradiction, en opposition.

*Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires,*

*indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.* (Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859, Editions sociales, préface, p. 4)

Avant la domination du capitalisme sur la planète, brisant les rapports sociaux traditionnels (correspondant à un faible niveau des forces productives), généralisant la grande industrie (qui permet la production en masse) et instaurant le marché mondial (qui met pour la première fois en relation toutes les parties de l'humanité), le communisme ne pouvait être qu'une utopie. Le communisme est possible grâce au développement et à l'internationalisation des forces productives qu'a permis le capitalisme.

Mais pour les développer jusqu'au point de l'abondance, pour satisfaire les besoins sociaux, il faut en finir avec les rapports de production capitalistes qui les entravent, les réduisent et les détruisent périodiquement par le biais de crise économiques et de guerres.

*Les forces productives engendrées par le mode de production moderne sont entrées en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toute différence de classe, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr.* (Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, 1877, Editions sociales, 2<sup>e</sup> partie, ch. 1, p. 186)

La décadence objective du capitalisme annonce l'actualité du socialisme :

*L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur.* (Vladimir Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, Editions en langues étrangères de Pékin, ch. 7, p. 104-105)

Et le marxisme est, n'en déplaise au CRI France et à tous ses prédécesseurs, une théorie de la décadence du capitalisme :

*Si l'économie politique a pour tâche et pour objet d'expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste, elle doit, par une conséquence inéluctable, dévoiler les lois du déclin du capitalisme, car tout comme les formes économiques antérieures, elle n'est pas éternelle, mais représente seulement une phase historique passagère, un degré dans l'échelle infinie de l'évolution sociale. La théorie de la montée du capitalisme se transforme logiquement en théorie de la décadence du capitalisme, la science du mode de production du capital en fondement scientifique du socialisme, le moyen théorique de domination de la bourgeoisie en arme de la lutte de classe révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat.* (Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, 1907-1917, Anthropos, ch. 1, point V, p. 65)

Il revient à un produit de la domination du mode de production capitaliste, la classe ouvrière, de mener à bien la révolution, d'abolir les frontières nationales et d'ouvrir la perspective du communisme.

## 6. Un pronostic politique ne saurait prétendre à la même exactitude qu'un pronostic astronomique

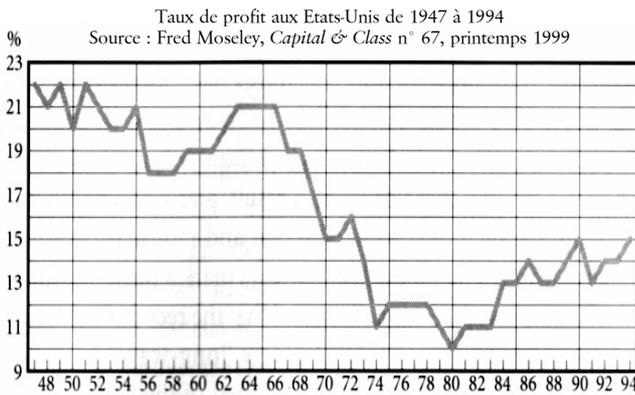
Vous invoquez la responsabilité de Trotsky dans les erreurs de jugement de la 4<sup>e</sup> Internationale sur l'économie d'après la Seconde guerre mondiale.

Dans tous les domaines, il est commode de faire preuve de sagesse *après* les événements. En règle générale, il n'est pas surprenant que les révolutionnaires se montrent optimistes sur les échéances de la révolution et pessimistes sur l'avenir immédiat du capitalisme. Pour des raisons symétriques, les opportunistes sont tout autant optimistes sur l'avenir à moyen et à long terme du capitalisme. Marx et Engels ont attendu la crise économique toutes les années 1850. Lénine n'a enregistré le reflux de la révolution de 1905 qu'en décembre 1907.

*Les pronostics d'Engels sont toujours optimistes. Il n'est pas rare qu'ils devancent la marche des événements. Peut-on concevoir, cependant, un pronostic historique qui, selon l'expression française, ne brûle pas quelques étapes intermédiaires ?* (Léon Trotsky, *Journal d'exil*, 1934-1935, Gallimard, p. 47)

Les formules ont leur utilité, pour les communistes, comme résumé d'une ligne. Aucun slogan ne doit se substituer à la réflexion collective, à l'élaboration d'une orientation basée sur une vision lucide de la conjoncture économique et politique. Ainsi, une série d'organisations, comme le Club-SLL-WRP et le PCI-OCI-PCI, qui avaient résisté à la liquidation de la 4<sup>e</sup> Internationale et de ses sections par Pablo & Mandel, Moreno & Hansen, se sont arc-boutées dogmatiquement sur un passage du début du programme adopté en 1938 :

*Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne ont globalement atteint le point le plus élevé qui*



puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité stagnent. (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale*, 1938, GB, p. 5, la version française répandue par le CCI-PT, LO et la LCR est fautive, pour ces deux phrases et quelques autres)

Le danger du dogmatisme est que la direction ne sache pas avancer quand vient le moment de l'offensive ni reculer quand vient le moment de la défensive, qu'elle peut transformer l'organisation en secte tout en étant tentée de recourir à des raccourcis, par impatience devant la marche trop lente des événements. À la moitié des années 1970, Gerry Healy s'est vendu littéralement à Kadhafi et à Hussein pour financer son quotidien prématuré, tandis que, à la moitié des années 1980, Pierre Lambert a mis l'organisation qu'il contrôlait au service de la bureaucratie syndicale de FO issue de la guerre froide. Les deux partis l'ont payé chèrement et ont, sous des formes différentes, disparu.

Personne ne peut savoir comment Trotsky aurait analysé la reprise économique et l'expansion prolongée qui a suivi. Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'il n'avait pas besoin de camoufler ses combines par un radicalisme de façade, comme Lambert, Healy, Moreno, Grant et compagnie. D'une part, il convenait que ses formulations sur l'économie capitaliste étaient rudimentaires :

*Le premier chapitre n'est qu'une suggestion et non une formulation complète.* (Léon Trotsky, *Compléter et appliquer le programme*, 1938, in Trotsky, *Discussions sur le programme de transition*, LC, p. 20, cette discussion du 7 juin 1938 avec des cadres du SWP ne figure pas dans le tome 18 des *Œuvres*)

D'autre part, ni Lénine, ni Trotsky n'ont jamais pensé qu'il y avait des crises insurmontables pour le capitalisme, quitte à ce que les masses payent un lourd prix à sa survie.

*Abordons la crise révolutionnaire, base de notre action révolutionnaire. Ici, il faut avant tout noter deux erreurs très répandues. D'une part, les économistes bourgeois représentent cette crise comme un simple malaise... D'autre part, des révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue. C'est une erreur. Il n'existe pas de situation absolument sans issue.* (Vladimir Lénine, *Rapport sur la situation mondiale et les tâches de l'IC*, 1920, *Œu-*

*res* t. 31, p. 233)

*La bourgeoisie peut-elle s'assurer une nouvelle époque de croissance capitaliste ? Nier une telle possibilité, compter sur une « situation sans issue » du capitalisme serait simplement du verbalisme révolutionnaire.* (Léon Trotsky, *Critique du programme*, 1928, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, t. 1, p. 159)

De la même manière qu'il faut distinguer parti historique et organisation politique formelle, programme du communisme et documents programmatiques formels, il faut distinguer le déclin historique du capitalisme (la crise structurelle) de ses crises financières et économiques répétées (les crises conjoncturelles) même si les deux se rejoignent dans les grandes crises économiques (1929, 1973) et les guerres mondiales (1914, 1939).

## 7. Les traits de putréfaction lors de précédente phase de croissance économique

Or, la période de relative prospérité capitaliste de la fin des années 1940 au début des années 1970 a eu pour condition une destruction colossale des forces productives lors de la crise économique puis la guerre interimpérialiste.

La fin de tout rôle progressiste de la bourgeoisie a son pendant idéologique : le rationalisme des Lumières du 18<sup>e</sup> siècle et le scientisme du 19<sup>e</sup> siècle ont laissé de plus en plus place au pessimisme et à l'obscurantisme. Ses universitaires et ses politiciens tendent à se stériliser dans la philosophie post-moderniste et l'économie néo-classique, à ranimer le malthusianisme (sous forme d'écologisme) et à régresser dans les religions (et même l'astrologie dans le cas de Reagan et de Mitterrand).

Certes, le capitalisme a bénéficié d'un sursis historique, à cause des reculs et des massacres du prolétariat résultant du fascisme et de la guerre et, par-dessus tout, à cause des trahisons par la bureaucratie du Kremlin, son appareil internationale et la social-démocratie de la vague de la révolution mondiale qui a débuté en 1943. Il en a résulté une nouvelle phase d'accumulation du capital, incluant un certain développement des forces productives, dont l'extension numérique et géographique du prolétariat. Cependant, la contradiction entre forces productives et rapports de production n'est pas supprimée, mais portée à un niveau supérieur comme le montraient des trotskystes comme Gérard Bloch, Cliff Slaughter, Stéphane Just ou Tom Kemp.

En particulier, la production et l'amélioration des techniques ont recouvert de plus en plus de véritables forces destructives avec la recherche scientifique de plus en plus orientée vers des fins militaires et avec la production d'armements à grande échelle. Marx en avait l'intuition :

*La grande industrie créa une masse de forces productives pour lesquelles la propriété privée devint tout autant une entrave que la corporation en avait été une pour la manufacture et la petite exploitation rurale une autre pour l'artisanat en voie de développement. Ces forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles devien-*

## Taux de croissance du PIB 1820-1998, moyenne annuelle

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998
<b>France</b>	<b>1,27</b>	<b>1,63</b>	<b>1,15</b>	<b>5,05</b>	<b>2,1</b>
<b>Allemagne</b>	<b>2,01</b>	<b>2,83</b>	<b>0,3</b>	<b>5,68</b>	<b>1,76</b>
<b>Italie</b>	<b>1,24</b>	<b>1,94</b>	<b>1,49</b>	<b>5,64</b>	<b>2,28</b>
<b>Royaume-Uni</b>	<b>2,05</b>	<b>1,90</b>	<b>1,19</b>	<b>2,93</b>	<b>2</b>
<b>Europe occidentale</b>	<b>1,65</b>	<b>2,10</b>	<b>1,19</b>	<b>4,81</b>	<b>2,11</b>
<b>Europe de l'Est</b>	<b>1,36</b>	<b>2,31</b>	<b>1,14</b>	<b>4,86</b>	<b>0,73</b>
<b>Ex-URSS</b>	<b>1,61</b>	<b>2,4</b>	<b>2,15</b>	<b>4,84</b>	<b>-1,15</b>
<b>Etats-Unis</b>	<b>4,20</b>	<b>3,94</b>	<b>2,84</b>	<b>3,93</b>	<b>2,99</b>

Source : Angus Maddison, *L'Economie mondiale*, OCDE, 2001

*nent pour la plupart des forces destructives et une foule d'entre elles ne peut pas trouver la moindre utilisation sous son régime.* (Friedrich Engels & Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845, ES, p. 58-59)

Durant la période qui va de la seconde guerre mondiale jusqu'à 1973, que les économistes bourgeois ont nommé après coup « les 30 glorieuses », les traits de « *putréfaction* » (Lénine) du début de la phase impérialiste se sont accentués : sous-développement, dépenses d'armements, couches sociales improductives, publicité, séparation entre actionnaires et « managers », etc.

Conformément aux analyses prémonitoires de Gérard Bloch, Shane Mage, Paul Mattick et Geoff Pilling, les lois du mode de production capitaliste étaient toujours à l'œuvre et ont entraîné une nouvelle baisse du taux de profit dès les années 1960, puis une crise économique mondiale en 1973.

8. Faute d'avoir pris le pouvoir à l'occasion de la crise des années 1960 - 1970, le prolétariat a reculé et a permis à l'accumulation du capital de se poursuivre

La vague révolutionnaire internationale des années 1960-1970 fut l'expression sociale et politique des contradictions économiques mondiales qui minent le capitalisme décadent. Cette vague révolutionnaire a de nouveau été contenue par les vieux appareils du mouvement ouvrier, par le nationalisme bourgeois sous des formes classiques (ANC Afrique du Sud...) et de plus en plus réactionnaires (islamisme en Iran...), par le nationalisme petit-bourgeois (guérillas castristes, BPP, ETA, IRA...), par le nouveau centrisme (incluant les épigones du trotskysme...).

La nouvelle prolongation obtenue par la bourgeoisie ouvrait la voie à un réajustement de sa domination de classe dont les précurseurs furent Thatcher et Reagan, à une contre-offensive tant à l'intérieur (défaites de la grève des mineurs britanniques et des contrôleurs aériens américains, démantèlement de la sidérurgie européenne...) qu' à l'extérieur (soutien aux islamistes en Afghanistan, aux contras au Nicaragua, intervention américaine directe à la Grenade, reconquête des Ma-

louines par l'armée britannique, pression militaire accrue sur l'URSS...). À cause de son incapacité à prendre le pouvoir, le prolétariat a subi le laminage de ses conquêtes antérieures et un renforcement du taux d'exploitation. La classe capitaliste a démantelé les centres de résistance du prolétariat par des privatisations, des restructurations et des réductions de taille des sites de production (malgré l'accroissement des groupes par des processus de fusions et d'acquisitions), des délocalisations dans le pays (vers le Sud aux Etats-Unis) ou à l'étranger, des remodelages des processus de production (automatisation, flux tendus, etc.).

Malgré la crise de 1973, une nouvelle vague de révisionnistes promet un long et bel avenir au capitalisme tout en mélangeant des concepts empruntés au *Capital* avec Walras, Kondratiev ou/et Keynes : régulation (Aglietta, Boyer...), structure sociale d'accumulation (Weisskopf, Bowles...), « marxisme analytique » (Roemer, Wright, Elster...) et, depuis 15 ans, globalisation financière et néolibérale (Negri, Chesnais, Duménil, Harvey, Desai...).

Les courants ancrés dans l'aristocratie ouvrière et liés aux bureaucraties ouvrières corrompues se bercent d'illusions sur une nouvelle expansion prolongée qui leur permettrait de mener les petites affaires auxquelles ils se sont habitués : campagnes électorales, manœuvres syndicales, soutien aux Forums sociaux, etc. Ils se leurrent. La crise mondiale de 1973 et les crises locales depuis, la multiplication des expéditions militaires de grande envergure et l'accroissement des rivalités impérialistes depuis les années 1990 annoncent que, si le prolétariat ne saisit pas ses prochaines chances, si les communistes contemporains se révèlent incapables de bâtir de véritables partis, les forces productives seront détruites à grande échelle dans une grande crise ou un nouveau conflit de grande ampleur.

Certes, le taux de profit a remonté au cours des années 1980 et des pays entiers se sont ouverts au capital. Cependant, la diminution relative (et parfois absolue) de la valeur de la force de travail limite aussi les débouchés des marchandises capitalistes. L'informatisation généralisée et le développement des télécommunications créent des vulnérabilités inédites des grands groupes

capitalistes (et des armées). Les investissements en moyens de transport, machines-outils, robots, ordinateurs, réseaux, etc. entraînent une augmentation de la part du capital constant et contribuent à l'augmentation de la composition organique du capital. En outre, les palliatifs utilisés par les Etats-Unis, les autres puissances impérialistes et le FMI pour contenir et surmonter les crises économiques locales récurrentes (dont la crise boursière de 2001 au centre de l'impérialisme) alimentent à leur tour les déficits américains et la spéculation mondiale qui grossissent encore la masse de capital qui prétend à une partie de la plus-value ou survaleur sociale. Or, celle-ci n'augmente pas à la même échelle, car elle est basée sur une proportion déclinante de capital variable, c'est-à-dire de travail vivant qui crée toute nouvelle valeur. Le taux de profit rechutera inévitablement bientôt...

Sans prendre en compte le mouvement d'ensemble du capital, plus contradictoire que jamais, votre insistance unilatérale sur le développement des forces productives présente un risque apologétique. Dans votre combat pour l'indépendance de classe et la révolution permanente au Venezuela, que mettez vous en avant ? Les réalisations du populisme à la Chavez ou plutôt ses limites et ses traits réactionnaires ? Le Collectif traite ainsi du capitalisme contemporain, sans isoler les « forces productives », sans en faire une question séparée.

Croyez-vous que la tâche des marxistes soit de proclamer comme les staliniens que le capitalisme engendre une merveilleuse « *révolution scientifique et technique* » ou l'accroissement « *dans des proportions gigantesques* » (CRI) des forces productives ? Depuis 1973, la croissance économique a ralenti, sauf en Chine. La création de richesses sociales porte l'empreinte du caractère périmé et réactionnaire du capitalisme : la prédominance des loisirs passifs et la consommation massive de psychotropes, le maintien du chômage de masse et de la misère pour une grande partie de la population mondiale, la spéculation et l'hypertrophie financière, la multiplication des frontières et le regain des tensions entre puissances impérialistes, la résurgence du cléralisme et de la xénophobie et l'extension de réseaux mafieux, les conflits interethniques et les interventions militaires impérialistes, la détérioration de l'environnement de l'espèce humaine et le gaspillage éhonté des ressources de la nature, etc.

## 9. La restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers est une défaite pour le prolétariat mondial

*Dans « l'accord programmatique », nous lisons que pour vous la Corée du nord, Cuba et la Chine sont toujours des Etats ouvriers bureaucratiques. Il nous intéresserait de connaître la justification de cette position.*

Si vous considérez que l'URSS, la Corée du nord, Cuba et la Chine ont été des Etats ouvriers, depuis quand ne le sont-ils les plus ?

Le CWG Nouvelle Zélande prétend que le pays où il intervient est un pays dominé. C'est contestable, mais nous n'avons pas eu le temps d'en discuter avec lui, car il a choisi de suivre la LOI-CI Argentine dans le CL puis la FLT, en avalant les calomnies sur ses camarades du CEMICOR du Pérou, en couvrant le nationalisme latino de Munzer et en mettant de côté sa propre hostilité à la perspective opportuniste de ranimer le cadavre de la 4<sup>e</sup> Internationale. La direction de la LOI considère que la Turquie est un pays impérialiste alors qu'elle clame que toute l'Amérique latine est dominée, mais elle n'a pas eu le temps de nous expliquer la différence entre la Turquie et le Brésil. Elle soutenait que le capitalisme a été restauré en Chine mais pas à Cuba, mais nous ignorons sa justification.

En Chine, le capital exploite de nouveau des millions de jeunes travailleuses et de jeunes travailleurs. La restauration du capitalisme est entamée depuis longtemps, depuis la mort de Mao, sous le slogan de « socialisme de marché » (sic) : zones spéciales, réintégration de Hongkong, remise de la terre aux agriculteurs, abandon du plan, fermetures d'entreprises étatiques, etc. Pour certains militants du Collectif, le processus est achevé, comme en témoigne l'adhésion de la Chine à l'OMC et les traits mentionnés précédemment ne sont que du capitalisme d'Etat. Pour d'autres, il est douteux que la bureaucratie chinoise en finisse avec les survivances de l'Etat ouvrier (entreprises industrielles publiques, fixation du taux de change, système bancaire non guidé par le profit, etc.) sans exploser, d'autant que l'unité du pays, que seule la révolution de 1949 avait assurée, est menacée. Pour tous, la Chine ne sera pas le moteur d'une vague d'expansion durable du capitalisme mondial, ni le rival des Etats-Unis.

La bureaucratie cubaine, économiquement étranglée depuis la disparition de l'URSS, y vient progressivement, en misant sur les impérialismes de l'Union européenne (en particulier l'Espagne) pour desserrer l'étreinte étatsunienne qui ne s'est pas relâchée. Le Forum social cher à la plupart des pseudo-trotskyistes est d'ailleurs un bloc entre bureaucratie de la Havane et secteurs de la bourgeoisie européenne qui correspond à la voie castriste de restauration du capitalisme. La Corée du Nord, exsangue, suit depuis peu la voie chinoise du « socialisme de marché », en autorisant des zones franches.

## 10. L'impérialisme américain tente de tirer les fruits de la destruction de l'URSS

La contre-offensive réactionnaire commencée contre le prolétariat britannique, victorieuse en RDA et en URSS, a aussi comporté une tentative de resserrement de la domination sur les pays dominés.

*Il nous intéresserait de savoir si vous pensez que l'impérialisme aspire de façon générale à une politique néocoloniale ou bien - comme nous le pensons - s'il envisage une politique d'occupation coloniale dans quelques Etats stratégiquement centraux, avant tout autour des gisements de pétrole au Moyen Orient, au*

*Caucase et pour des positions militaro-stratégiques (Afghanistan, Caucase)*

Nous pensons que « l'impérialisme » n'existe pas à proprement parler comme centre de décision. L'impérialisme est plutôt une phase de déclin du capitalisme dans laquelle les fractions les plus puissantes du capital, les bourgeoisies impérialistes, s'appuient sur leur Etat pour exploiter bien au-delà de leurs frontières nationales. Ces Etats sont, de façon générale, d'accord pour mettre au pas tout régime qui menace leur domination collective mais se trouvent aussi en rivalité - plus ou moins dissimulée - pour protéger leur bourgeoisie et ses groupes multinationaux contre la concurrence des autres firmes et les exigences des autres puissances. Le militarisme américain s'adresse, au-delà de ses cibles récentes (Afghanistan, Irak) à ses alliés. Sans oser le défier ouvertement, l'impérialisme français a préservé une certaine autonomie militaire, l'impérialisme japonais et l'impérialisme allemand réarmement. La guerre dans l'ex-Yougoslavie est un témoignage des rivalités entre France et Allemagne ; la deuxième guerre contre l'Irak est une preuve des tensions entre Allemagne, France et Russie d'un côté et Etats-Unis, Espagne, Italie, Pologne, etc. de l'autre.

Aucun Etat impérialiste n'a pour but d'occuper définitivement un grand pays lointain. L'impérialisme américain se contenterait de disposer de bases militaires et de régimes qui lui soient inféodés.

Mais la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie à l'échelle mondiale, entre les bourgeoisies dominantes et les classes propriétaires des pays dominés, entre les fractions nationales de la bourgeoisie impérialiste ne sont maîtrisables par aucun Etat, même le plus puissant, ni aucun organisme international qui résulte forcément lui-même de compromis entre Etats bourgeois. Les Etats-Unis ont financé, armé et instruit Ben Laden et ses réseaux qui se sont retournés contre lui. Ils ont supporté l'essentiel de l'effort qui a abouti à la capitulation de la bureaucratie du Kremlin. Or, ils n'en profitent qu'en partie, pendant que leur rival allemand et, dans une moindre mesure, l'impérialisme français, rebâtissent leurs positions en Europe centrale à l'abri de l'Union européenne. Ils se sont embourbés en Irak et, sans doute, en Afghanistan de même que l'impérialisme français, toutes proportions gardées, se retrouve en difficulté en Côte d'Ivoire.

Les bureaucraties réformistes, tant syndicales que politiques, soutiennent leur propre impérialisme qui est l'aube dans laquelle elles fourrent leur groin.

11. Le réformisme est-il un phénomène psychologique qui se déroule dans la tête des travailleurs ou est-il avant tout la pratique politique des bureaucraties ouvrières de l'époque impérialiste ?

*Nous partons du fait que dans les pays impérialistes durant les années de l'essor économique s'est établie une conscience réformiste profondément enracinée*

*dans les têtes de la classe ouvrière. Dans quelques pays comme par exemple l'Autriche, on peut à peine parler depuis des années d'un véritable mouvement ouvrier, il n'y a que des militants ouvriers passablement isolés. La masse des travailleurs s'est déshabituée du besoin d'informations, les réunions politiques ou syndicales sont - malheureusement - hors de leur horizon politique. A l'exception de l'année 2003, il y a eu chez nous peu de grèves dans les dernières décennies. Dans d'autres pays, particulièrement en France, il y a un mouvement ouvrier mais aussi une conscience réformiste profondément ancrée et des tendances réactionnaires (racisme, chauvinisme) dans la masse de la classe ouvrière. Ces faits, objectifs pour des révolutionnaires, ne sont pas pris en considération dans votre document.*

La restauration du capitalisme dans le seul pays où le prolétariat avait pris le pouvoir a contribué à la désorientation du prolétariat mondial. Les partis réformistes, qui n'ont jamais eu pour but la dictature du prolétariat (les partis travaillistes ou socialistes) et ceux qui l'ont trahie depuis longtemps (les anciens partis staliens) ont, pour la plupart, abandonné toute référence au socialisme. Nombre d'anciens courants guérilleros ont déposé les armes. Les organisations ostensiblement révolutionnaires des années 1960 et 1970 ont disparu ou ont évolué rapidement vers un centrisme de droite de plus en plus proche du réformisme, en particulier en Europe. Jamais la conscience de classe du prolétariat mondial n'a été aussi basse.

Vous nous mettez devant un « fait » qui serait une « conscience réformiste profondément enracinée ». Mais qu'entendez-vous par « conscience réformiste » ? Est-elle identique au racisme que vous mentionnez à la fin du même paragraphe ? Si l'explication de cette « conscience réformiste » réside dans « les années de l'essor économique », comment la « conscience réformiste » pourrait-elle rester « profondément enracinée » quand les travailleurs sont confrontés aux années du ralentissement économique et à ses conséquences : fin de la croissance du pouvoir d'achat, menace de licenciement, intensification du travail, déqualification de la jeunesse, précarité ?

Si vous voulez dire que, laissé à sa spontanéité, le prolétariat n'atteint pas, dans sa masse, la conscience de ses intérêts historiques, nous sommes d'accord. Le Collectif rejette vigoureusement « l'objectivisme » pabliste qui voudrait que la révolution puisse se dérouler victorieusement sans construction patiente d'un parti. Le morénisme (incluant son aile gauche, la LOI Argentine) est exemplaire de ce crétinisme spontanéiste qui confère à tout mouvement de masse un caractère révolutionnaire et aux masses en mouvement, y compris petites-bourgeoises, une conscience révolutionnaire.

Le parti n'est pas identique à la classe. Les communistes prennent au sérieux la force de la classe capitaliste, dont les idées sont les idées dominantes, car elles sont inculquées par l'appareil d'Etat et les appareils religieux, elles sont diffusées par les grands moyens de communication qui sont eux-mêmes aux mains de grands grou-

pes capitalistes.

*Toute domination par une minorité est socialement organisée d'une manière qui concentre la classe dominante, la rend apte à une action unifiée et, par là-même, désorganise et émiette les classes opprimées.* (Georg Lukács, *Lénine*, 1924, EDI, p. 98)

La désorganisation et l'émiettement de la conscience de classe repose, à l'époque de l'impérialisme, de plus en plus sur les agents de la bourgeoisie qui contrôlent les organisations constituées par la classe ouvrières dans la période précédente : mutuelles, coopératives, syndicats, partis... bref, le « réformisme » :

*La solidarité des « socialistes » réformistes avec « leur » bourgeoisie nationale respective constitue la pierre angulaire du réformisme.* (Thèses sur l'unité du front prolétarien, 1922, *Quatre premiers congrès de l'IC*, Maspero, p. 161)

Contrairement aux réformistes qui attribuent la responsabilité des défaites aux masses, les communistes dénoncent la trahison des appareils qui contrôlent actuellement les organisations ouvrières ; contrairement aux centristes qui ramènent le réformisme à des erreurs, les communistes le considèrent comme le résultat de la corruption des bureaucraties du mouvement ouvrier.

Vous citez à l'appui deux pays, l'Autriche et la France. Pour la France, vous mentionnez les « *tendances réactionnaires dans la masse de la classe ouvrière* ». Et alors ? N'y en avait-il pas en 1880 ? Pourtant, elles ne sont pas prises en considération dans le programme rédigé en commun par Marx, Engels et Guesde (*Programme du Havre*, Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la 3<sup>e</sup> République*, 1977, Payot, t. 2,

p. 399 - 400). N'y en avait-il pas en 1934 ? Le programme rédigé sur proposition de Trotsky qui a servi à préparer le *Programme de transition* ne s'intéresse pas beaucoup aux éléments arriérés :

*Le regroupement révolutionnaire du prolétariat s'effectuera par la délimitation d'une plateforme de classe conséquente, des fusions et des ruptures. Un tel développement du parti révolutionnaire du prolétariat dépend énormément de l'action propre de ses éléments les plus conscients...* (Pierre Naville, *Préface*, août 1934, *Programme d'action de la Ligue communiste, Les Cahiers du Cermtri* n° 53, p. 25)

Certes, dans la France contemporaine, Le Pen, le candidat du Front national a récolté 16,8 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle auxquelles il faut ajouter plus de 2,3 % pour son rival fasciste Mégret, du MNR. Les partis démagogues et xénophobes, du type FN ou FPÖ, obtiennent leurs succès en cherchant des boucs émissaires des difficultés de l'économie nationale. Leur terrain est le découragement des classes petites-bourgeoises et, dans une moindre mesure, de couches d'ouvriers et d'employés devant l'incapacité des gouvernements mis en place par les partis réformistes à améliorer leur sort.

Oui, le racisme contamine des travailleurs. Cela n'a pas empêché, trois ans après, une mobilisation de nombreux élèves, enseignants et parents d'élèves pour défendre les élèves et les étudiants étrangers qui sont « sans papiers », c'est-à-dire sans autorisation de séjour. Par exemple, en juin 2006, dans un quartier populaire de l'agglomération de Nantes, une pétition a recueilli 215 signatures de parents d'élèves d'une école maternelle de 4 classes pour le droit de rester en France d'une famille de Turquie qui a un enfant qui y est élève.

En Autriche, au tiers du 20<sup>e</sup> siècle, le prolétariat a été paralysé par sa direction social-démocrate, face à la menace fasciste. Après la victoire du fascisme en Allemagne, une contre-offensive du prolétariat autrichien pouvait encore inverser le cours de l'histoire.

*En s'engageant tout de suite sur la voie de la défense active, le prolétariat autrichien, soutenu par celui de tous les pays d'Europe, pourrait, en développant son offensive de façon conséquente et courageuse, arracher le pouvoir des mains de ses ennemis : le rapport des forces à l'intérieur garantit sa victoire. L'Autriche rouge deviendrait tout de suite un point d'appui pour les ouvriers allemands. Toute la situation se modifierait brutalement au profit de la révolution. Le prolétariat d'Europe sentirait qu'il représente une force invincible. Et il ne lui manque que cette conscience pour écraser tous ses ennemis.* (Léon Trotsky, *Projet de déclaration des délégués appartenant à l'Opposition de Gauche pour le Congrès de lutte contre le fascisme*, 1933, *Œuvres* t. 1, EDI, p. 97)

Or, après avoir retenu ses troupes en 1927 et en 1929, le SPÖ a continué à miser sur la démocratie bourgeoise, sur les politiciens bourgeois soi-disant démocrates. Etait-ce la faute de la conscience réformiste enracinée dans les têtes de la classe ouvrière ? Ou, *malgré* les

10-24. — 5-1616. LIBERTÉ — SOLIDARITÉ — JUSTICE 20 Juin 1880

# L'ÉGALITÉ

ORGANE COLLECTIVISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISANT LE MERCREDI

ABONNEMENTS : 1 an, 6 fr.   6 mois, 3 fr.   3 mois, 1 fr. 50 1 sem., 50 cent.	BUREAUX : 28, RUE ROYALE A SAINT-CLOUD BUREAU DE VENTE : 21, rue du Croissant	PREX DU NUMERO : 15 centimes Pour tous le France
---	---	--

## PROGRAMME ÉLECTORAL DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES

Considérant,  
Que l'association de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;  
Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils soient en possession des moyens de production ;  
Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :  
1° La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est destinée de plus en plus par le progrès industriel ;  
2° La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant,  
Que cette appropriation collective ne peut servir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — le prolétariat — organisée en parti politique distinct ;  
Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel unilatéral ainsi qu'instrument de dépense qu'il a été jusqu'ici en instrument d'immobilisation ;  
Les travailleurs socialistes français en demandant pour lui à leurs frères, dans l'ordre démocratique, le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme moyen d'organisation et de lutte d'entrer dans les élections avec le programme minimum suivant :

A. — Programme politique.

- 1° Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout de la loi contre l'Association Internationale des Travailleurs. — Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infirmité de l'ouvrier « à-d-tit du patron.
- 2° Suppression du budget des cultes et retour à la nation, « des biens dits de main-morte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses » (Décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annuaires industrielles et commerciales de ces corporations.
- 3° Armement général du peuple.
- 4° La Commune maîtresse de son administration et de sa police.

B. — Programme économique.

- 1° Répétition du lundi en inter-diction légale pour les employeurs de faire travailler le lundi. — Réduction légale de la journée de travail à 8 heures pour les adultes. — Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de 14 ans, et, de 14 à 18 ans, réduction légale de la journée de travail à 6 heures.
- 2° Minimum légal des salaires, déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées.
- 3° Égalité de salaires pour les travailleurs des deux sexes.
- 4° Instruction scientifique et technique de tous les enfants, mis pour leur instruction à la charge de la société représentée par l'État et par la Commune.



La Schutzbund, organisation d'auto-défense ouvrière

aspirations des travailleuses et des travailleurs conscients, était-ce une politique criminelle de l'appareil du parti réformiste, une couche corrompue par le parlementarisme, l'Etat bourgeois, le capitalisme ?

Alors que le prolétariat italien et le prolétariat allemand avaient été vaincus sans combat, il a fallu l'artillerie pour vaincre la résistance spontanée des ouvriers de Linz et de Vienne qui s'étaient armés en février 1934 contre les Heimwehern fascistes appuyés par la police. Ceci prouve qu'il ne faut pas confondre masses et direction : les chefs du mouvement ouvrier autrichien ont manifesté leur impuissance et leur couardise ; quoique militairement défaits, les travailleurs autrichiens ont sauvé leur honneur et écrit une page glorieuse de l'histoire du prolétariat mondial.

Plus récemment, n'y a-t-il pas eu en Autriche des mouvements de grève contre la privatisation du transport ferroviaire et contre la réforme des pensions ? N'y a-t-il aucun rapport entre la création de votre jeune groupe fin 2003 et ce renouveau de l'activité ouvrière de masse dans votre pays dans les mois qui précédèrent ?

### III / La révolution permanente aujourd'hui

Vous n'indiquez pas les conclusions pratiques que vous tirez de la théorie de « conscience réformatrice profondément enracinée », tout en soulevant un certain nombre d'interrogations sur l'application du programme au début du 21<sup>e</sup> siècle : sur le front uni anti-impérialiste, sur l'assemblée constituante en Bolivie, sur les forces sociales révolutionnaires en Palestine, le travail dans les syndicats.

#### 12. Pas de politique révolutionnaire sans lutte à mort contre les bureaucraties conservatrices et leurs flancs-gardes centristes

*À l'intérieur des syndicats nous luttons pour une fraction syndicale révolutionnaire pour donner aux syndicats aussi bien une direction révolutionnaire qu'un programme révolutionnaire. Ceci s'appuyant sur la méthode du Minority movement dans les syndicats britanniques du temps de Lénine. Voyez-vous cela ainsi ?*

Nous sommes d'accord avec cette perspective. Nous

l'avons pratiquée ces dernières années à la mesure de nos forces, partout où nous pouvions (SUTEP au Pérou, CGT, FO et FSU en France). Si nous condamnons les courants sectaires (comme les gauchistes de Révolution internationale, comme la « 4<sup>e</sup> Internationale » du WSWS, etc.) qui abandonnent la lutte dans les syndicats, nous sommes aussi opposés aux centristes qui créent leurs propres syndicats à côté des syndicats existants. Surtout si, comme la LCR France (avec les syndicats SUD et la confédération Solidaires) ou le CRI France (avec sa minuscule FSE), les syndicats de division participent et cogèrent de la même manière que les syndicats réformistes. Il faut aussi préciser que les regroupements syndicaux ne peuvent être un substitut à la construction du parti révolutionnaire (et de noyaux communistes dans les syndicats), comme Lambert l'a pratiqué si souvent avec des alliés douteux. Par-dessus tout, nous nous délimitons des centristes qui refusent d'affronter les bureaucraties corrompues, voire qui s'y intègrent.

*Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1938, GB, p. 12)*

Vous-mêmes, quelles conclusions politiques et organisationnelles tirez-vous, pour le travail dans les syndicats et pour la construction du parti, de la « conscience réformatrice profondément enracinée dans les têtes de la classe ouvrière » ? Comment faut-il « prendre en considération » ces « faits objectifs pour des révolutionnaires » ? Nous ne voyons que deux manières, qui ne conduisent ni l'une ni l'autre à une « politique ouvrière » : soit on constitue un cercle qui se cantonne à l'étude et à la propagande en attendant des jours meilleurs, soit on s'oriente vers un parti « large » adapté à l'arriération des travailleurs, soit sous la forme d'un parti réformiste ou nationaliste existant, soit en participant à sa création.

D'une part, vous semblez en retard de toute une période, en insistant sur le développement des forces productives au moment où celui-ci ralentit et aussi en découvrant au début du 21<sup>e</sup> siècle une « conscience réformatrice » qui découle de « l'essor économique » qui désigne probablement les années, révolues, d'après-guerre. D'autre part, vous vantez la « méthode » du Programme de transition, sans voir qu'il est justement fait pour répondre au problème que vous soulevez de manière séparée.

Des révolutionnaires misent sur l'opposition inévitable entre le prolétariat et la bourgeoisie et travaillent à l'édification du parti qui manque, dans les circonstances les

plus difficiles. D'ailleurs, c'est ce que vous faites en pratique : si aucune travailleuse ni travailleur autrichien ne s'intéresse à la lutte des classes, à la révolution et au communisme, à quoi bon votre discussion avec les noyaux bolcheviks des autres pays, à quoi bon polémiquer avec les centristes de votre propre Etat à propos d'un pays lointain, à quoi bon publier un bulletin, à quoi bon constituer un « *groupe pour une politique ouvrière révolutionnaire* » en Autriche ?

Des dialecticiens doivent s'attendre à des contradictions, à des inversions brusques, des communistes savent que la conscience des travailleurs est différenciée et changeante.

*La victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses ; en prenant comme point de départ le niveau donné de leur « maturité », il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant, de leur apprendre à se rendre compte que l'ennemi n'est absolument pas omnipotent, qu'il est déchiré de contradictions, que la panique règne derrière son imposante façade. Si le Parti bolchevik n'avait pas réussi à mener à bien ce travail, on ne pourrait même pas parler de révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution, et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles ou des livres dont le leitmotiv aurait été que seuls des visionnaires impénitents, pouvaient rêver en Russie de la dictature d'un prolétariat si faible numériquement et si peu mûr.* (Léon Trotsky, *Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?* 1939, *La Révolution espagnole*, Minuit, p. 561-562)

Notre document de 2003 a bien des défauts. En tout cas, s'il ne « *prend pas en considération* » l'arriération des travailleurs, il est en bonne compagnie. Peu de documents programmatiques s'y attardent. Par exemple, le *Manifeste du parti communiste* ne s'en prend guère aux ouvriers qui vont aux cérémonies religieuses, qui font travailler leurs enfants ou qui boivent trop d'alcool. Vous faites grand cas du *Programme de transition* dans votre lettre, mais vous semblez négliger le mode d'emploi qu'a fourni son auteur à ses camarades de la section américaine, le SWP :

*Le programme doit exprimer les tâches objectives des travailleurs plutôt que référer leur arriération politique.* (Léon Trotsky, *L'Arriération politique des travailleurs américains*, 1938, *Discussions sur le programme de transition*, LC, p. 20)

*Le problème n'est pas l'état d'esprit des masses, mais la situation objective, et notre travail est de mettre le matériel des masses en face de tâches qui sont déterminées par les faits objectifs et non par leur psychologie.* (Léon Trotsky, *Discussion sur le parti ouvrier*, 1938, *Œuvres* t. 17, ILT, p. 282)

Tout se résume à la question de la direction, à la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle internationale.

*La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale*, 1938, GB, p. 6)

### 13. Pour l'alliance du prolétariat, des autres travailleurs et de la jeunesse en formation

Vous avez parfaitement raison de relever qu'une position correcte sur la Bolivie exige de répondre à la question agraire. En particulier dans des pays comme le Pérou ou la Bolivie, la question de l'alliance avec la paysannerie reste essentielle.

*Nous devons promouvoir un « front unique » avec les organisations étudiantes et paysannes.* (Léon Trotsky, *Discussions sur la Chine*, 1935, *Œuvres* t. 6, EDI, p. 109)

L'accumulation du capital aboutit, à l'échelle mondiale, à poser à chaque fois la contradiction principale de notre époque à un échelon plus élevé, plus de capital contre plus de prolétariat. À l'échelle mondiale, une des conséquences les plus importantes est l'affaiblissement numérique de la petite-bourgeoisie traditionnelle (en particulier les paysans) et le renforcement numérique de la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens, etc.). Dans les pays avancés, les besoins de l'exploitation et de la cohésion sociale, ainsi que la pression des couches intermédiaires et du prolétariat pour l'instruction et la qualification, aboutissent à une situation nouvelle : une majorité de la jeunesse se forme au lieu d'être immédiatement exploitée.

Cependant, les formations sociales du début du 21<sup>e</sup> siècle portent des marques du déclin du capitalisme : énorme armée de réserve de l'économie (chômeurs) et déclin des effectifs industriels dans les pays impérialistes, multiplication des professionnels des corps de répression (armée, police, gardiens de prison, milices privées...) et de certaines couches petites-bourgeoises (professions libérales et surtout cadres dans les pays avancés, travailleurs indépendants dans les villes des pays dominés).

*La conservation artificielle des couches petites-bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue en rien les contradictions sociales. Au contraire, elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus malfaisante du pourrissement du capitalisme.* (Léon Trotsky, *90 ans de Manifeste communiste*, 1937, *Œuvres* t. 15, ILT, p. 235)

Les communistes doivent trouver des mots d'ordre pour répondre à cette situation : Alliance ouvrière et populaire ? Alliance de tous les travailleurs (salariés, indépendants et en formation) ? En tout cas, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier *et paysan* n'a plus de sens dans les pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Océanie et d'Asie où il y a désormais plus d'étudiants et même d'ingénieurs ou de médecins que de paysans travailleurs.

## 14. Il n'y a qu'un seul peuple opprimé en Palestine

*Nous trouvons absolument nécessaire d'ajouter que nous préconisons conjointement les pleins droits des travailleurs israéliens-juifs et que les travailleurs israéliens-juifs et palestiniens doivent combattre en commun contre leurs régimes réactionnaires respectifs et contre l'impérialisme mondial.*

Sauf problème de traduction, cette symétrie entre travailleurs palestiniens et juifs censés lutter contre leur régime réactionnaire respectif est fallacieuse. Certains ont tous les droits, d'autres n'en ont aucun. Elle débouche sur la solution des « deux Etats » de l'ONU et des puissances impérialistes.

Le Collectif convient que les mots d'ordre transitoires, voire des mots d'ordre démocratiques, joueront un grand rôle dans la mobilisation des masses sous hégémonie du prolétariat. C'est justement pourquoi ne nous ne mettons pas sur le même plan un *Etat oppresseur* (Israël) et un *peuple opprimé* (les Arabes de la Palestine). Aucun char palestinien n'a jamais été vu sur le territoire d'Israël, alors que l'armée sioniste sillonne toute la Palestine, y compris les ghettos de l'Autorité palestinienne, y terrorise les Arabes, détruit leurs cultures, leurs infrastructures et leurs habitations. S'il est vrai que seul le prolétariat de l'Asie de l'Ouest peut résoudre la question nationale, les travailleurs juifs d'Israël ne peuvent y jouer pleinement leur rôle que *s'ils parviennent à rompre avec le nationalisme juif*, alors que les travailleurs palestiniens doivent se porter à la tête de la lutte contre l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes de Palestine (ceux d'Israël et des Territoires) et les réfugiés palestiniens. Le Collectif ne cache pas qu'il est pour la destruction de l'Etat colonial, relais de l'impérialisme américain dans la région, comme condition préalable d'une Palestine où les Juifs athées ou israélites auront le droit de vivre tout autant que les Arabes athées, musulmans ou chrétiens dans le cadres de la fédération socialiste du Proche-Orient.

*Le Collectif révolution permanente soutient que seule l'unité des travailleurs de toute la région autour des Palestiniens opprimés dans Israël, dans les Territoires et dans les camps de réfugiés ouvrira la possibilité d'une Palestine tant pour les Juifs que les Arabes, laïque, démocratique et socialiste, qui ne sera viable qu'au sein de la fédération socialiste du Proche-Orient. (Libération des militants du FPLP ! 2006)*

Le Collectif récusé toute adaptation aux bourgeoisies impérialistes et à leur ONU qui conduit à la justification de l'Etat colonial d'Israël, toute adaptation à l'islamisme réactionnaire sous prétexte de front uni anti-impérialiste avec la bourgeoisie palestinienne et les régimes arabes (ou perse) du voisinage.

## 15. L'Assemblée constituante peut se transformer en nœud coulant autour du cou du prolétariat

*Faisant pendant -selon nous- au thème de la conscience*

*de la classe ouvrière votre position sur l'Assemblée constituante. Naturellement, nous la repoussons comme stratégie mais dans certaines situations elle est une tactique bonne et nécessaire. En Bolivie, vous l'avez repoussée parce que visiblement vous partiez de ce que la grande majorité des masses boliviennes avaient déjà rompu avec le réformisme et que la revendication d'assemblée constituante ne pourrait que les éloigner de la lutte pour le pouvoir. Quelques camarades du GRA ne voient pas les choses ainsi. Selon leur estimation les masses opprimées et exploitées de Bolivie qui vivent de façon isolée et extrêmement dispersée ont certes fait preuve d'énergie révolutionnaire mais n'ont pas encore rompu avec des illusions réformistes essentielles. La tactique de la constituante révolutionnaire aurait été pour ces camarades une possibilité de guérir les masses de leurs illusions réformistes.*

Les réformistes et les centristes aiment rappeler que Luxemburg avait critiqué la dissolution de l'Assemblée nationale par le Parti bolchevik. Ils oublient que, elle-même confrontée au nœud coulant démocratique que les dirigeants du SPD serraient autour du cou du prolétariat allemand et des conseils ouvriers, elle a écrit peu avant son assassinat par le gouvernement social-démocrate :

*L'Assemblée nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une cosse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le « peuple uni », sur la « liberté, égalité, fraternité » de l'Etat bourgeois. Celui qui, aujourd'hui, recourt à l'assemblée nationale, celui-là veut, consciemment ou inconsciemment, faire reculer la révolution jusqu'au stade historique des révolutions bourgeoises ; c'est un agent camouflé de la bourgeoisie... (Rosa Luxemburg, L'Assemblée nationale, 1918, La Vérité n° 515, février 1959)*

Le mot d'ordre temporaire d'Assemblée nationale ou constituante n'a de sens que dans les circonstances où la masse de la population, en particulier la majorité des petits-bourgeois, se voit dénier tout droit de peser sur la vie politique officielle par l'opresseur étranger ou par un régime autochtone autoritaire :

*Le mot d'ordre d'assemblée nationale -ou constituante- conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine*



Palestine, 2000

ou l'Inde. (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, 1938, GB, p. 33)

Le socialisme ne résulte pas de la démocratie bourgeoise, comme l'ont hasardé à plusieurs reprises Ted Grant ou Peter Taaffe, mais du pouvoir des soviets :

*À une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par la nature de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, 1938, GB, p. 33)

L'Assemblée constituante est utilisée par le gouvernement du MAS pour empêcher l'émergence d'organes soviétiques comme l'Assemblée populaire indigène d'El Alto et la Coordination de Cochabamba de juin 2005.

Les épigones suivent les nationalistes bourgeois et les réformistes qui transforment les mots d'ordre démocratiques, qui ne peuvent être que conjoncturels, en nœud coulant autour du prolétariat comme en France en 1945, au Brésil en 1985 et en Bolivie en 2006. Par exemple, la LCR France, qui a rejeté ouvertement la dictature du prolétariat, qui a voté pour Chirac, qui a mené une campagne commune pour le Non au référendum de l'Union européenne avec le PCF et le parti chauvin MRC, approuve l'Assemblée constituante :

*Le succès électoral d'Evo Morales est le fruit de mobilisations populaires boliviennes pour la nationalisation des hydrocarbures et des ressources naturelles, pour la défense et l'industrialisation de la production des feuilles de coca, pour une politique économique souveraine envers les impérialismes états-unien et européen, pour une société démocratique fondée par une nouvelle Assemblée Constituante.* (LCR, *Communiqué*, 19 décembre 2005)

Le PT France, une secte social-chauvine qui ne défend pas le droit d'entrer des travailleurs immigrés, qui a mené campagne contre la constitution européenne avec le MRC, est pour l'assemblée constituante, en France comme en Bolivie :

*Bolivie : Ni élections anticipées, ni succession. Assemblée constituante souveraine, nationalisation du pétrole et du gaz !* (*Informations Ouvrières*, 23 juin 2005)

De même, le SWP Grande-Bretagne, qui a été l'organisateur du Forum social européen de Londres en octobre 2004 avec le maire social-démocrate Ken Livingstone et qui est engagé dans la constitution d'un front populaire (Respect) dans son propre pays, soutient l'assemblée constituante du gouvernement bourgeois de Bolivie.

*Le MAS doit maintenant transformer ses propositions en réalités, en assurant la croissance et en respectant ses promesses : nationalisation des vastes réserves d'hydrocarbures, réforme agraire, élimination de la corrup-*

*tion, investissements massifs dans l'éducation et la culture, et organisation d'une assemblée constituante prévue pour août 2006.* (*Socialist Worker*, 7 janvier 2006)

WP Grande-Bretagne suit sa maison-mère :

*L'Assemblée constituante peut être un outil puissant pour balayer les privilèges, la corruption, la constitution anti-démocratique, etc.* (*Workers Power*, mai 2006)

Que de vertus prêtent la LCR et le PT, le SWP et WP, à un simple changement de la façade de l'Etat bourgeois ! Dans un pays où les libertés démocratiques sont rétablies depuis 1982, où les masses ont chassé un président élu et ont tenté de mettre sur pied des organes soviétiques, l'assemblée constituante n'est rien d'autre qu'une tentative de diversion de la part du gouvernement bourgeois.

Le Collectif a effectivement repoussé le mot d'ordre d'Assemblée constituante en Argentine en 2001, en Bolivie en 2003 ou en 2005, en Equateur en 2005, mais pas parce qu'il estimait que les « masses ont rompu avec le réformisme ». Nous avons tenté de prendre en compte la situation concrète, la mobilisation réelle des masses. D'une part, les libertés démocratiques, dont le droit de choisir les députés, d'adhérer à des partis politiques, existaient dans ces trois pays. D'autre part, la mobilisation révolutionnaire des masses prolétariennes et petites-bourgeoises s'est heurtée, non au régime fasciste ou à une monarchie absolue, mais à la *démocratie bourgeoise*, aux organismes qui résultaient du suffrage universel, en chassant le président élu.

*Le parti doit se souvenir que, par rapport à son objectif principal (la conquête du pouvoir les armes à la main), les mots d'ordre démocratiques n'ont qu'un caractère secondaire, provisoire, passager, épisodique.* (Léon Trotsky, *La Question chinoise après le 6<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste*, 1928, *Œuvres* t. II, ILT, p. 295)

*Les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.), ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne !).* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, 1938, GB, p. 37)

La capitulation des épigones sur l'Assemblée constituante en Bolivie est liée à leur perspective de soutien des secteurs de la bourgeoisie.

## 16. Pourquoi garder une formulation qui a débouché sur des catastrophes depuis plus de 80 ans ?

Curieusement, alors que vous insistez beaucoup sur la nécessité de corriger le caractère suranné de la formule de 1938 sur les forces productives, vous restez respectueux d'une formule qui remonte au moins à 1922, alors qu'elle s'est révélée dépassée du temps même de

la 3<sup>e</sup> Internationale et qu'elle a servi ultérieurement à couvrir les pires errements des épigones, a joué un rôle prépondérant dans la destruction de la 4<sup>e</sup> Internationale.

*Nous sommes d'accord avec vous que la 4<sup>e</sup> Internationale et ses épigones ont passé de très nombreuses alliances sans principe avec des parties de la bourgeoisie nationale dans le monde impérialiste en se référant en cela à la tactique de FUA de Lénine. Mais ce n'est encore pour nous aucune preuve que le FUA était absolument faux. Nous n'avons jusqu'ici trouvé aucun passage où Trotsky après 1927 se réfère en positif ou en négatif à la tactique de FUA. Que cette tactique ait eu dès le tout début déjà une fausse trajectoire et doive donc être rétrospectivement rejetée ou qu'elle demeure fondamentalement juste même si sa réalisation était hautement improbable et sera de plus en plus invraisemblable demeure une question ouverte pour nous.*

La 3<sup>e</sup> Internationale a hésité sur la stratégie dans les pays arriérés, en particulier sur les alliances de classes, abordée lors du 2<sup>e</sup> congrès de l'IC (1920), du 1<sup>er</sup> congrès des peuples d'Orient (1920) et du 4<sup>e</sup> congrès de l'IC (1922).

Comprenant, sur l'insistance de Lénine, le caractère révolutionnaire du mouvement des peuples des colonies et des autres pays dominés, l'Internationale communiste projette la stratégie victorieuse du Parti bolchevik en Russie à l'échelle mondiale comme une alliance du prolétariat d'Europe avec les paysans des pays d'Asie.

*Il est particulièrement important de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les hobereaux, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme. Il faut s'efforcer de conférer au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, en unissant partout où cela est possible les paysans et tous les exploités dans les soviets, et par là même réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste d'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire des paysans en Orient... (Thèses sur les questions nationale et coloniale, 2<sup>e</sup> congrès de l'IC, 1920, La Question chinoise dans l'Internationale communiste, EDI, p. 32)*

Mais cela laisse ouverte la question de l'orientation à pratiquer *au sein* des pays dominés. Lors des débats de la 3<sup>e</sup> Internationale, Lénine accepte une stratégie différente de celle qu'il avait préconisée en Russie de plus en plus clairement à partir de 1903 : la révolution démocratique sera conduite par un bloc entre classe ouvrière et paysannerie, il faut récuser toute alliance avec la bourgeoisie « libérale » russe. Lénine part de la faiblesse des noyaux communistes et de la débilité du prolétariat dans ces pays.

*Nous avons ici pas mal de représentants du mouvement révolutionnaire des pays capitalistes avancés et des pays arriérés. Ce n'est qu'un petit commencement, mais l'essentiel est qu'il y ait un commencement. L'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat...*

(Vladimir Lénine, *Rapport sur la situation mondiale et les tâches de l'IC*, 2<sup>e</sup> congrès de l'IC, 1920, Progrès, p. 239)

Lénine en déduit la nécessité d'une alliance *avec la bourgeoisie nationale* :

*L'Internationale Communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés... (Vladimir Lénine, *Ebauche de thèses sur la question nationale*, 1920, Progrès, Œuvres t. 31, p. 151)*

Il se heurte à Manabendra Nath Roy (Inde) qui dit :

*La rupture dans les pays coloniaux entre le mouvement démocratique bourgeois dirigé par la bourgeoisie et le mouvement des ouvriers et des paysans pauvres s'aggrave sans cesse. Le premier essai de contrôler l'autre. L'IC doit s'opposer à ce contrôle... (L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux, Mouton, p. 32)*

Le résultat du débat est plutôt confus. Certains aspects parmi les plus contestables du projet de thèses de Lénine sont atténués. Ainsi, elles sont adoptées par le 2<sup>e</sup> congrès à l'unanimité en même temps que les « thèses complémentaires » de Roy qui sont plus contradictoires que complémentaires, sur proposition de Henk Sneevliet (Indonésie). Le caractère faux des positions de Lénine se vérifie rapidement en Turquie, où le mouvement nationaliste bourgeois assassine en 1921 Mustafa Suphi, le délégué au 1<sup>er</sup> congrès de l'IC et massacre toute la direction du jeune Parti communiste.

Entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> congrès de l'IC, le KPD et la direction de l'IC adoptent la tactique du « front unique ouvrier » à partir de l'expérience allemande (et de la révolution russe). Par définition, le front unique ouvrier s'oppose à toute alliance avec la bourgeoisie :

*La tâche précise de l'IC et de ses sections sera de dévoiler aux masses l'hypocrisie des dirigeants ouvriers qui préfèrent l'union avec la bourgeoisie... Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désirant combattre le capitalisme... (Thèse sur l'unité du front prolétarien, 1922, Les Quatre premiers congrès de l'IC, Maspero, p. 163)*

Le 4<sup>e</sup> congrès de l'IC adopte des thèses équivoques pour les pays dominés. Au côté de toutes sortes d'affirmations justes, on trouve que la bourgeoisie peut jouer un rôle progressiste en Asie et elles envisagent des alliances du parti ouvrier avec celle-ci, sous le vocable « front unique anti-impérialiste » ou « front uni anti-impérialiste » :

*La tâche fondamentale, commune à tous les mouvements nationaux-révolutionnaires, consiste à réaliser l'unité nationale et l'autonomie politique. La solution réelle et logique de cette tâche dépend de l'importance des masses travailleuses que tel ou tel mouvement national saura entraîner dans son cours, après avoir rompu toutes relations avec les éléments féodaux et réactionnaires... De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les sociaux-*

démocrates, des intérêts du prolétariat, le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. (Thèses générales sur la question d'Orient, 1922, Les Quatre premiers congrès de l'IC, Maspero, p. 175, p. 177)

Si le front unique anti-impérialiste dans les pays retardés est l'équivalent du front unique ouvrier dans les pays avancés et si la forme supérieure du FUO (comme Trotsky le dira plus tard) est le soviétique, quelle est la forme supérieure du FUAI ? Le FUAI est la proposition par les partis communistes d'un bloc politique au nationalisme bourgeois des pays dominés. Le rapporteur de la Commission sur la question d'Orient, Karl Radek, est explicite quand il s'adresse au 4<sup>e</sup> congrès :

Le 2<sup>e</sup> congrès avait décidé de soutenir le mouvement nationaliste bourgeois dans les colonies : c'était une décision juste et il faut continuer à s'y conformer, malgré la « trahison » de Kemal Pacha en Turquie, qui représente un épisode de la lutte de classe. En Orient, la révolution n'est pas proche et il ne faut pas surestimer les forces révolutionnaires... (L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux, Mouton, 1968, p. 99)

Le « nationalisme bourgeois » se nommait en Chine Guomindang. Les communistes chinois rentrent en 1923 dans le Guomindang. Boukharine et Staline leur donnent en 1926 pour consigne de ne pas créer de soviets, de freiner les paysans et les ouvriers, de ne pas indisposer le Guomindang. En 1927, l'IC fonde une « Alliance anti-impérialiste » à l'échelle mondiale avec le Guomindang ; Jiang Jieshi, le chef du Guomindang, est nommé membre d'honneur de l'IC.

L'écrasement de la révolution prolétarienne en Chine en 1927 et le massacre des militants du PCC par le Guomindang nécessitent une rectification programmatique qu'une partie de l'Opposition russe avait déjà esquissée.

## 17. La 4<sup>e</sup> Internationale lève une ambiguïté de la 3<sup>e</sup> Internationale en adoptant la stratégie de la révolution permanente

Depuis 1922, il y a eu une révolution et une contre-révolution en Chine. Vous devez en tenir compte, d'autant que c'est l'acte de naissance de l'Opposition de gauche internationale.

Il y avait la Révolution russe. C'est un test. Puis la Révolution chinoise. C'est par là que nous avons commencé. (Léon Trotsky, Discussion sur une éventuelle fusion avec les lovestonistes, 1938, Œuvres t. 18, ILT, p. 195)

Quand Staline et Boukharine inventent le « socialisme dans un seul pays », oublient les recommandations de Lénine et piétinent les garde-fous des quatre premiers congrès de l'IC, régressent dans le menchevisme et se vautrent dans l'alliance avec le Guomindang, Trotsky multiplie les mises en garde contre la soumission à la direction nationaliste, réclame la sortie du Guomindang



Dans les publications de la 4<sup>e</sup> Internationale d'avant 1931, pas de front uni anti-impérialiste

et la dissolution de l'Alliance anti-impérialiste et tire des leçons essentielles, décisives, de la tragédie de la révolution chinoise :

La révolution chinoise a un caractère national bourgeois... Quelle que soit l'importance relative des éléments « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent par la lutte contre la bourgeoisie et pas en alliance avec elle. (Léon Trotsky, La Révolution chinoise et les thèses de Staline, 1927, La Question chinoise dans l'Internationale communiste, EDI, p. 195)

Si vous êtes d'accord avec cette leçon, qu'est-ce qui reste du « front unique anti-impérialiste » ?

Toute décision de l'IC n'était pas infaillible. Les quatre premiers congrès sont insuffisants sur la démocratie au sein du parti, sur le fascisme, sur l'analyse de l'économie capitaliste, sur les alliances de classe dans les pays dominés...

Encore les cadres révolutionnaires avaient-ils l'excuse d'avoir à traiter d'urgence des problèmes pour lesquels Marx et Engels les avaient laissés parfois sans ligne précise. Vous devriez considérer le FUAI, avec l'avantage de 80 ans de recul, comme une formule confuse, anachronique et dangereuse, témoignage d'une étape révolue de notre histoire, et surtout pas comme un mot d'ordre pour aujourd'hui.

Comme pour les textes programmatiques de 1930 à 1940 adoptés par la 4<sup>e</sup> Internationale, la référence du Collectif aux quatre premiers congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale vaut pour sa ligne stratégique de base, pas pour chaque phrase, et surtout pas la tactique démentie par l'histoire du FUAI.

Egalement formaliste est votre déclaration selon laquelle vous trouvez inacceptables les statuts de la Ligue communiste française, qui se solidarisent avec les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.



Les mineurs en armes entrent à La Paz en 1952

*En toute vraisemblance, il n'y a pas un seul camarade français pour penser que toutes les décisions des quatre premiers congrès sont infaillibles et inchangeables. C'est une question de ligne stratégique de base.* (Léon Trotsky, *Au comité de rédaction de Prometeo*, 1930, *Writings 1930*, Pathfinder, p. 287)

Après les expériences de l'IC dans les pays dominés, l'Opposition de gauche étend et systématise la stratégie de la révolution permanente que Trotsky avait conçue pour la Russie tsariste et qui a été entièrement vérifiée par 1917.

Même si l'abandon des thèses erronées de l'IC n'est pas explicite, pour des raisons faciles à comprendre à une époque où les staliniens calomnient les bolcheviks-léninistes et opposent Lénine à Trotsky, le FUAI n'est plus jamais cité par l'Opposition de gauche de l'IC et il est clair, pour qui lit attentivement Trotsky, qu'il l'a abandonné. Le Groupe bolchevik a défié le POR Argentin de trouver une référence au front uni anti-impérialiste dans les documents de la 4<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky (voir *Révolution Permanente* n° 1). Il attend toujours la réponse.

Trotsky, en 1931, établit contre Radek, qui vient de se rallier à la bureaucratie du Kremlin, que la stratégie des bolcheviks d'avant 1917 est désormais dépassée. Pourtant, celle-ci s'opposait à l'alliance avec la bourgeoisie libérale ou démocratique (préconisée par les mencheviks) :

*Lénine posait la question d'une alliance des ouvriers et des paysans qui se dresserait irréductiblement contre la bourgeoisie libérale.* (Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, ch. 3, p. 62)

Si la révolution permanente supplante la formule

« dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », a fortiori elle rend caduc le « front unique anti-impérialiste » qui comporte l'alliance avec la bourgeoisie.

*L'Internationale communiste répéta l'expérience des révolutions passées dans une situation historique fondamentalement nouvelle et dépensa toute son énergie à soumettre les ouvriers et les paysans chinois à la direction du national-libéral Jiang Jieshi (Tchang Kai-chek) d'abord, à celle du « démocrate » Wang Jingwei (Wang Tin-wei) ensuite... Radek nous ramène loin en arrière, à une creuse abstraction historique, éloignée non seulement de la formule de la révolution permanente, mais aussi de la « dictature démocratique » de Lénine.* (Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, ch. 3, p. 62)

Un des apports décisifs de Trotsky est que, à l'époque du capitalisme décadent, la classe ouvrière doit se porter à la tête de toute révolution, même dans les pays arriérés où elle est socialement minoritaire.

*Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de la libération nationale ne peut être autre que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes... Mais l'alliance entre ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie nationale.* (Léon Trotsky, *Thèses*, 1931, *La Révolution permanente*, Minuit, p. 124)

La 4<sup>e</sup> Internationale préconise clairement comme straté-

gie l'alliance des travailleurs salariés avec les travailleurs indépendants et la jeunesse en formation, sous l'hégémonie du prolétariat :

*Il faut distinguer le front unique des actions communes... L'action commune, en particulier une action à court terme, est une chose. Mais la capitulation devant la bourgeoisie, un " front uni " permanent comme le Front populaire français est une autre chose. C'est complètement différent... Nous devons promouvoir un " front unique " avec les organisations étudiantes et paysannes.* (Léon Trotsky, *Discussions sur la Chine*, 1935, *Œuvres* t. 6, EDI, p. 109)

Radek a défendu jusqu'en 1927 l'adhésion du PCC au Guomindang et a continué à la justifier ensuite. À partir de 1934, la direction de l'IC et les partis communistes des pays impérialistes ont sombré dans le patriotisme, faisant du stalinisme le jumeau de la social-démocratie et confirmant le diagnostic de l'Opposition de gauche de 1933 : la 3<sup>e</sup> Internationale est morte comme organisation révolutionnaire. La bureaucratie de l'URSS, la force sociale qui contrôle l'IC et qui l'a transformée en un instrument à son service, étend le front uni anti-impérialiste aux pays avancés eux-mêmes, y compris ceux qui ont connu une révolution bourgeoise, sous le nom de *front populaire*. Dans les pays dominés, cette orientation a conduit à de multiples défaites le prolétariat qu'elle soumet à la bourgeoisie nationale : Grèce 1944, Iran 1953, Irak 1958, Indonésie 1965, Jordanie 1970, Chili 1973, etc.

L'apport du programme de 1938 ne se borne pas aux revendications transitoires. Au delà, il réfute le front populaire pour les pays arriérés (donc le front unique anti-impérialiste) comme pour les pays avancés et il actualise et améliore la stratégie de la révolution mondiale en intégrant la question de l'Etat ouvrier dégénéré (*révolution politique*) en clarifiant la nature de classe de la révolution dans les pays arriérés (*révolution permanente*).

*Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale*, 1938, GB, p. 33-34)

De même, le manifeste de 1940 s'oppose au front unique anti-impérialiste, à tout bloc politique avec la bourgeoisie :

*La lutte pour l'indépendance nationale des colonies n'est, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, qu'une étape transitoire sur la route qui va plonger les pays arriérés dans la révolution socialiste internationale. La 4<sup>e</sup> Internationale ne dresse pas de cloison étanche entre pays arriérés et avancés, révolution démocratique et socialiste. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs.*

*De même que l'unique force authentiquement révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression, sociale ou nationale, est celui de la révolution permanente.* (Léon Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940, GB, p. 22-23)

18. En 1922, le front unique anti-impérialiste était une erreur ; en 1951, c'était un crime

Mais, en 1951, la direction de la 4<sup>e</sup> Internationale elle-même révisé le programme au 3<sup>e</sup> congrès de la QI. Elle passe en 1952 à la liquidation de l'internationale, avec l'expulsion de la section française, qui s'était opposée, avant le 3<sup>e</sup> congrès, à ses déviations, et avec le soutien du Secrétariat international à des fractions pro-staliniennes dans la section britannique et la section américaine.

Le secrétariat international de Pablo-Mandel-Maitan-Frank-Psadas considère que la bureaucratie stalinienne, ou au moins une fraction décisive de celle-ci, est apte à se réformer et à adopter le « trotskysme », ce qui rend superflues la construction de partis ouvriers révolutionnaires de type bolchevik. Dans les pays où la bureaucratie usurpe le pouvoir de la classe ouvrière (Yougoslavie, Chine, Europe de l'Est et URSS), la révolution politique, la perspective du renversement de la bureaucratie par la classe ouvrière est de fait abandonnée. Dans les pays où domine le parti stalinien, le SI enjoindra aux sections de le rejoindre. Dans les pays dominés, en particulier en Amérique latine où existent un certain nombre de sections, cela signifie l'adaptation à la politique des staliniens, aux fronts populaires.

Au 3<sup>e</sup> congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale, en 1951, ses dirigeants Pablo et Mandel régressent dans le « front unique anti-impérialiste », c'est-à-dire l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie nationale, contre la stratégie de la révolution permanente qui était la base programmatique explicite de l'internationale bolchevik-léniniste. Comme Pablo ne peut procéder ouvertement à cette étape, il emmêle des phrases orthodoxes à l'affirmation-hésitante ou dissimulée- d'une orientation qui le conduira à devenir le conseiller du gouvernement bourgeois algérien. La manœuvre est la suivante :

1 / D'abord, Pablo appelle à des alliances *passagères* avec les mouvements anti-impérialistes de la *petite-bourgeoisie*, ce qui est en effet possible, voire nécessaire, dans certains cas :

*Le prolétariat et son parti pourront être amenés à conduire des alliances passagères avec tel ou tel mouvement de la petite-bourgeoisie pour des buts limités et précis d'action commune.* (Résolution sur l'Amérique latine, 1951, *Les Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale* t. 4, La Brèche, p. 284)

2 / Ensuite, il présente frauduleusement des mouvements nationalistes *bourgeois* (APRA, MNR) comme petits-bourgeois :

*Ce qui nous distingue du passé, ce qui fait la qualité de*

*notre mouvement actuel et qui constitue le gage le plus sûr de nos victoires futures, c'est notre capacité croissante de comprendre, d'apprécier le mouvement des masses tel qu'il existe... et de chercher à trouver notre place dans ce mouvement... C'est le cas par exemple en Amérique latine où le mouvement des masses anti-impérialiste et anticapitaliste prend souvent des formes confuses, sous une direction petite-bourgeoise, comme au Pérou avec l'APRA, comme en Bolivie avec le MNR, ou même bourgeoise comme au Brésil avec Vargas, comme en Argentine avec Perón. (Michel Pablo, Rapport au 3<sup>e</sup> congrès, 1951, Les Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale t. 4, La Brèche, p. 99)*

3 / Enfin, Pablo introduit l'alliance avec la bourgeoisie, le front populaire contre lequel la 4<sup>e</sup> Internationale a été fondée, sous l'étiquette de « front unique anti-impérialiste ». Ce terme lui semble plus acceptable pour un congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale, qui se tient onze ans seulement après l'assassinat de Trotsky.

*En Bolivie, notre section... s'efforcera d'influencer l'aile gauche du MNR... Elle préconisera une tactique de front unique anti-impérialiste envers l'ensemble du MNR... (Résolution sur l'Amérique latine, 1951, Les Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale t. 4, La Brèche, p. 290)*

Une des plus graves faiblesses du Comité international de la QI, la fraction fondée en 1953 par les sections qui avaient résisté au pablisme, fut son incapacité à remettre en cause cette révision de 1951 et à tirer les leçons de son application en Bolivie en 1952.

Pire, sous la direction de Pierre Lambert, le PCI France l'a adoptée envers le mouvement nationaliste algérien (MNA) dans la deuxième moitié des années 1950. Sous la direction de Gerry Healy, le WRP Grande-Bretagne l'a appliquée avec les régimes nationalistes bourgeois de l'Asie de l'Ouest à la fin des années 1970. Aujourd'hui encore, la quasi-totalité des courants qui se réclament de la 4<sup>e</sup> Internationale et du trotskysme revendiquent le « front unique anti-impérialiste », dont le CRI France et la LSI (ex-LICR).

Or, l'introduction en contrebande du *front populaire* sous l'étiquette hypocrite de front unique anti-impérialiste a servi à couvrir de véritables trahisons du prolétariat au nom de la 4<sup>e</sup> Internationale. Le pablisme a reproduit pour la Bolivie, l'Argentine, le Pérou, le Sri Lanka, l'Algérie... la politique de la social-démocratie et du stalinisme. Durant les révolutions boliviennes de 1952 et de 1971, cette révision programmatique et cette régression historique ont débouché sur la subordination du prolétariat à la bourgeoisie, identique à la politique stalinienne.

## 19. Le front unique anti-impérialiste est en pratique le front populaire

En pratique, la ligne de Pablo et Mandel dépassera, dans son objet et dans le temps, les « *alliances passagères pour des buts limités et précis* », elle s'étendra rapidement à des nationalismes reconnus par la résolution de 1951 comme bourgeois, comme le Mouvement justicialiste d'Argentine. Deux groupes argentins participent

au 3<sup>e</sup> congrès, la section reconnue par le SI, le GCI dirigé par Posadas, et le POR dirigé par Moreno. La délégation du POR, qui comprend Moreno, fait une autocritique :

*Les deux délégués du POR font une autocritique : la direction de notre parti a été contre le mot d'ordre de front unique anti-impérialiste... (Déclaration du POR argentin à la Commission latino-américaine, 1951, Les Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale t. 4, La Brèche, p. 298)*

Ainsi inspiré par le « 3<sup>e</sup> congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale », le POR Argentine allait se ranger sous le drapeau du nationalisme bourgeois. Toute sa carrière, Moreno allait bâtir des « partis larges », se réclamant de Perón, puis du castrisme.

La grève générale de 1953 en Allemagne de l'est et la révolution en Hongrie de 1956 comme la révolution en Bolivie de 1952 ont rapidement prouvé la faillite du pablisme. Le POR Bolivie avait une base ouvrière, une tradition, une influence. Il a joué un grand rôle dans l'insurrection d'avril 1952. Une révolution conduite par un parti bolchevik-léniniste était à portée de main en Bolivie. Elle aurait changé la situation de toute l'Amérique latine, aurait remis sur la voie du programme la 4<sup>e</sup> Internationale et lui aurait donné une impulsion dans le monde entier. Hélas, contre toutes les leçons du bolchevisme, contre la révolution permanente, le POR a donné son soutien au gouvernement bourgeois MNR de Paz, il s'est aligné sur « l'aile gauche » de Lechín du parti nationaliste bourgeois qui contrôlait la nouvelle centrale ouvrière, la COB, et était ministre du gouvernement bourgeois.

*Le gouvernement petit-bourgeois, grâce aux circonstances, a la possibilité de se transformer en gouvernement ouvrier et paysan. (Lucha Obrera, journal du POR, 25 mai 1952, cité par José Villa, La Revolución de 1952, Poder Obrero, 1992)*

*Le Parti ouvrier révolutionnaire soutiendra l'aile gauche du MNR dans sa lutte contre la droite du parti... (Lucha Obrera, 11 novembre 1952, cité par José Villa)*

*La classe ouvrière doit activement intervenir dans la formation du nouveau gouvernement. (Lucha Obrera, 11 novembre 1952, cité par José Villa)*

*L'entièreté de la lutte est centrée sur le mot d'ordre :*



27 juin 2007, Rio  
La police militaire brésilienne envahit le complexe populaire d'Alemão

*contrôle total de l'Etat par l'aile gauche du MNR.* (BP du Parti ouvrier révolutionnaire, 23 juin 1953, cité par José Villa)

Par conséquent, la bourgeoisie bolivienne, grâce au MNR, aidé par son aile gauche, elle-même flanquée du POR, a conservé le contrôle de la situation, a reconstitué son armée et a pu rétablir l'ordre. Le POR a éclaté de 1953 à 1956, une bonne partie de ses cadres se ralliant au MNR. En 1971, ce qui restait du POR a misé sur des généraux pour armer le prolétariat. Après l'écrasement de la classe ouvrière, Guillermo Lora, l'indécrottable partisan du FUAI, a adhéré à un bloc politique avec les stalinien et des nationalistes bourgeois opposés à la dictature de Banzer, bref un front populaire.

En 1956, le POR Pérou soutint avec le parti stalinien la candidature de Belaúnde présentée par le Front national des jeunes démocrates qui a fondé le parti bourgeois Acción popular. Il sera plus tard deux fois président. Quant à ce qui restait du POR, il allait devenir un adepte castriste de la guérilla paysanne sous le nom de FIR. En 1985, l'organisation sœur de la LCR s'est dissoute dans le PUM qui a appelé à voter pour le réactionnaire Fujimori en 1990.

Le LSSP Sri Lanka (Ceylan), qui avait une base ouvrière importante, a lui aussi appliqué le front uni anti-impérialiste. En 1956, il apporta son soutien critique au SLFP bourgeois quand il accéda au pouvoir. En 1960, le LSSP soutint de nouveau le SLFP lors des élections. En 1964, le LSSP rentra dans le gouvernement bourgeois. La plus importante section d'Asie était liquidée.

L'alliance avec les bourgeoisies d'Asie que préconisait Lénine en 1920 au 2<sup>e</sup> congrès de l'IC dans les pays dénués de véritable classe ouvrière, formalisée sous l'appellation de « front unique anti-impérialiste » par Radek en 1922, s'est révélée une impasse historique : les bourgeoisies des pays dominés n'ont pas plus de rôle révolutionnaire que celle de la Russie en 1905 ou en 1917. En outre, le développement des forces productives que vous invoquez a renforcé numériquement le prolétariat dans beaucoup d'anciennes colonies ou semi-colonies : Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Corée du Sud...

Feu Nahuel Moreno a fini par mettre en cause la révolution permanente, comme feu Tony Cliff avant lui, en lien avec le mot d'ordre stratégique d'Assemblée constituante. Quant au SWP cliffiste, il a soutenu la réaction musulmane dans les pays dominés à plus d'une reprise. Dans son propre pays, il participe à un parti nationaliste petit-bourgeois (SSP) en Ecosse et il a mis sur pied lui-même une coalition de front populaire (Respect) en Angleterre avec une organisation musulmane (MAB) et un dirigeant réformiste partisan du contrôle de l'immigration et anti-avortement (Galloway).

L'adoption par la LICR du « front unique anti-impérialiste » a conduit WP et sa L5I à l'adulation du Forum social, comme le SWP et sa TSI, et sur une politique de pression sur le front populaire au pouvoir au Brésil :

*La classe ouvrière brésilienne, les pays sans terre et les petits agriculteurs doivent être soudés dans en une force irrésistible pour forcer le gouvernement Lula à sortir du chemin de l'esclavage au FMI et à ses soutiens locaux, vers la confrontation avec le capitalisme brésilien.* (Fifth International n° 2, p. 91)

La L5I nourrit l'espoir grotesque de voir le gouvernement PT-PSDB-PDT-PRB conduire « confrontation avec le capitalisme ».

*Luiz Inacio Lula da Silva est candidat à sa propre succession... M. Lula da Silva sera accompagné du même vice-président, José Alencar, du Parti républicain brésilien, lié aux évangélistes.* (Le Monde, 26 juin 2006)

La L5I donne pour horizon à la classe ouvrière de faire pression sur un gouvernement bourgeois. Elle marche sur les traces de la GR, du POUM, du LSSP, du MIR et de bien d'autres dont la fausse 4<sup>e</sup> Internationale qui a un ministre au sein même du gouvernement Lula-Alencar. Au schibboleth du front populaire, la L5I se révèle être une variante du centrisme et du révisionnisme. Sa ligne de « front populaire de combat » (Marceau-Pivert) est antagonique au programme, qui propose quant à lui la rupture avec la bourgeoisie.

*L'accusation capitale que la 4<sup>e</sup> internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre de la bourgeoisie.... De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».* (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1938, GB, p. 31-32)

Camarades du GRA, si vous êtes fidèles au programme, si vous rejetez le front populaire, finissez-en avec l'héritage des liquidateurs de la 4<sup>e</sup> Internationale, avec une formule qui justifie les blocs avec la bourgeoisie ! Le prolétariat du Venezuela et celui de Bolivie ont besoin d'un programme clair, pas de régression ni de confusion.

## Conclusion

### 20. Propositions pour un travail commun et pour un regroupement principal

*Comme but prioritaire d'un courant international simple, nous voyons l'élaboration progressive de documents programmatiques comme base d'une uniformisation politique croissante. Des résolutions actuelles et politiques communes ne viendraient par contre qu'en second rang. Cela signifie, pour nous, petit groupe nouvellement fondé, que nous voulons clarifier dans la discussion internationale avec vous d'abord des questions programmatiques et que nous ne serions prêts qu'à partir d'un certain accord politique à élaborer des*

*résolutions politiques actuelles.*

Votre attitude est positive. Cependant, votre opposition entre « documents programmatiques » et « résolutions actuelles et politiques » est formaliste et artificielle.

*Une plate-forme ou un programme, c'est quelque chose qui vient en général en résultat d'expériences étendues à partir d'activités communes sur la base d'un certain nombre d'idées et méthodes communes.... L'Opposition de gauche a créé sa plate-forme la cinquième année de sa lutte... elle a aussi été dépassée à plusieurs égards.* Léon Trotsky, *Au comité de rédaction de Prometeo*, 1930)

Les documents programmatiques ne sont pas des textes qui se réduisent à de l'histoire et à de la théorie. Certes, ils font appel à l'histoire et à la théorie, mais pour tirer les leçons des problèmes récents et actuels de la lutte des classes mondiales, pour formaliser l'accord sur les événements et les tâches du moment. D'ailleurs, le GRA se délimite présentement des grantistes et d'autres courants opportunistes pseudo-trotskyistes sur un problème politique actuel, la lutte des classes au Venezuela.

*Qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion est une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est le programme du parti.* (Léon Trotsky, *Compléter et appliquer le programme*, 1938)

Nous avons répondu avec franchise à votre lettre. Pour résumer :

1. Le programme se définit par l'attitude commune des révolutionnaires envers les principaux problèmes de la lutte des classes mondiale.
2. Notre époque est celle de la décadence du mode de production capitaliste, ce qui n'exclut pas des phases d'expansion économique. La révolution socialiste mondiale est nécessaire pour développer les forces productives de l'humanité qui sont entravées par les rapports de production capitalistes et les frontières nationales archaïques.
3. La bourgeoisie ayant achevé depuis longtemps son rôle révolutionnaire, le programme des communistes du 21<sup>e</sup> siècle doit rejeter le front uni anti-impérialiste et toute perspective d'alliance avec cette classe, conformément aux leçons de la lutte des classes depuis un siècle.
4. L'obstacle principal à la révolution socialiste réside dans les directions actuelles des masses, pas dans l'arriération subjective du prolétariat. La tâche des communistes est de construire une nouvelle direction.
5. Les revendications démocratiques sont parfois utiles, les revendications transitoires sont indispensables, mais elles ont pour but la prise du pouvoir, elles sont subordonnées à la dictature du prolétariat.

Si vous êtes d'accord avec ces conclusions, nous avons des positions suffisamment proches pour envisager de travailler dans un cadre international commun, à l'édi-

fication d'une internationale ouvrière révolutionnaire. Nous avons, vous et nous, une responsabilité importante après une période de recul objectif et subjectif.

Le rétablissement du capitalisme en Russie en 1991 constitue une défaite colossale du prolétariat mondial, dont l'avant-garde subit également les conséquences. Vraisemblablement, pour quelques années encore, seuls des groupes ou des fractions réduites se tourneront vers le programme. Notre capacité à rassembler les communistes, dans ces circonstances difficiles, sera décisive pour fournir un cadre à la nouvelle génération qui n'a pas subi ces défaites et qui se lève dans tous les continents pour combattre l'oppression et l'exploitation : le mouvement des travailleurs latinos aux Etats-Unis, les protestations massives contre l'agression impérialiste envers l'Irak en Europe de l'Ouest, les soulèvements populaires dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, la mobilisation contre Aznar et les locaux du PP en Espagne, les récents mouvements étudiants en Italie, en France, au Chili et en Grèce sont annonciateurs de la vague révolutionnaire à venir.

Le Collectif est prêt, malgré les obstacles linguistiques, à vous rencontrer, comme vous le proposez, dans les meilleurs délais et à l'endroit de votre choix pour discuter des textes suivants :

- Les Thèses du GRA sur la 4<sup>e</sup> Internationale,
- Le Manifeste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe du Collectif,
- La lettre du GRA au Collectif,
- La réponse ci-dessus du BP.

Si notre réponse vous satisfait et si la rencontre est positive, nous proposons que :

- a) La direction du GRA élabore avec le BP du Collectif les prochaines déclarations sur les grands événements internationaux, en particulier le Venezuela ;
- b) Les groupes du Collectif soient invités à la prochaine conférence du GRA et que les groupes du Collectif invitent le GRA à leur conférence ;
- c) Les *Thèses sur la 4<sup>e</sup> Internationale* du GRA servent de base à une discussion très ouverte de six mois de telle manière que chaque groupe (Autriche, Etat espagnol, Pérou, Grèce, France) et chaque membre d'une direction nationale puisse contribuer librement.

Ainsi, nous remplissons les conditions d'une participation des bolcheviks-léninistes d'Autriche à une élaboration (incluant l'élaboration d'une analyse sérieuse de la situation économique mondiale) et à un combat en commun dans un cadre international qui sera démocratique et révolutionnaire.

Bien qu'il s'agisse de part de d'autre de forces réduites, l'adhésion du GRA au Collectif serait un grand pas pour le Collectif et pour le GRA.

Fraternellement,

Le Bureau politique du Collectif

## MAJORITÉ DU GRA / AUTRICHE

### POUR LE FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Au 4<sup>e</sup> congrès mondial, l'Internationale Communiste (Comintern) développa la position du front uni anti-impérialiste (FUAI) dans ses *Thèses sur la question d'Orient*. Elle s'appuyait en cela sur les *Thèses et les thèses complémentaires sur les questions nationale et coloniale* qui furent adoptées au 2<sup>e</sup> congrès mondial (d'après un projet de Vladimir Lénine et de l'Indien Manabendra Nath Roy). Même si la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky n'était pas encore totalement développée au 4<sup>e</sup> congrès mondial, les thèses reflètent les conclusions centrales de la position de Trotsky qu'il a synthétisées en 1929 dans son livre *La Révolution permanente*. Le rôle dirigeant de la classe ouvrière et la formation de soviets sont ainsi exigés aussi tôt que possible de façon juste et on y exige de « *maintenir absolument le caractère autonome du mouvement prolétarien - même dans sa forme embryonnaire* ». Nous tenons le FUAI pour une méthode fondamentalement correcte correspondant à la situation mondiale d'alors.

Depuis lors, le capitalisme a poursuivi son évolution, a pénétré dans les coins les plus reculés les rapports de production précapitalistes, les a marginalisés toujours davantage et les a en grande partie dépassés.

La classe ouvrière a connu une forte croissance numérique dans les anciennes colonies, particulièrement après la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale. Les contradictions de classe entre les exploités capitalistes et les travailleurs salariés a pris des formes plus accentuées. Sous l'hégémonie intacte des Etats-Unis, l'impérialisme a trouvé une issue décisive pour lui par la guerre froide et a assuré des relations relativement stables à l'échelle mondiale. Le danger potentiel provenant du prolétariat et l'appa-

rente toute puissance de l'impérialisme sous direction américaine a poussé la bourgeoisie nationale mais aussi de grandes parties de la petite-bourgeoise nationale dans les bras de l'impérialisme hégémonique.

Si du temps de Lénine, la réalisation du FUAI était plutôt considérée comme une exception ; dans les conditions actuelles, les possibilités se sont encore plus limitées. Nous ne pouvons cependant pas prévoir comment une transition future d'une période non-révolutionnaire à une période révolutionnaire se répercutera sur les conditions de la lutte de classe. En aucun cas, nous ne pouvons exclure la possibilité théorique qu'une telle alliance puisse se réaliser. Toutefois, même si on ne devait peut-être jamais parvenir à une telle alliance l'axe politique du FUAI, correctement utilisée, est d'une grande valeur propagandiste et pédagogique.

Nous devons être très prudents quand les centristes et les réformistes se réfèrent aux classiques. Appuyés sur leur stratégie réactionnaire, des réponses qui donnent l'illusion d'une utilisation orthodoxe du marxisme ne sont qu'un chemin vers la défaite. Quand des centristes affirment utiliser dans une situation concrète la méthode du FUAI, nous devons vérifier exactement leur politique et dénoncer toute déviation. La trahison cent fois répétée par des centristes et des réformistes au nom du FUAI n'est pas pour nous, comme pour d'autres questions politiques, une raison de récuser notre méthode tactique. DNK et le GRA continuent de tenir la méthode du FUAI comme correcte et importante.

décembre 2006

(adopté par la conférence de fusion de DNK et du GRA, février 2007)

## MINORITÉ DU GRA / AUTRICHE

### CONTRE LE FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

1 / Lorsque l'Internationale Communiste (Comintern) développa à son 4<sup>e</sup> congrès mondial en 1922 la tactique du front unique anti-impérialiste (FUAI), elle était une force vivante dans laquelle, grâce à la dialectique des discussions et des décisions démocratiques, différentes positions -droitières, gauchistes, ultra-gauches-pouvaient conduire par leur confrontation à des résolutions révolutionnaires. La Comintern était une « école de stratégie et de tactique révolutionnaires » en état d'apprendre de ses fautes et de corriger ses oscillations dans une direction comme dans une autre.

2 / Dans la Comintern, coexistaient aussi des courants fondamentalement opposés.

3 / Dans le débat sur la question coloniale et nationale deux axes principaux apparurent : l'un qui tendait dans une direction qui trouva son expression la plus conséquente en 1929 dans la révolution permanente de Trotsky ; l'autre lié au vieux concept, pré-révolution-

naire, des bolcheviks, celui de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans qui recommandait en dernière analyse une conception étagée de la révolution.

4 / La tactique du FUAI était déjà caduque au moment de sa formulation. Elle combine, sous une forme totalement abstraite et pratiquement inutile, les deux positions opposées mentionnées plus haut. Tandis qu'on soulignait correctement la nécessité de l'organisation indépendante du prolétariat de la bourgeoisie, les directives sur la question d'Orient jugeaient alors possible une alliance avec le mouvement de libération national petit-bourgeois si celui-ci reconnaissait l'indépendance du parti prolétarien et son droit à l'organisation des masses.

5 / Déjà, en 1922, eu égard au développement du marché mondial capitaliste une telle évolution était pratiquement impossible. Même les mouvements de libéra-

tion bourgeois ou petit-bourgeois « les plus radicaux » qui s'opposaient réellement aux impérialismes exploités se tournèrent aussitôt contre le prolétariat et ses organisations quand ils menaçaient leurs propres intérêts de classe. La bourgeoisie avait perdu à l'échelle mondiale sa possibilité d'accomplir des révolutions démocratiques. Le FUAI était la réponse abstraite à une situation abstraite sans base réelle, la tentative de se préparer à toute éventualité dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, même si cette éventualité était en fait une utopie.

6 / Le développement de l'Opposition de Gauche et de la théorie de la révolution permanente fut fortement freiné par l'attitude conciliante des trotskystes dans la phase du bloc avec Zinoviev et Kamenev (« Opposition unifiée »). Avec la rupture de l'Opposition unifiée et la formulation de la théorie de la révolution permanente, l'Opposition de Gauche put non seulement tirer le bilan de l'échec de la politique stalinienne en Chine mais aussi mettre fin à toutes les spéculations, les hypothèses et les adaptations envers la bourgeoisie et la petite bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux.

7 / La théorie de la révolution permanente est une contribution essentielle du trotskysme à la poursuite du développement du marxisme parce qu'elle rejette toutes les tentatives centristes, réformistes et révisionnistes d'attribuer un rôle révolutionnaire à ces forces petite-bourgeoises et bourgeoises.

8 / Trotsky, la IV<sup>e</sup> Internationale et les organisations qui l'ont précédée n'ont jamais nié la possibilité que des fractions de la bourgeoisie nationale ou de la petite-bourgeoisie fussent capables, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, d'opposer une résistance à l'impérialisme, mais toujours dans le cadre étroit de leurs propres intérêts de classe.

9 / Ce qui sépare les bolcheviks-léninistes des partisans du FUAI est la ligne de classe : nous ne semons aucune illusion dans les capacités ou les potentialités « révolutionnaires » de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie ; nous essayons plutôt d'alerter les masses des trahisons des classes exploiteuses inévitables, même de la bourgeoisie « la plus progressiste ». Nous défendons l'indépendance de la classe ouvrière sans nourrir les illusions que la bourgeoisie nationale, quelque soit le pays, puisse rompre vraiment avec l'impérialisme.

10 / Si, comme dans le cas du Venezuela, nous défendons un gouvernement « progressiste » contre un coup d'état réactionnaire, nous ne le faisons pas à cause de la tactique du « front uni anti-impérialiste » mais parce que l'auto-défense de la classe ouvrière coïncide dans ce cas avec la résistance de l'aile menacée de la bourgeoisie nationale.

11 / Bien que l'OGI, la LCI et la IV<sup>e</sup> Internationale, en contraste avec toutes les autres internationales précédentes, purent construire des sections relativement fortes dans des pays coloniaux et semi-coloniaux (Amérique latine, Sri Lanka, Vietnam), elles ne se référaient jamais, dans aucun document programmatique, au FUAI. Pour elles, ce chapitre était clos. Lorsqu'on



Zinoviev, flanqué de Radek, au Congrès des peuples de Bakou, en 1920.

Malgré les leçons de l'histoire, les errements de l'IC servent aujourd'hui encore à justifier les alliances politiques avec la bourgeoisie, comme Respect, mis en place par le SWP Grande-Bretagne début 2004 : « Lors du premier Congrès des peuples d'Orient, qui se tint à Bakou en septembre 1920, les dirigeants bolcheviks russes lancèrent un appel à la « guerre sainte » contre l'impérialisme occidental. Deux années plus tard, le quatrième congrès de l'Internationale communiste approuva la politique d'alliances avec les panislamistes contre l'impérialisme » (Dave Crouch, *Socialist Review*, décembre 2003) .

étudie attentivement les textes de Trotsky et de l'Internationale sur le Mexique, on reconnaîtra par contre très clairement que l'axe central des bolcheviks-léninistes était celui de l'indépendance de classe du prolétariat par rapport à la bourgeoisie.

12 / Il est symptomatique que le FUAI fut réchauffé dans la IV<sup>e</sup> Internationale par les pablistes en 1951. Dans une phase dans laquelle s'effectuait la transition du centrisme au révisionnisme, on préparait par la référence au FUAI une nouvelle vague de capitulations devant des mouvements bourgeois et petits-bourgeois.

13 / Le FUAI n'est pas un instrument de l'héritage théorique de la Comintern révolutionnaire que nous devrions arracher aux centristes ou aux réformistes pour le mettre au service de la révolution. Le FUAI était, dès sa conception, une impasse abstraite. Mais elle évolua pour devenir une théorie justificatrice dangereuse à toutes les tentatives possibles de soumettre le mouvement révolutionnaire, dans des pays coloniaux ou demi-coloniaux, à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie quand les centristes (à la suite des staliens) croient voir dans certaines actions de leur classe dominante des traits « progressistes » et en déduisent une politique de soutien à ces directions.

14 / Pour cette raison, le GRA et DNK rejettent la tactique du FUAI.

décembre 2006

(rejeté par la conférence de fusion de DNK et du GRA, février 2007)



# RÉVOLUTION PERMANENTE

collectif révolution permanente édition française n° 2 septembre 2007

## POSITIONS

*Collectif* : Adresse du 1er mai 2007 p. 3

*Collectif* : Le soulèvement d'Oaxaca au Mexique, 2007 p. 5

*Collectif* : La guerre du gaz en Bolivie, 2004 p. 14

*Colectivo Revolución Permanente en el Perú* : Avec les mineurs en grève, 2007 p. 24

Adresse du 1er mai 2005 p. 26

*Collectif* : L'invasion du Liban par Israël, 2006 p. 26

*Collectif* : Menaces impérialistes envers l'Iran, 2006 p. 28

*Groupe Bolchevik* : Le soulèvement des jeunes des banlieues, 2005 p. 30

*Collectif* : Contre le plan de licenciements d'Airbus, 2007 p. 32

*Groupe Bolchevik* : Contre les interventions impérialistes françaises en Centrafrique et au Tchad, 2007 p. 34

## DÉBATS

*Gruppe für Revolutionär-marxistische ArbeiterInnenpolitik* : Thèses sur le Venezuela p. 19

*Gruppe für Revolutionär-marxistische ArbeiterInnenpolitik* : Lettre au Collectif p. 35

*Collectif* : Réponse au GRA/ Autriche p. 39

*Gruppe für Revolutionär-marxistische ArbeiterInnenpolitik* : Sur le front unique anti-impérialiste p. 61



Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme... (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif Révolution Permanente est un regroupement international de bolcheviks-léninistes basé sur les documents programmatiques de la Ligue des communistes, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, des conférences de la 4<sup>e</sup> Internationale jusqu'en 1940. Y appartiennent le *Colectivo Revolución Permanente en el Perú* / Pérou (*Lucha Marxista*) et le *Groupe Bolchevik* / France (*Révolution Socialiste*) ; y est associée la *GRA-Fraktion* / Autriche (*Der Neue Kurs*).

Site : [www.revolucionpermanente.org](http://www.revolucionpermanente.org) - Courrier : [c\\_revolucionpermanente@yahoo.es](mailto:c_revolucionpermanente@yahoo.es)

Comité de rédaction : Sergio Bravo, Valentina Cohen, Paul Mazurka

RP02VF03 - Imprimé au Pérou - En couverture : une affiche de l'APPO d'Oaxaca, novembre 2006